

"Je vous ai dit, entre autres choses, que je croyais que ce serait assurer une meilleure administration municipale si un plus grand nombre de conseils payaient un abonnement à la Revue municipale non seulement pour le secrétaire-trésorier mais aussi pour le maire et chacun des conseillers.

"En effet, comme vous le savez, si la Revue municipale est destinée en premier lieu aux secrétaires-trésoriers, les problèmes qui y sont étudiés ne sauraient laisser indifférents les membres du conseil.

"Il me fait plaisir de vous dire que l'on a répondu généreusement à cet appel, car M. Roland Bousquet, le rédacteur de la Revue municipale, m'a déclaré qu'après le congrès de l'an dernier, il avait reçu plusieurs abonnements à la Revue, pour des conseils au complet.

"Il en reste encore un grand nombre qui ne l'ont pas fait. Je crois que ce serait faire un acte de sage administration si les maires de toutes ces municipalités soumettaient la question à leur conseil, dès sa prochaine séance, et s'ils faisaient adopter une résolution à cet effet.

"L'Association des Secrétaires de Municipalité a tenu son congrès annuel, ici même, il y a un mois exactement.

"Ce congrès, comme les précédents d'ailleurs, a été un succès et je n'ai aucun doute que les conseils municipaux qui y ont délégué leur secrétaire-trésorier y trouveront leur bénéfice.

"La contribution du secrétaire-trésorier à son association est minime, soit \$2.00 par année.

"Le nombre des secrétaires-trésoriers qui font partie aujourd'hui de cette association est devenu tellement grand que je me demande si les conseils de comté ne pourraient pas assumer le paiement de la contribution annuelle du secrétaire-trésorier de chacune des municipalités du comté.

"D'ailleurs, les secrétaires-trésoriers, lors de leur dernier congrès, à la demande de leur bureau de direction, ont adopté une résolution pour vous demander cette faveur.

"Quelques conseils de comté le font déjà et cela sans qu'il en coûte plus à chaque comté puisque, dans la plupart des cas, chaque municipalité locale paie déjà ce deux dollars pour son secrétaire-trésorier.

"Vous rendriez un grand service et vous feriez bien plaisir à vos secrétaires-trésoriers si le conseil de comté, par résolution, décidait de payer l'abonnement de \$2.00 par année de façon à ce que le secrétaire-trésorier de chacune des municipalités locales du comté soit membre de l'association.

"Vous sauveriez ainsi à cette Association des Secrétaires de Municipalité les frais relativement élevés qu'occasionne la perception d'une contribution annuelle de \$2.00 seulement de ses quelque 1,200 membres.

"Je vous ai mentionné, il y a quelques instants, les cours d'administration des affaires publiques que nous avons donnés un peu partout dans la province.

"Il y a encore malheureusement un trop grand nombre de comtés où nous ne sommes pas allés."

"Je dois cependant dire que nous avons déjà été invités à donner le cours, dès le printemps prochain, pour les districts de Rivière-du-Loup et de Rimouski."

"Il va sans dire que nous sommes anxieux de nous rendre dans tous les autres comtés mais il faudrait que nous y soyons invités. Nous voulons terminer le plus rapidement possible ce travail car les autorités municipales de plusieurs des districts où nous sommes déjà allés donner le premier cours nous demandent d'y retourner pour donner un deuxième cours, plus avancé."

"Nous avons l'intention, à l'occasion de ce deuxième cours, d'inviter les membres des conseils municipaux et des commissions scolaires à assister à une partie des séances. Il va sans dire que nous compterons beaucoup sur les membres de l'Union des Conseils de Comté pour nous aider à faire un succès de cette nouvelle initiative."

"Le gouvernement a nommé, il y a quelque temps, une commission chargée d'enquêter sur la question de l'évaluation municipale et scolaire dans la province et de lui faire des suggestions en vue d'assurer une meilleure répartition des impôts municipaux et scolaires."

"Cette commission, dont M. le notaire de la Bruère Fortier est le président se nomme: "La Commission d'Enquête sur la Répartition des Impôts municipaux et scolaires."

"Evidemment, les membres de cette commission sont anxieux d'avoir des suggestions pratiques de différentes sources et il n'y a aucun doute que l'Union des Conseils de Comté est l'un des organismes tout désignés pour coopérer avec eux dans ce but."

"D'ailleurs, je sais que votre bureau de direction réalise parfaitement toute l'importance du travail que ce comité est appelé à faire dans l'intérêt de nos municipalités et qu'il s'est déjà attaqué au problème."

"Il faudra évidemment que chaque conseil de comté coopère avec vos directeurs pour faciliter leur tâche."

"La Législature, lors de la dernière session, a apporté des amendements au Code municipal."

"Presque tous ces amendements ont été adoptés pour donner suite à des vœux exprimés soit par l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, soit par votre propre union."

"Un certain nombre de ces amendements sont plutôt d'ordre technique et intéressent surtout le secrétaire-trésorier."

"J'ai expliqué longuement dans la Revue municipale la portée de chacun de ces amendements mais je crois pouvoir vous intéresser en vous répétant ici ces explications, en ce qui concerne ceux qui touchent de plus près aux administrateurs mêmes de la municipalité, c'est-à-dire au maire et aux conseillers."



"Ces amendements se trouvent au chapitre 70 de la loi 9 George VI, (1945).

"Le premier amendement concerne la convocation des séances spéciales.

"Jusqu'ici, sauf dans le cas des conseils de comté, les avis de convocation des séances spéciales devaient être nécessairement signifiés au maire et aux conseillers.

"Cela présentait des inconvénients très sérieux en certains endroits et plusieurs secrétaires-trésoriers, lors des congrès annuels de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, avaient soulevé ce point et avaient suggéré que la loi soit modifiée de façon à permettre la signification de ces avis de convocation des séances spéciales par la poste, par lettre recommandée.

"Il a été donné suite à ces recommandations et, à l'avenir, cet avis pourra être, soit signifié aux membres du conseil, comme par le passé, soit expédié par la poste, par lettre recommandée; mais dans ce dernier cas, il faut que le délai de convocation comprenne un dimanche.

"Comme vous le savez, en vertu de la loi, le délai pour l'avis de convocation des séances spéciales d'un conseil local doit être d'au moins deux jours francs. Cela veut dire, en pratique, quatre jours car l'on ne tient compte, dans le calcul de ces deux jours francs, ni du jour de la signification, ni du jour fixé pour la séance.

"Par exemple, dans le cas d'une séance spéciale convoquée pour le jeudi, le secrétaire-trésorier doit signifier les avis de convocation le lundi. D'un autre côté, s'il préfère transmettre les avis par la poste, il devra déposer ses lettres au bureau de poste, par courrier recommandé, à l'adresse de chacun des membres du conseil, au moins le samedi précédent, afin que le délai de convocation comprenne un dimanche.

"Cette condition d'avoir un dimanche compris dans le délai de convocation a été imposée par le législateur car, dans plusieurs campagnes, les membres du conseil ne se rendent au bureau de poste que le dimanche, après la messe.

"L'article 392a du Code municipal a également été modifié. Cet article 392a est l'un des plus importants du Code car c'est celui qui permet aux conseils de réglementer la construction et le zoning.

"Il facilite la mise en pratique des meilleurs principes de l'urbanisme et nos conseils s'intéressent de plus en plus à la question et plusieurs se préparent déjà à adopter des règlements sous son autorité.

"Jusqu'ici, les conseils de toutes les municipalités de village pouvaient se prévaloir des pouvoirs accordés par cet article. Dans le cas des municipalités rurales ou de campagne, seules celles dont le territoire était adjacent à un parc national, à une cité ou à une ville pouvaient le faire.

"Par l'amendement effectué par l'article 4 de la loi 9 George VI chapitre 70, les dispositions de cet article 392a s'appliqueront à toutes les municipalités régies par le Code municipal.

"L'article 5 ajoute au Code municipal l'article 404a. Cet article a pour but de permettre aux conseils de toutes les municipalités régies par le Code municipal de réglementer l'enlèvement des vidanges.

"Cette mesure d'hygiène s'imposait dans plusieurs municipalités mais le Code municipal ne donnait pas suffisamment de pouvoirs sur ce point. A l'avenir, tous les conseils auront des pouvoirs suffisamment étendus pour remédier à la situation, lorsque nécessaire.

"L'article 7 ajoute au Code municipal, après l'article 409, l'article 409a.

"Ce nouvel article permet aux conseils municipaux de conclure des ententes pour fournir l'eau de l'aqueduc municipal hors des limites de la municipalité.

"Il n'y avait rien dans la loi jusqu'ici qui permettait, par exemple, au conseil d'un village qui possédait son aqueduc, de fournir l'eau à des personnes dont les propriétés étaient construites dans la municipalité contiguë, tout près de la ligne de division.

"A l'avenir, les conseils des municipalités qui le désireront auront le pouvoir de desservir ces résidences, mêmes si elles sont situées en dehors des limites de la municipalité.

"L'article 8 modifie l'article 696 pour permettre l'imposition de la taxe foncière annuelle au moyen d'une simple résolution.

"Je signale d'une façon toute spéciale que les secrétaires-trésoriers ne pourront faire imposer la taxe foncière annuelle par résolution qu'à la condition que le conseil ait adopté en premier lieu un règlement pour décréter la chose.

"Evidemment, un tel règlement ne doit pas être adopté à chaque année. S'il en était ainsi, il n'y aurait aucune amélioration. Il suffit d'adopter une fois un règlement pour qu'à l'avenir, et cela aussi longtemps que le conseil ne changera pas d'idée et n'abrogera pas ledit règlement, une résolution ordinaire soit suffisante pour imposer la taxe foncière annuelle."

M. Morin traite ensuite de la question du pro-maire.

Il explique que les conseils ont intérêt à toujours avoir un pro-maire en office et cela pour ne pas paralyser l'administration des affaires de la municipalité, lorsque le maire est incapable d'agir pour raison de maladie, absence ou toute autre cause. De plus, le pro-maire a le droit de siéger au conseil de comté lorsque le maire ne peut pas assister lui-même à une séance.

Il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'un conseiller soit nommé pro-maire, car cette nomination ne le prive pas de son droit de vote ordinaire com-

me conseiller. Bien au contraire, l'article 123 du Code municipal déclare que si c'est le pro-maire qui préside la séance, il vote sur la question soumise comme conseiller et il a même droit à un deuxième vote au cas de partage égal des voix.

Après avoir traité brièvement de la question de la perception des taxes et de la nomination des vérificateurs, M. Morin insiste sur la nécessité pour le maire de s'assurer que le rôle d'évaluation soit bien confectionné selon toutes les exigences de la loi.

Le conférencier signale que le rôle d'évaluation, en plus de servir de base pour la répartition entre les contribuables du fardeau des taxes municipales par l'établissement de la valeur réelle de chaque immeuble imposable, sert aussi comme liste électorale dans les municipalités régies par le Code municipal.

Il arrive très souvent, qu'à la veille d'une élection, les intéressés constatent que le rôle d'évaluation est incomplet et que, par suite de l'absence d'inscriptions essentielles, un nombre assez important de contribuables sera privé de son droit de vote.

Par exemple, dans le cas des propriétaires, il est important que le rôle d'évaluation mentionne s'il s'agit d'un non-résidant ou d'un résidant, car la qualification foncière d'un propriétaire résidant pour avoir le droit de voter est de \$50.00 seulement, alors qu'elle est augmentée à \$200.00 dans le cas des non-résidants.

Quant aux locataires, ils ne peuvent voter lors des élections municipales que si leurs noms apparaissent au rôle d'évaluation comme locataires d'un immeuble dont la valeur annuelle, telle qu'inscrite au rôle d'évaluation, est de \$20.00 ou plus.

Si, comme la chose ne se fait que trop souvent malheureusement, les évaluateurs ont laissé en blanc, au rôle, la colonne intitulée: "valeur annuelle", cela veut dire que tous les locataires de la municipalité sont privés de leur droit de vote et il en résulte presque toujours des contestations d'élection.

La loi permet bien, au cours de l'année, que certaines modifications soient faites au rôle mais ces modifications ne peuvent être faites légalement que dans les quelques cas bien spécifiques que le Code mentionne; le Code ne permet pas d'ajouter au rôle, à la veille d'une élection, les noms de personnes qui auraient dû être portés au rôle lorsque celui-ci a été confectionné ou révisé mais qui en ont été omis à ce moment, soit par négligence, oubli ou pour toute autre cause.

En terminant, M. Morin remet au président de l'Union des Conseils de Comté un chèque au montant de \$1,500, à l'ordre de l'Union et représentant la subvention du Ministère des Affaires municipales pour l'année 1945.

M. Morin profite de la circonstance pour signaler aux délégués présents tout l'intérêt que l'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales, porte à l'Union et il ajoute que son ministre semblait particulièrement heureux d'autoriser l'émission de ce chèque lorsqu'il lui a présenté l'affaire pour approbation définitive.

La séance fut ajournée peu de temps après midi afin de permettre aux délégués de faire plus ample connaissance en attendant l'heure du déjeuner. Les congressistes furent invités à poser en groupe, au pied du kiosque de la Terrasse et la plupart se rendirent à cette invitation.

### Le déjeuner

Le programme annonçait que l'invité d'honneur au premier déjeuner du congrès serait l'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales. Les congressistes furent doublement honorés en constatant que le premier ministre, l'honorable Maurice Duplessis, avait accepté une invitation personnelle d'assister à ces agapes de l'association et ils apprirent avec plaisir que M. Duplessis prendrait la parole de même que M. Dussault.

Près de deux cents convives avaient pris place dans la grande salle de bal du Château Frontenac. La table d'honneur était particulièrement brillante et comprenait, en outre du premier ministre, deux ministres, des conseillers législatifs, le maire de Québec, plusieurs membres de l'Union des Conseils de Comté qui sont en même temps membres de la Législature provinciale ou du Parlement fédéral, des représentants de plusieurs groupements municipaux, etc. etc.

M. Wilfrid Labbé présidait le déjeuner et il avait à sa droite l'honorable Maurice Duplessis, et à sa gauche l'honorable Bona Dussault. On remarquait également à la table d'honneur: Son Honneur le maire Lucien Borne, l'honorable Patrice Tardif, ministre d'Etat, Me Charles de L. Mignault, C.R., président de la Commission municipale de Québec, M. Lactance Roberge, président provincial de la M.F.O.A., M. J.-R. French, président de l'Association internationale des Gérants de Ville, l'honorable Félix Messier, M.C.L., l'honorable J.-L. Baribeau, M.C.L., Me Emile Morin, sous-ministre des Affaires municipales, M. Auguste Baribeau, vice-président de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de Champlain, M. A.-J.-O. Bergeron, N.P., président de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, M. J.-E. Majeau, directeur de l'exécutif de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de l'Assomption, M. Philippe Cossette, N.P., M. A.L. pour le comté de Matapédia, M. J.-C. Nadon, M.A.L. pour le comté de Gatineau, M. Victor-S. Chartrand, M.A.L. pour le comté de l'Assomption, M. Hercule Riendeau, M.A.L. pour le comté de Napierville-Laprairie, M. J.-A. Blanchette, M.P. pour le comté de Compton, M. Christian Fontaine, C.A., directeur des services et trésorier de la Cité de Québec, Me Antoine Lacoursière, C.R., directeur de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de Beauce, M. Albert Rioux, L.S.A., D.Sc.S., membre de l'Office de l'Electrification rurale, M. Ulysse Boulianne, directeur de l'exécutif de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de Chicoutimi, M. Ernest Lavigne, Commissaire des Incendies de la province, M. le docteur A.-B. Clément, directeur de l'Union des Conseils de Comté et maire de Les Cèdres, Me Antonio Beau-doin, C.R., secrétaire de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, et M. J.-A. Langlais, N.P., secrétaire de l'Union des Conseils de Comté.

M. Wilfrid Labbé demanda aux délégués de bien vouloir se montrer indulgents à son sujet s'il ne trouvait pas les paroles convenables pour présenter les hôtes distingués qui devaient adresser la parole au déjeuner. Il expliqua qu'il avait dû quitter l'école à l'âge de treize ans et que sa formation en avait naturellement souffert. M. Labbé remercia le premier ministre, l'ho-



norable Maurice Duplessis, d'être venu honorer de sa présence cette réunion des délégués. "L'Union des Conseils de Comté", a-t-il dit, "doit des remerciements aux maires du comté de Frontenac et à l'honorable Patrice Tardif, ministre d'Etat et maire de St-Méthode d'Adstock, qui se sont réunis plusieurs fois pour discuter de questions intéressant au plus haut point l'association, notamment, de celles des aliénés et de l'assistance publique. Une délégation est ensuite allée rencontrer le ministre de la Santé. Ce travail a réussi pour une bonne partie puisque le gouvernement a pris à sa charge complète l'entretien des aliénés dégageant ainsi les municipalités rurales de ce fardeau.

"L'honorable Patrice Tardif et M. Linière Audet qui était préfet dans le temps ont droit à nos plus sincères remerciements." M. Labbé souligna la création d'un comité provisoire qui donna naissance à l'Union et il rendit hommage au travail du secrétaire, M. J.-Alph. Langlais, N.P.

"L'Union des Conseils de Comté a été créée par la suite et nous espérons qu'elle obtiendra du gouvernement l'autre demande au sujet de l'assistance publique," a dit M. Labbé qui ajouta que l'Union compte aujourd'hui des délégués dans 63 des 76 comtés de la province et qu'elle couvre, par conséquent, à peu près la totalité des municipalités rurales. Il remercia les délégués pour l'honneur décerné au comté d'Arthabaska lorsqu'il fut nommé président de leur association.

M. Labbé demanda ensuite à l'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales, de bien vouloir présenter le premier ministre.

L'honorable M. Dussault déclara que c'était une tâche à la fois facile et difficile de présenter le premier ministre, l'honorable Maurice Duplessis. "La tâche est facile parce que vous connaissez tous le premier ministre", a dit M. Dussault, "mais elle est difficile parce que l'on trouve difficilement les mots nécessaires pour bien remplir ce devoir. Aussi, je contournerai donc l'obstacle en présentant moi-même à M. Duplessis l'Union des Conseils de Comté. M. le premier ministre, vous m'avez dit en me confiant le Ministère des Affaires municipales que je devenais le père d'une grande famille. C'était bien vrai et je suis heureux de vous présenter un de vos enfants qui marche seul à l'âge d'un an et qui a déjà des œuvres à son crédit.

"Dans ma carrière de pilote, il m'est arrivé souvent de rencontrer du gros temps pendant plusieurs jours. Lorsque le vent s'élevait, le capitaine disait: gare au grain. Nous venons de traverser cinq années de gros vent. Mon expérience de marin m'a démontré que la saute de vent est encore plus terrible que le gros vent. Laissez-moi vous dire que nous sommes heureux de voir que vous conduisez d'une main ferme la barque de l'administration provinciale dans la période difficile du moment.

"Dans l'Union des Conseils de Comté, vous voyez toutes les couleurs. Ce groupement est aussi national que le vôtre. Vous avez ici l'élite des patriotes, des gens qui aiment leur pays et qui veulent son avancement. Vous avez Son Honneur le maire Borne qui a reçu hier un honneur qui rejailit sur toute la population". (M. Borne avait été l'objet la veille au soir d'une brillante manifestation au cours de laquelle il avait été particulièrement honoré par le Consulat de France et par France Combattante). L'honorable Bona Dussault signala la pré-

sence de conseillers législatifs, de députés fédéraux et provinciaux et d'autres personnages en vue parmi les maires et préfets qui sont membres de l'Union. En terminant, il raconta l'histoire de la bonne dame qui, voyant passer sur la rue plusieurs enfants au milieu desquels se trouvait son petit Jacques, disait à qui voulait l'entendre que parmi tous ces bambins seul son Jacques avait le pas.

"Si on considère l'âge et les oeuvres de l'Union des Conseils de Comté," ajouta M. Dussault, "on peut voir qu'elle marche bien et qu'elle garde le pas avec les autres organisations."

Discours de l'honorable Maurice Duplessis,

Premier ministre de la province.

Au début de ses remarques l'honorable Maurice Duplessis taquina M. Dussault en rappelant ce que ce dernier venait de dire à l'effet qu'il était le père des municipalités. "Je me demande pourquoi M. Dussault se vante de cela devant autant de "maires", "dit le premier ministre en riant. Tournant ensuite son attention vers le président du déjeuner, M. Duplessis déclara que M. Labbé étant à la tête de l'administration de Victoriaville, cette municipalité ne devait pas être autre chose qu'une organisation religieuse. Reprenant un ton sérieux le premier ministre fit l'éloge du président de l'Union des Conseils de Comté en disant que ce dernier était préfet de son comté et un maire éminemment qualifié.

"Votre hôte d'honneur était l'honorable M. Dussault qui a bien voulu me céder la parole. J'ai été heureux de pouvoir accepter votre invitation et il me fait plaisir d'être ici parce que je suis essentiellement un rural dans le coeur. J'ai vécu et je vis dans une région que l'on appelle rurale et j'ai appris à considérer la campagne de Québec comme la pierre d'assise de notre province, la source de la vie provinciale. C'est par la campagne et à cause de la campagne que nous avons survécu et que nous survivrons. Vous avez gardé les vieilles traditions, la gratitude, la reconnaissance, la mémoire du passé. Soyons contre la routine mais favorisons la tradition, car il ne peut y avoir d'avenir possible basé sur l'oubli du passé. Oublier le passé, ce serait renier nos traditions et ce serait oublier nos parents. La campagne a gardé ses traditions parce qu'elles sont essentielles comme les points cardinaux pour orienter les activités humaines. Je n'ai pas hésité un moment à nommer aux Affaires municipales un homme de la campagne. L'âme québécoise sans la campagne et la vie rurale ne peut prospérer. Le coeur de la province ne peut s'épanouir si la vie rurale ne s'achemine vers le progrès et la prospérité. Il y a un rural à la tête du Ministère des Affaires municipales et un rural à la tête de la province. J'en suis fier et orgueilleux."

M. Duplessis salua la présence dans la salle du maire de Yamachiche, son cousin, et de plusieurs autres maires de ses connaissances.

"Vous respectez", continua le premier ministre, "le principe de la décentralisation administrative en maintenant l'existence de vos conseils municipaux ruraux et de vos conseils de comté. Vous êtes la manifestation, le

symbole vivant de la nécessité de décentralisation administrative. De même, si la province ne pouvait pas faire respecter ses droits, il n'y aurait pas de gouvernement provincial. Les maires sont plus près du peuple que les préfets de comté et le gouvernement provincial est plus près du peuple de la province que le gouvernement fédéral. Nous sommes à un tournant de notre histoire particulièrement difficile et c'est vous, les représentants de la vie rurale, qui devez étudier les problèmes, poser des actes et faire les revendications qui s'imposent. Personne ne pourra triompher de la race canadienne-française si nous comprenons bien les propositions dont la gravité dépasse de beaucoup les problèmes qui se posaient avant l'Acte d'Union et l'Acte de la Confédération de 1867. Regardez bien en face vos responsabilités. Vous êtes les gardiens, les dépositaires de nos droits essentiels et de nos prérogatives. Il vous incombe de formuler vos réclamations et vos suggestions. Votre rôle dépasse en importance les cadres de la vie municipale. Il atteint ceux de la vie sociale, familiale et nationale. Donnez le spectacle de l'Union sacrée dans la revendication des libertés fondamentales. La solidarité nationale est plus nécessaire que jamais. Pour nous, c'est plus qu'un problème financier, c'est une question de vie ou de mort nationale. N'oubliez pas que nous sommes le trait d'union entre hier et demain. La vie d'un homme est peu de chose; la vie d'un pays et d'une province compte pour beaucoup. Soyons conséquents avec nous-mêmes; si nous allions faillir à la tâche et ne pas réaliser cette union sacrée qui nous a tant manquée dans le passé, c'est la vie, la survie de notre groupe qui en seraient le prix, et peut-être même la survie de la Confédération."

Le premier ministre déclara que les Conseils de Comté rendent des services signalés. Il rappela quelques souvenirs personnels alors qu'étant jeune avocat il allait plaider devant un conseil de comté. Continuant ensuite, M. Duplessis a dit que le Code municipal avait besoin d'être refondu et que son gouvernement avait confié la tâche de la codification à Me Yves Prévost, C.R. "Ce Code contient des articles obscurs ou contradictoires," déclara le premier ministre. "On y trouve une quantité de formalités difficiles à remplir. C'est toute une affaire par exemple que de définir ce qu'est un chemin de comté ou un chemin local. La jurisprudence est contradictoire. Les définitions sont vagues et il faudrait clarifier tout cela. Les questions de cours d'eau qui sont également très importantes doivent être aussi claires que possible. Nous avons 25% de nos terres cultivables qui sont cultivées et 75% qui ne sont pas cultivées parce qu'elles devraient être drainées et qu'elles ne sont pas égouttées. Les moyens de drainage sont essentiels pour l'établissement des fils de cultivateurs. Il y va de l'intérêt de la nationalité. Dans vos villages, vous bénéficiez d'une organisation religieuse, municipale et scolaire et il importe que l'établissement des fils de cultivateurs se fasse près des familles et dans la province. C'est là une question d'attachement au sol. Il faut tenir compte aussi que les procès de cours d'eau coûtent très cher aux municipalités et que la clarification du Code à leur sujet améliorera les choses de ce côté.

"La question de l'électrification rurale dans la campagne est également importante. L'électricité peut répondre au problème du coût élevé de production du cultivateur en diminuant ce coût. Cela contribuera à aider à la colonisation, à garder les colons sur leurs terres et à permettre aux cultivateurs de retirer de meilleurs prix pour leurs produits. Il faut que nos campagnes soient électrifiées lorsque la chose est possible et cela dans le plus court délai. Il ne s'agit pas d'électrifier avec l'idée de nuire à qui que ce soit, mais plutôt de rendre service et de rendre la campagne encore plus attrayante.



L'électrification rurale viendra remplacer pour le cultivateur la main d'oeuvre qui lui manque et elle sera étendue à toutes les campagnes susceptibles d'en bénéficier. Il faut que les cultivateurs soient en état de payer leurs taxes et l'électrification rurale leur permettra d'améliorer leur sort." L'honorable Maurice Duplessis, en terminant, invita instamment les maires et préfets à présenter leurs suggestions. "Donnez-vous la main pour préparer l'avenir d'une manière stable et durable", a-t-il déclaré. "Ce n'est pas le temps de chiquer la guenille. Je vous demande de vous unir, non seulement au point de vue administratif et municipal mais aussi provincial et fédéral parce que le progrès de votre municipalité suit le progrès de votre province, intimement lié au progrès de votre pays."

Le premier ministre fut remercié par M. Wilfrid Labbé, président du déjeuner. "M. Duplessis vient de vous dire qu'il était né dans un centre rural", déclara M. Labbé. "En le jugeant, on juge le coeur de la province. M. le premier ministre, vous avez prouvé votre amour pour la classe agricole et nous en sommes les témoins. Je vous remercie pour les services que vous nous avez rendus et pour les conseils que vous nous donnez. Nous sommes ici pour discuter des questions d'intérêt et non pas des questions d'argent. Vous avez parlé tout à l'heure de procès survenus dans votre comté. Je dois vous dire que la même chose s'est produite dans notre comté. Par les bonnes lois que vous passerez, nous pourrons éviter ces procès à l'avenir." M. Labbé remercia le gouvernement pour le chèque de \$1,500 qui a été remis à l'association par l'honorable Bona Dussault au nom du gouvernement. Il cita ensuite la présence à la table d'honneur de tous les invités qui s'y trouvaient.

Les remarques opportunes du premier ministre sur la nécessité d'une codification des lois municipales, prononcées au premier déjeuner du congrès de l'Union des Conseils de Comté, ont été favorablement commentées dans les journaux. Nous nous permettons de reproduire à ce sujet l'article éditorial suivant paru le 13 novembre 1945 dans le journal "La Presse", de Montréal.

"

#### Mise au point du Code municipal

La simplification et la clarification des lois ou règlements qui gouvernent les activités des corps publics doivent certes compter au nombre des mesures qu'il importe d'adopter afin de rendre plus facile et surtout plus fructueuse l'exécution des projets restaurateurs d'après-guerre. Des lacunes, des obscurités, parfois même des contradictions dont on s'était accommodé jusqu'ici du mieux possible, peuvent devenir de véritables obstacles, cause de pertes de temps et d'argent.

Aussi les dirigeants et les citoyens des municipalités rurales auront-ils sans doute appris avec intérêt, de la bouche même du premier ministre de la province, lors du dernier congrès annuel de l'Union des Conseils de Comté, que le gouvernement s'occupait de mettre au point le Code municipal de notre province.

S'il est vrai, comme l'a affirmé M. Duplessis, que "la vie rurale est la pierre d'assise de tout progrès et prospérité durables dans cette province", on doit être porté à en favoriser le dé-



veloppement. La révision des lois municipales est un des moyens qui permettront aux administrations publiques des campagnes de fonctionner dans l'ordre et, partant, avec une plus grande efficacité.

Non seulement dans les districts ruraux mais aussi dans les centres principaux du Québec, la multiplication des ordonnances a fini par créer un chaos légal où les avocats et à plus forte raison les contribuables éprouvent beaucoup de peine à savoir où commence et où finit le droit. C'est que, trop souvent, on a légiféré sans se rendre compte au préalable si les nouvelles clauses s'harmonisaient avec les anciennes.

Qu'on se hâte d'élaguer les dispositions contradictoires ou désuètes qui encombrant notre Code municipal pour ne garder que celles qui pourront réellement servir. Elles resteront encore assez nombreuses et d'une consultation assez ardue pour les hommes de loi et les citoyens qui auront besoin de les invoquer.

(La Presse, le 13 novembre 1945).

#### Séance de l'après-midi

Peu après le déjeuner, les délégués se réunirent, de nouveau, dans la salle River-View, afin de continuer leurs délibérations. Un nombre considérable de résolutions furent remises au congrès et référées au comité des résolutions chargé de les étudier et de voir si l'Union des Conseils de Comté pouvait leur donner suite. Le comité des résolutions était présidé par M. Wilfrid Labbé et il comprenait, en outre, Me Antoine Lacoursière, C.R., M. Joseph Richard, N.P., M. J.-A. Flourde, N.P., préfet du comté de Lac St-Jean Est, et M. E.-O. Hudon, agissant comme secrétaire.

M. Wilfrid Labbé invita ensuite les délégués à écouter une conférence de M. Ernest Lavigne sur la prévention des incendies dans nos campagnes.

#### Conférence de M. Ernest Lavigne,

#### Commissaire des Incendies de la province

"Je veux vous entretenir aujourd'hui de la prévention des incendies et des protections à prendre dans les villages afin de prévenir les incendies et les conflagrations", a dit M. Ernest Lavigne, Commissaire des Incendies de la province, en adressant la parole aux congressistes.

"D'abord, nous pouvons nous demander pourquoi les municipalités rurales doivent-elles être protégées contre l'incendie. Le feu existe-t-il? Vous n'avez qu'à lire les journaux pour constater qu'à tout moment il se produit des incendies mettant en danger les vies et les propriétés des citoyens. Si vous voulez des faits à ce sujet, vous n'avez qu'à ouvrir les brochures du Département des Statistiques.

"Depuis 30 ans, dans la province de Québec, nous perdons, bon an mal an, une valeur matérielle, par suite des incendies, de \$10,000,000, ce qui fait \$300,000,000 en 30 ans. Je ne parle pas ici des pertes de vies inutiles. L'incendie peut survenir n'importe quand, n'importe où, et il faut le combattre."

M. Lavigne raconta alors un fait qui s'est passé dans une campagne et démontrant que par suite de la négligence du maire à suivre les conseils qui lui étaient donnés dans sa municipalité, cette dernière s'est vue à moitié détruite par une conflagration parce qu'elle n'était pas protégée contre l'incendie.

"Dans la province de Québec", continua M. Lavigne, "nous comptons 1,550 municipalités environ, et il y a là-dessus 26 cités et 112 villes. Malgré cela, je puis dire qu'il n'y a pas 500 municipalités qui possèdent un service adéquat de protection contre l'incendie. Donc, plus de 1,000 municipalités ne sont pas protégées.

"Est-ce si difficile que cela de se protéger?"

"Messieurs les maires avec qui j'ai coopéré savent que cette protection coûte quelque chose mais que lorsque tout est installé, la population est satisfaite.

"Il y a des villages qui sont mieux situés les uns que les autres pour la protection. Afin de savoir ce qu'il doit faire, le maire d'une municipalité n'a qu'à s'adresser à l'organisme provincial que l'on appelle le Commissariat des Incendies. Nous avons des ingénieurs experts qui peuvent être consultés. Notre province est la seule du Canada possédant une organisation de ce genre.

"La protection contre l'incendie est une science qui requiert le concours d'experts. Lorsqu'on a mal aux dents, on va chez le dentiste, lorsqu'on a mal aux yeux, on va chez l'oculiste. Aussi, lorsqu'il s'agit d'incendies, il faut s'adresser au Commissariat des Incendies.

"Voici comment vous devez procéder pour installer un service de protection contre l'incendie dans votre municipalité. Le conseil n'a qu'à adopter une résolution demandant les services de l'ingénieur du Commissariat des Incendies, et transmettre cette résolution au Ministère des Travaux Publics. Un ingénieur est envoyé sur les lieux, puis un projet est élaboré et transmis aux autorités municipales. Tout cela ne coûte rien et n'engage à rien.

"Il y a toutes sortes de travaux à faire: construction de citernes, d'approches de la rivière, achat de boyaux, de pompes à incendies, etc. Lorsqu'il faut toutes ces choses, des gens viennent nous dire: nous n'habitons pas la ville et nous n'avons pas lieu de faire autant de dépenses. Je réponds à ces gens: si vous me prouvez que, dans un village, 15 maisons peuvent brûler différemment que dans une ville, vous avez raison. Mais la chose ne peut pas être prouvée. Le feu a des exigences qu'il faut rencontrer. Il ne faut pas être surpris si nous insistons autant pour que nos recommandations soient suivies.

"C'est parce que les travaux de protection coûtent cher, que la loi permet au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'aider les municipalités à se protéger adéquatement contre l'incendie, et non pas à peu près. La loi prévoit donc certains octrois pour aider les municipalités à se munir d'un système de protection contre les incendies. Ces octrois se proportionnent à l'importance des dépenses encourues par elles et à leurs besoins.

"Un mot maintenant de la prévention. Si j'étais maire d'une municipalité, j'aurais beaucoup d'inquiétudes et je me sentirais une lourde responsabilité envers mes administrés. La première chose que je ferais serait de voir si ma municipalité a adopté un règlement pour la prévention des incendies. Ce serait aussi la première question que je discuterais au conseil municipal afin de faire adopter un règlement s'il y avait lieu. En effet, au cas où un incendie surviendrait, je me sentirais moralement responsable si une personne perdait la vie lors de la destruction du village parce qu'il n'y aurait pas eu de règlement défendant de fumer dans un garage. Il y a des idiots qui allument leurs cigarettes et leurs pipes en servant de la gasoline. La vie des citoyens vaut la peine que le maire fasse adopter un règlement semblable réglant la condition des cheminées dans les maisons privées, par exemple. L'inspection des cheminées doit être faite dans chaque maison pour éliminer les dangers d'incendie. Cela ne coûterait rien qu'un peu d'efforts. Les maires n'ont qu'à nous écrire et nous leur enverrons un propagandiste qui leur dira en quoi consiste les dangers d'incendie afin de rendre la vie rurale plus agréable et plus sûre."

Me Emile Morin demanda à M. Lavigne, après sa conférence, s'il pouvait suggérer un modèle de règlement municipal à adopter concernant la prévention des incendies et M. Lavigne répondit qu'il avait des modèles de règlement de ce genre à son bureau et qu'il se ferait un plaisir d'en envoyer à ceux qui lui en demanderaient.

M. Adam Pellerin, maire de Ste-Flore, remercia M. Lavigne de ce que sa municipalité a obtenu du bureau du Commissaire des Incendies un octroi pour améliorer le système de prévention de sa municipalité.

M. Lavigne déclara qu'il était heureux de ce témoignage du maire de Ste-Flore mais que les remerciements devaient être adressés au gouvernement ou au Ministère des Travaux Publics qui ont accordé les octrois en question.

M. Wilfrid Labbé, président, demanda ensuite à M. Lavigne ce qu'il pensait des pompes à incendie qui étaient distribuées pendant la guerre à certaines municipalités, par le Comité de Protection civile, pompes que la Corporation des Biens de Guerre cherche à vendre actuellement.

M. Lavigne répondit que le gouvernement fédéral avait dû procéder rapidement à la fabrication et à la distribution de ces appareils. "Ce travail fait à la hâte ne peut pas être considéré", a dit M. Lavigne, "comme étant efficace pour la prévention des incendies dans les municipalités. Par exemple, il y a trois catégories de ces pompes du Comité de Protection civile qui ont été distribuées: des appareils d'un débit de 420 gallons, de 150 gallons et de 50 gallons. Ces appareils ne peuvent pas tous être considérés comme offrant une protection efficace dans les municipalités visitées par le bureau du Commissaire des Incendies. Seules, les pompes d'un débit de 420 gallons sont recommandables. Le bureau du Commissaire des Incendies a recommandé au Ministère de ne pas accorder d'octroi pour les pompes de 150 et de 50 gallons."

M. Jean-Bte Paradis, maire de St-Alexandre, demanda si le gouvernement accorderait un octroi à sa municipalité si elle achetait un "jeep" dans l'intention de l'utiliser pour la prévention des incendies. M. Lavigne lui répondit que ce qu'il connaissait des finances de St-Alexandre était si favorable qu'il ne voyait pas bien pourquoi la municipalité aurait besoin de l'aide du gouvernement pour s'acheter un "jeep", attendu que le service de prévention des incendies dans cette municipalité paraissait assez parfait sans cet achat.

M. Henri Monjeau, maire de Rock Forest, dans les environs de Sherbrooke, demanda si le gouvernement aiderait la cité de Sherbrooke ou sa municipalité à établir des citernes qui serviraient au cas où un incendie se déclarerait dans sa municipalité et que la brigade de pompiers de Sherbrooke serait appelée. M. Lavigne lui répondit que le Ministère n'accorderait pas d'octroi dans un tel cas parce qu'il fallait une protection complète et efficace pour la prévention des incendies dans une municipalité.

Un maire du comté de Portneuf a demandé si le gouvernement aiderait une municipalité à remplacer par des bornes-fontaines un système de protection contre l'incendie existant au moyen de citernes et de puits. M. Lavigne déclara que le ministre des Travaux Publics peut seul donner la réponse. Le système idéal, c'est l'aqueduc. Ce système se paye par lui-même. Le gouvernement n'intervient que lorsque les finances des municipalités sont en mauvais état. Les intéressés peuvent faire un projet et établir ce que ça coûte avec le Ministère. Les budgets du Ministère varient d'après les demandes d'octrois qui lui sont faites.

L'intéressante discussion ayant pris fin à la suite de la conférence de M. Ernest Lavigne, le président de l'assemblée remercia le conférencier et présenta aux délégués M. Albert Rioux, membre de l'Office de l'Electrification rurale.

Conférence de M. Albert Rioux, L.S.A., D.Sc.S.,

Membre de l'Office de l'Electrification rurale

On a beaucoup parlé depuis quelques mois de la puissance atomique. J'ai lu dans une revue scientifique qu'un gramme de cette substance pouvait produire dix milliards de kilowatts: ce serait assez pour fournir l'éclairage, la force motrice et le chauffage à toute la population canadienne pendant des années. Encore, faudrait-il transformer la puissance atomique en énergie lumineuse, mécanique ou calorifique. C'est un problème que les savants n'ont pas encore résolu. D'ailleurs, tous les explosifs peuvent en théorie se transformer en force motrice et en chaleur, mais si vous employez un bâton dynamique pour faire rouler votre automobile, vous pouvez être sûr qu'elle ne marchera qu'une fois... et ce sera fini.

Aussi longtemps que nous n'aurons pas transformé la puissance atomique en énergie utile pour l'industrie et l'agriculture, nous devons prendre une chance avec l'électricité pour quelques générations encore.

C'est elle qui caractérise l'époque moderne. Elle a rendu possible les grandes inventions qui ont transformé le monde depuis un demi-siècle. Nous



lui devons le téléphone, le cinéma, la radio, la télévision. Grâce à l'étincelle électrique, l'automobile, l'avion et le sous-marin sillonnent la terre, le ciel et les océans. Le même fil électrique peut éclairer le foyer domestique et les places publiques, faire fonctionner le rasoir et les plus puissants moteurs de l'industrie. C'est même grâce à l'évaluation exacte de la charge électrique que possède chaque corps de la nature que les savants ont pu découvrir la puissance atomique.

Impossible de concevoir une ville moderne sans électricité. Un réseau inimaginable de fils électriques constitue le système sanguin et nerveux de l'organisme urbain. Que le courant fasse défaut, c'est toute la vie sociale et économique de la ville qui arrête. Pourtant l'énergie électrique devrait être plus indispensable à la campagne qu'à la ville, d'abord parce que l'agriculture est l'industrie la plus importante au point de vue social, économique, national et religieux. Notre agriculture domestique et familiale fabrique une foule de produits exigeant une transformation différente. Par sa souplesse merveilleuse, sa faculté de se diviser à l'infini, de se transformer en énergie chimique, lumineuse, calorifique, l'électricité s'adapte à tous les besoins de la ferme. Elle seule peut porter la lumière, la chaleur, le froid et la force motrice à la grande majorité de nos 150,000 fermes dispersées à travers la province.

Un cultivateur disait récemment: "Je veux l'électricité pour rajeunir l'atmosphère de ma maison, garder mes fils et mes filles sur la ferme." Il exprimait la portée sociale de l'électrification des campagnes.

La ferme est une entreprise familiale dont le succès est dû en grande partie à la femme. L'électricité est la servante à cent bras qui rend le travail de la fermière plus facile et plus rémunérateur.

Dans l'exploitation agricole, le "cheval" électrique augmente la production et diminue le coût des produits. On a catalogué 320 usagers de l'électricité sur la ferme. Un kwh fait le travail d'un homme durant un jour et demi.

L'électricité est pratiquement indispensable dans l'industrie laitière, l'aviculture, la culture maraîchère, la conservation des produits périssables.

La guerre a contribué à motoriser encore davantage l'agriculture. De plus en plus, les fermes électrifiées auront un avantage considérable sur leurs rivales privées du courant qui apporte la lumière, la chaleur, le froid et la force motrice.

L'électricité rend la ferme plus attrayante; elle est indispensable pour garder sur la terre les jeunes ruraux qui veulent leur part de la civilisation et du progrès.

L'énergie électrique fera surgir dans nos villages une foule de petites industries qui fourniront un débouché à la main-d'œuvre rurale et aux produits agricoles.

La construction des lignes rurales utilisera la main-d'oeuvre que les industries ne pourront pas absorber après la guerre. Contrairement aux autres grands travaux publics, c'est une entreprise qui se paie par elle-même.

Pour bien d'autres raisons, l'électrification rurale s'impose pour accroître le rendement de nos fermes, abaisser le coût de revient de nos produits agricoles, pour procurer à la famille rurale plus de beauté, de loisirs, de bonheur, des biens qu'il est impossible de compter en piastres et en sous, mais qu'il faut évaluer d'après une comptabilité sociale.

Jusqu'ici nos cultivateurs ne pouvaient pas bénéficier de ce merveilleux instrument de confort et de production. Notre province est pourtant particulièrement favorisée au point de vue des ressources hydrauliques. Elle possède plus de la moitié des chevaux vapeur harnachés de tout le Canada (soit six millions sur onze). Proportionnellement à sa population, elle occupe la première place dans le monde par son développement électrique. Elle compte les deux plus grands pouvoirs d'eau du monde. Cependant, à côté de la plus grande centrale hydro-électrique de l'univers, des cultivateurs ne peuvent obtenir le courant.

Le gouvernement provincial veut que la classe agricole bénéficie de ce cadeau de la Providence qui ne doit pas servir uniquement à enrichir quelques-uns, mais qui doit être mis à la disposition de toute la population.

Pouvait-il confier cette tâche aux compagnies privées? Non, parce que ces entreprises ne sont pas intéressées à l'électrification rurale sur une grande échelle. Elles ne desservent que les fermes autour des villes et dans les secteurs de culture intensive. Organisées en vue du profit et des dividendes pour les actionnaires, elles cherchent les débouchés les plus faciles et les plus rémunérateurs. Or, l'électrification rurale n'est pas payante. Jusqu'à ces derniers temps, les compagnies québécoises exigeaient dix clients par mille pour construire une ligne rurale. L'Hydro ontarienne et la Rural Electrification Administration étatsunienne se contentent de deux fermes au mille. On ne pouvait donc pas compter sur les compagnies pour électrifier nos campagnes.

La municipalisation a obtenu un grand succès dans certaines grandes villes, mais elle n'est possible que dans les grands centres dont le réseau de distribution est assez considérable pour justifier l'emploi d'un personnel administratif et technique.

D'ailleurs, la distribution de l'électricité n'entre pas dans les attributions ordinaires des municipalités rurales. Quand il s'agit d'électrifier un ou deux rangs, la municipalité peut-elle se lancer dans une entreprise inconnue pour favoriser quelques cultivateurs? Tous les autres contribuables se croiraient exploités au bénéfice de quelques-uns. Il est plus logique que les seuls intéressés se groupent pour organiser le service dont ils ont besoin.

Si plusieurs municipalités s'engagent dans une même entreprise électrique, voyez-vous quelles complications administratives et financières peuvent surgir? On me répondra que l'association des municipalités ontariennes est un succès. Mais dans la province voisine, c'est l'Etat qui a pris, dès le début, le contrôle des entreprises municipalisées; il est leur unique fournisseur d'énergie qui coordonne tout l'ensemble, il fait la comptabilité de toutes ces régies municipales amalgamées dans la Commission Hydro-électrique.

Mais la municipalisation, même générale, même orientée et coordonnée par l'Etat, n'a pas réglé le problème de l'électrification rurale. C'est tellement vrai que l'Hydro a dû organiser 184 districts ruraux pour desservir les régions agricoles.

La municipalité exerce sa juridiction dans des limites fixées habituellement pour des fins administratives. Les zones d'électrification sont déterminées par la topographie, le régime des eaux, les bassins de drainage, d'autres conditions naturelles et économiques qui sortent du cadre municipal; seule la coopération peut s'adapter à ces conditions, se prêter aux dimensions, aux formes, aux contours d'un réseau de distribution électrique et l'habiller parfaitement avec un vêtement à sa taille.

Depuis la fondation de l'Hydro en 1906, les progrès réalisés en hydro-électrique, le transport d'énergie sur une longue distance, une connaissance plus parfaite des possibilités de la coopération et de l'électricité, les exemples de l'étranger et nos propres succès coopératifs en d'autres domaines, nous prescrivent impérieusement la formule coopérative pour exécuter le programme de l'électrification rurale qui s'impose chez nous.

Le gouvernement aurait pu produire et distribuer lui-même l'électricité à domicile. On l'aurait accusé de remplacer le monopole de l'électricité par le monopole de l'Etat, et d'exercer du favoritisme politique. Le paternalisme d'Etat qui s'introduit de plus en plus dans les oeuvres d'assistance sociale n'a pas sa raison d'être dans la distribution de l'électricité. Il existe une formule qui élimine les abus et réunit les avantages d'intervention gouvernementale: c'est la distribution coopérative de l'électricité. Cette formule a d'ailleurs fait ses preuves dans les autres pays. En Tchécoslovaquie, en Suède, au Danemark, en Finlande, en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Pologne, en Lettonie, les progrès de l'électrification rurale sont dus à la coopération conjuguée avec l'aide de l'Etat.

C'est aussi à la coopération que la Rural Electrification Administration des Etats-Unis doit sa merveilleuse réussite.

Le Président Roosevelt avait souvent affirmé que l'électricité est une nécessité de la vie moderne et l'électrification rurale une question d'importance nationale. Fort de l'expérience de la "Tennessee Valley Authority", il créait, le 11 mai 1935, la "Rural Electrification Administration" pour exécuter un programme national de distribution de l'énergie électrique dans les campagnes.

Pour lancer la R.E.A., le Président Roosevelt s'adressa d'abord aux compagnies privées qui possédaient tous les éléments nécessaires à l'exécution de son programme. Elles répliquèrent cyniquement: "Nous ne sommes pas des institutions de charité." Les cultivateurs, au contraire, répondirent en fondant des coopératives d'électricité.

Avec les fonds nécessaires, la R.E.A. donne à ses groupements la direction technique, coopérative et financière indispensable au succès. Ses experts leur aident à passer à travers le dédale de la législation des différents Etats. Ils incorporent la société, surveillent la construction des réseaux, rè-



glent les difficultés avec les compagnies de chemins de fer et de téléphone, rédigent les contrats entre la R.E.A. et les coopératives, entre celles-ci et leurs membres. Ils voient à l'engagement d'un gérant compétent, à la préparation des budgets, à l'adoption d'un bon système de comptabilité et de vérification.

Nous assistons donc, dans la république voisine, à la plus rapide expansion de l'électrification rurale et au plus grand mouvement coopératif de l'histoire, puisque 90% des emprunteurs de la R.E.A. sont des coopératives qui suivent à la lettre les principes de Rochdale.

Il va sans dire que ce succès n'est pas dû aux compagnies privées, qui déclenchèrent une formidable campagne contre cette organisation. Elles lancèrent des volumes, des bulletins, des brochures, des circulaires, des articles publiés par des milliers de journaux pour démantibuler la R.E.A. Elles payèrent des ingénieurs célèbres pour dénigrer les nouvelles méthodes de construction et des experts en comptabilité pour attaquer le système financier de la R.E.A. Elles dépêchèrent même des agents pour semer des faussetés, de ferme en ferme, pour dire aux cultivateurs que leur signature, comme membres de la coopérative, équivalait à une hypothèque sur leurs propriétés et que la déconfiture, plus que probable, de l'organisation entraînerait leur ruine.

Mais la méthode la plus efficace des compagnies fut la construction de lignes de nuisance. Des cultivateurs qui avaient en vain réclamé le courant électrique pendant 15 à 20 ans faisaient-ils des démarches auprès de la R.E.A.? Aussitôt une compagnie construisait une ligne dans la partie la plus populaire du territoire de la future coopérative. Dans 15 Etats, des cultivateurs qui avaient signé l'incorporation de leur société firent la garde nuit et jour, armés de fusils, pour empêcher les compagnies de construire des lignes de nuisance.

Le succès phénoménal de la "Rural Electrification Administration" oppose aux compagnies un cinglant démenti. Avant 1935, elles répétaient que les fermes pouvant être économiquement électrifiées étaient déjà desservies et que toute entreprise gouvernementale de distribution de l'électricité dans les campagnes était vouée à un échec. Or, depuis 1935, la R.E.A. a électrifié plus de deux millions de fermes et construit assez de lignes pour encercler vingt fois le globe terrestre.

Est-il étonnant que les pays qui veulent électrifier leurs fermes, après la victoire, s'inspirent de la R.E.A. la plus grande entreprise de coopération et d'électrification rurale de l'histoire? Dix-huit républiques de l'Amérique latine ont envoyé des ingénieurs étudier les coopératives d'électricité de la R.E.A. Quelques provinces canadiennes songent à imiter cet exemple. La Province du Manitoba a déjà publié un rapport qui analyse avec intérêt cette expérience concluante.

Le gouvernement de la Province de Québec adoptait à la dernière session une loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité. Cette loi constituait un Office de l'Electrification rurale composé de trois membres. Cet Office a pour but d'aider aux coopératives à procurer à leurs membres les services de l'électricité. Les coopératives peuvent produire, transmettre, distribuer et vendre l'énergie électrique. Quelques coopératives produiront l'énergie, la transmettront et la distribueront chez



leurs sociétaires; la plupart achèteront le courant de l'Etat ou d'une compagnie et la distribueront à leurs membres. Mais toute la gamme des opérations électriques leur est permise.

L'Office prête aux coopératives 75% du coût de construction de leur centrale, de leurs lignes de transmission et de distribution. Les coopératives se libèrent entièrement de leurs obligations en payant à l'Office 3% du montant emprunté. En d'autres termes, les coopératives ne paient qu'un intérêt minime de 3%: le capital n'est jamais remboursable, il est prêté à fonds perdu. De plus, l'Office fournit gratuitement aux coopératives les services des ingénieurs et des techniciens pour la construction, l'établissement, l'entretien et l'exploitation de leurs entreprises; il leur prête les services d'avocats et de notaires pour la conduite de leurs affaires légales et judiciaires; il surveille et contrôle leurs opérations et leur comptabilité.

L'Office peut aussi fournir aux coopératives, au prix coûtant, tout le matériel nécessaire à la construction de la ligne et au brochage des bâtisses. En groupant les commandes, l'Office peut faire économiser des sommes considérables aux coopérateurs.

La coopérative doit fournir 25% du capital nécessaire à la construction de son réseau.

Les parts sociales sont de (\$10.00) dix dollars et nous conseillons aux sociétaires de souscrire chacun dix parts. D'après nos calculs, il faut que chaque consommateur fournisse une contribution de (\$100.) cent dollars pour payer sa part de construction de la ligne électrique commune.

Une ligne rurale coûte environ \$2000. du mille et on compte qu'il y a, en moyenne, cinq cultivateurs au mille. Si ces cinq sociétaires prennent chacun dix parts dans la coopérative d'électricité, ils fournissent ensemble \$500.00 soit 25% du coût total prévu pour la construction d'une ligne rurale.

Pour résumer, supposons qu'un réseau de distribution compte 100 sociétaires sur vingt milles de lignes.

Les sociétaires, ayant souscrit chacun \$100.00, fournissent donc \$10,000. de capital social ou 25% du coût total de la construction de la ligne. L'Office prêtera \$30,000.00 à la coopérative, soit 75% du coût total du réseau.

Sur ce prêt à fonds perdu, la coopérative ne paie qu'un intérêt minime de 3% pendant 30 ans.

De plus, l'Office met au service de la coopérative tous ses services techniques et son pouvoir d'achat.

Enfin, les coopérateurs peuvent obtenir de l'Office un prêt de 75% du coût de l'installation de l'électricité dans leurs bâtisses jusqu'à concurrence de \$500.00. Ce prêt est remboursable en dix versements annuels, avec un intérêt de 1%.

Il suffit de douze membres pour former une coopérative d'électricité. C'est dire qu'un groupe de douze cultivateurs, situés à une distance rai-

sonnable des lignes de transmission électrique, ne pourront plus être privés de l'électricité s'ils désirent obtenir le courant. L'Office préfère, cependant, former des coopératives composées du plus grand nombre de clients possible. Quelques-unes, comme celles de la Gaspésie et du Témiscamingue, comprendront quinze paroisses; plusieurs autres entre cinq et dix paroisses. Nous avons actuellement 46 coopératives organisées légalement et une vingtaine d'autres le seront prochainement.

Les procédures de fondation d'une coopérative d'électricité sont très simples. Il suffit que douze personnes, capables de contracter, signent une déclaration en triplicata devant deux témoins. Une copie de la déclaration est gardée aux archives de la coopérative, la deuxième est adressée au secrétaire de la province et la troisième reste dans les dossiers de l'Office. La coopérative est constituée en corporation dès que l'avis de sa fondation est publié dans la Gazette officielle de Québec. Deux sociétaires convoquent ensuite la première assemblée générale par un avis adressé à chaque sociétaire au moins huit jours avant la réunion. L'assemblée générale choisit le bureau de direction de la société. Dès lors, la coopérative est prête à commencer ses opérations.

Quelles sont les conditions de succès d'une coopérative d'électricité? Je les résume en une seule: Rester de vraies coopératives en appliquant à la lettre les principes coopératifs.

1o. Un homme, un vote.

C'est l'homme et non l'argent qui contrôle la coopérative. Dans la compagnie, chaque actionnaire peut voter autant de fois sur la même question qu'il possède d'actions. Dans la coopérative, chaque sociétaire n'a qu'une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède dans l'entreprise. Le contrôle reste toujours entre les mains de la majorité. Il ne peut jamais être accaparé par un petit groupe de richards ou d'ambitieux.

2o. La porte ouverte.

Les compagnies ne prennent que les clients payants. La coopérative doit laisser la porte ouverte à tous les sociétaires qu'elle peut économiquement desservir et aux mêmes conditions aux membres de la onzième heure qu'à ceux de la première.

3o. La ristourne.

En théorie, une coopérative d'électricité ne fait ni profit ni perte, elle vend l'énergie au prix coûtant plus les frais d'opération du réseau. Or, le coût de revient d'un réseau de distribution électrique est assez difficile à prévoir; il comprend des dépenses fixes, comme l'intérêt et l'amortissement; les dépenses qui peuvent varier, comme les réserves et les frais d'opération; il faut aussi compter avec les imprévus et les pertes possibles. Il est donc préférable d'établir les tarifs de façon à laisser un surplus plutôt qu'un déficit. Ce surplus n'est pas un profit comme les dividendes versés aux actionnaires des compagnies; c'est un trop perçu qui doit être remis aux membres proportionnellement aux affaires transigées avec chacun. Cette ristourne se traduira, pour les coopérateurs, en réduction de tarif.

#### 40. L'éducation.

L'éducation est aussi nécessaire pour maintenir un mouvement coopératif que la respiration pour entretenir la vie organique. L'Office ne négligera rien pour renseigner les sociétaires des coopératives, pour les tenir au courant de toutes les applications sur la ferme, pour leur aider à déterminer les frais d'opération et à améliorer le service.

La loi de l'électrification rurale produit déjà un double effet: un effet direct en faisant surgir des coopératives qui construiront plusieurs mille milles de lignes rurales; un effet indirect, en forçant les compagnies à prolonger leurs réseaux de distribution. Dès qu'une coopérative se fonde dans une paroisse, la compagnie, qui avait refusé l'électricité depuis dix ou quinze ans, envoie ses représentants offrir ses services à des conditions plus favorables que jamais. A l'Ange-Gardien, la "Southern Canada Power" électrifiait un rang double en 1944 en exigeant de chaque cultivateur un bonus de \$125.00. Cette année, elle offrait l'électricité, sans demander de bonus, à un rang simple qui voulait former une coopérative. Les cultivateurs qui avaient versé le bonus protestèrent. La compagnie remboursa les \$125.00... Tirés les conclusions!

La Compagnie Shawinigan avait exigé une contribution de \$8,000. pour construire une extension de 15 arpents pour électrifier une usine. Cette année, une coopérative s'organise dans la paroisse, la Compagnie se hâte de construire la ligne sans permis, et sans exiger de bonus. C'est beau, c'est touchant de voir, depuis quelques mois, le zèle des compagnies pour électrifier les campagnes. Elles sont tellement pressées que, dans les régions où se forme une coopérative, elles construisent leurs lignes sans prendre le temps de demander un permis, alors que dans d'autres paroisses elles laissent dormir des permis obtenus il y a plus d'un an.

Autrefois, elles écréaient les paroisses; elles prenaient les villages et les rangs doubles et laissaient le petit lait. Désormais, elles devront électrifier toute la paroisse ou laisser le champ libre à une coopérative. Déjà plusieurs paroisses ont obtenu que la compagnie étende son réseau de distribution à tous les rangs. Le but est atteint puisque tous les cultivateurs bénéficient des avantages de l'électricité.

La "loi pour favoriser l'électrification rurale" a suscité beaucoup d'intérêt. Des revues, comme "RELATIONS", "ENSEMBLE", "L'ACTION NATIONALE" lui ont consacré plusieurs articles. Des sociologues ont proclamé que c'est la législation la plus généreuse et la plus efficace adoptée par un gouvernement pour électrifier les régions rurales.

L'Office veut mériter ces témoignages d'appréciation et vous remercie d'avoir mis cette question à l'étude au cours de votre congrès.

La conférence de M. Rioux donna lieu à une intéressante discussion. Au début de ses remarques, M. Albert Rioux avait annoncé que 46 coopératives d'électricité sont présentement organisées légalement dans notre province et qu'une vingtaine d'autres le seront prochainement.

Monsieur Rioux répondit ensuite à plusieurs questions posées par les congressistes:

Vous avez dit, demande un délégué, qu'en général les coopératives achèteront le courant des compagnies. Celles-ci seront-elles obligées de vendre l'énergie électrique aux coopératives? Quel prix paieront-elles et qui fixera le tarif?

Les compagnies sont des services publics et sont obligées de vendre l'énergie électrique aux coopératives. Quand il n'y aura pas d'entente pour la fixation des prix entre la compagnie et la coopérative, c'est la Régie provinciale de l'Electricité qui établira les tarifs. Quant aux prix de vente en détail, la coopérative le fixera pour couvrir le coût de la ligne, le prix du courant, les réserves et les frais d'administration.

Un autre congressiste demande s'il n'est pas préférable d'établir des coopératives provinciales.

L'Office favorise les coopératives régionales qui permettent de répartir les frais d'administration sur un plus grand nombre de sociétaires, qui s'adaptent aux conditions géographiques et qui peuvent avoir un personnel plus compétent.

La Coopérative peut-elle englober dans son réseau des villages déjà desservis par une compagnie?

Un article de la loi permet aux coopératives d'exproprier un réseau appartenant à une compagnie ou à une municipalité ou à un particulier. Dans bien des cas, cette expropriation sera nécessaire pour rendre la coopérative viable.

Qui fixera l'évaluation du réseau exproprié?

C'est un système d'arbitrage qui déterminera le montant à payer. Dans un cas récent, la coopérative et le propriétaire du réseau ont accepté d'avance l'évaluation de l'Office de l'Electrification rurale; dans d'autres cas, les intéressés pourront s'en remettre à la Régie provinciale de l'Electricité. Il faut d'ailleurs, pour exproprier un réseau, l'approbation de l'Office qui veillera à respecter les intérêts légitimes des deux parties.

De nouvelles résolutions furent soumises au congrès et référées elles aussi au comité des résolutions qui devait présenter son rapport le lendemain. A 5h., la séance fut ajournée et les délégués furent invités à une magnifique réception donnée par M. Auguste Baribeau, vice-président de l'association. Au cours de la soirée, M. Baribeau reçut aussi les délégués à une représentation cinématographique sur l'électrification rurale.

Vendredi, 9 novembre

Séance du matin

Les délégués étaient encore nombreux lorsque s'ouvrit la première séance de la deuxième et dernière journée du congrès. La réunion avait lieu cette fois-ci dans la salle Jacques-Cartier, et tout comme la veille, elle était présidée par M. Wilfrid Labbé. Dès l'ouverture, les délégués insistèrent pour



que le comité des résolutions présente son rapport sur les nombreuses résolutions qui lui avaient été soumises. On peut se faire une idée du travail accompli par le comité par le fait que les résolutions se chiffraient à plus de cinquante.

Il y avait à l'affiche, pour la séance du matin, trois conférenciers: Me Yves Prévost, C.R., chargé de la codification des lois municipales par le gouvernement provincial, Me Rénald Blanchet, officier en loi à l'Office du Drainage, et M. Ulric Jean, agronome. Il devenait donc impossible d'entendre tous les conférenciers, vu le grand nombre des résolutions à discuter. M. Wilfrid Labbé demanda donc à Me Yves Prévost de prononcer sa causerie, et il fut convenu que MM. Blanchet et Jean prendraient la parole au cours de la journée, si la discussion au sujet des résolutions n'accaparait pas tout le temps des délégués. Ils ne purent cependant le faire et comme le sujet qu'ils devaient traiter sur l'égouttement des terres et les cours d'eau municipaux intéresse au plus haut point les membres de l'Union des Conseils de Comté, nous sommes heureux de reproduire ci-après un bon résumé des causeries que devaient donner ces deux conférenciers.

#### Conférence de Me Yves Prévost, C.R.

##### chargé de la codification des lois municipales

Me Yves Prévost, C.R., chargé de la codification des lois municipales, déclara devant les délégués au congrès de l'Union des Conseils de Comté que "la codification des lois municipales était urgente, nécessaire et même indispensable pour la bonne administration des affaires municipales".

M. Prévost a dit que dans la recodification des lois municipales, il fallait, aujourd'hui, tenir compte des progrès et assurer à nos municipalités les moyens de faire face honorablement à leurs besoins, à leurs problèmes. La codification sera tout simplement une mise à la page de textes qui ont vieilli. Le 1er code a été produit en 1885 et comptait 1093 articles; le second, celui de 1916, en comptait encore 832. Le Code municipal doit être excessivement clair, précis et cette clarté, cette concision ne peuvent se faire sans la collaboration de tous les organismes intéressés à la bonne administration municipale. On étudiera de façon spéciale les questions suivantes: chemins, cours d'eau, aqueduc, égouts, répartition des charges, système de la procédure, travaux, élections, imposition de taxes, référendum, les pouvoirs des corporations, la responsabilité publique.

#### Conférence de Me Rénald Blanchet,

##### Officier en loi à l'Office du Drainage

" Monsieur le Président,  
Messieurs les Congressistes,

C'est pour moi un très grand honneur que d'être appelé à étudier avec vous la question des cours d'eau municipaux.

Cette question soulève de multiples problèmes juridiques, qui varient souvent d'un cours d'eau à l'autre et que l'on ne saurait résoudre aisément sans une parfaite connaissance des dispositions fondamentales de notre Droit en cette matière.

Avec votre bienveillante permission, nous allons considérer les cours d'eau municipaux sous le triple aspect de la juridiction, de la réglementation et de l'exécution des travaux.

#### 1.- Juridiction sur les cours d'eau.

Le Code municipal porte une attention toute particulière à l'égouttement des terres, au moyen des fossés de ligne, des fossés de chemin et des cours d'eau municipaux. Il va même jusqu'à instituer un régime spécial, aux articles 614a et suivants, pour assurer des "débouchés suffisants" aux ouvrages de drainage artificiel.

Les fossés de ligne, qui servent à égoutter les deux terrains entre lesquels ils passent, sont sous la juridiction des inspecteurs agraires et ne relèvent en aucune façon des corporations municipales.

Les fossés de chemin, qui doivent servir à égoutter tant le chemin que le terrain voisin, font partie du chemin et sont soumis à un régime qui diffère de celui des cours d'eau municipaux.

Les cours d'eau municipaux, qui servent à égoutter un ou plusieurs terrains sur des terrains voisins, tombent, par le seul fait de leur existence, sous la juridiction et sous le contrôle immédiat des corporations municipales.

Pour qu'un cours d'eau soit considéré comme un cours d'eau municipal, il n'est pas nécessaire qu'il soit l'oeuvre de l'homme, ni qu'il ait jamais été réglementé de quelque façon par l'autorité municipale. Il suffit qu'il serve à l'égouttement des terres, qu'il égoutte un ou plusieurs terrains sur les terrains voisins, qu'il ne soit ni un simple fossé de ligne ou de chemin ni un cours d'eau, ou une partie de cours d'eau, navigable.

En général, un cours d'eau municipal doit servir à égoutter "plusieurs terrains", soit au moins deux terrains. C'est ce qu'exprime l'article 499 du Code. Mais l'article 512 prévoit l'existence de cours d'eau municipaux qui pourraient ne servir à égoutter qu'un seul terrain, lorsqu'il permet l'ouverture d'un cours d'eau sur des terrains supérieurs pour assurer l'égouttement d'un terrain bas ou marécageux, c'est-à-dire d'un terrain qui, étant enclavé dans des terrains supérieurs, n'a aucun autre moyen d'égouttement.

Un fossé de ligne, de même qu'un fossé de chemin, peut être converti en un cours d'eau municipal, lorsqu'il est appelé à égoutter un ou plusieurs terrains, autres que les terrains entre lesquels il est situé.

Les cours d'eau municipaux sont, soit sous le contrôle unique d'une corporation locale ou d'une corporation de comté, soit sous le contrôle conjoint de plusieurs corporations de comté, suivant qu'ils sont des cours d'eau locaux ou de comté ou des cours d'eau intercomté.

Les cours d'eau locaux sont ceux qui sont entièrement situés dans une seule municipalité locale, ou qui sont déclarés tels en vertu de la loi.

Les cours d'eau de comté sont ceux qui sont situés dans plus d'une municipalité locale ou entre deux ou plusieurs municipalités locales et qui sont entièrement situés dans une seule municipalité de comté, ou qui sont déclarés tels en vertu de la loi.

Les cours d'eau intercomté ou, suivant l'expression courante, les cours d'eau "de délégués" sont ceux qui sont situés dans plus d'une municipalité de comté ou entre deux ou plusieurs municipalités de comté, ou qui sont déclarés tels en vertu de la loi.

En vertu des articles 447 et suivants du Code, un cours d'eau local peut être converti en un cours d'eau de comté ou intercomté, un cours d'eau de comté peut être converti en un cours d'eau local ou intercomté et un cours d'eau intercomté ou "de délégués" peut être converti en un simple cours d'eau local ou en un simple cours d'eau de comté. Il semble, cependant, qu'une telle conversion ne puisse se faire par pur caprice, ni dans le seul but de se décharger d'obligations que la loi impose ou d'assumer un contrôle que la loi refuse. Autrement, ce serait changer toute l'économie de notre Droit municipal en matière de cours d'eau.

Tous les cas de conversion devraient donc s'appuyer sur des motifs légitimes et être conformes à l'intérêt commun des propriétaires intéressés.

Il existe des cours d'eau qui peuvent intéresser à la fois une ou plusieurs municipalités régies par le Code municipal et une ou plusieurs municipalités urbaines, régies par la Loi des cités et villes.

Dans ce cas, la Loi des cités et villes, (art. 427, par. 28) veut que la municipalité urbaine soit traitée, à l'égard de tel cours d'eau, "comme une municipalité locale soumise au contrôle du conseil de comté ou du bureau des délégués", suivant le cas, après consentement exprès et nomination d'un délégué à cette fin par le Conseil de la municipalité urbaine ou un jugement prononcé en justice au même effet.

## II.- Règlements des cours d'eau.

Que le cours d'eau soit réglementé ou non par l'autorité municipale, la loi exige qu'il soit "tenu en bon ordre et libre de toute obstruction qui empêche ou gêne l'écoulement des eaux, en tout temps du premier jour de mai au 31 octobre suivant", ou pendant toute autre période que l'autorité municipale peut fixer (art. 505 et 508).

Même en dehors de cette période, l'inspecteur municipal doit faire ou faire faire, "dans le cas d'obstruction du cours d'eau par la neige ou par la glace, ou autrement", tous les travaux "nécessaires pour prévenir les inondations et faciliter l'écoulement des eaux" (art. 506 et 539).

De plus, il est interdit, sous peine d'amende et de dommages-intérêts, d'obstruer ou de laisser obstruer d'une manière quelconque un cours d'eau municipal, d'y causer "un embarras ou une nuisance" ou d'en rendre "l'usage incommode ou dangereux" (art. 509 et 555).

Enfin, les rives du cours d'eau doivent être tenues "libres de végétation nuisible, d'amas de branches ou autres déchets" dans un rayon d'au moins "quinze pieds de la berge" (art. 505a).

En outre d'être soumis aux dispositions générales que nous venons d'énoncer, les cours d'eau municipaux peuvent être réglementés, en totalité ou en partie, par procès-verbal, par règlement, ou par acte d'accord (art. 501).

Le procès-verbal constitue la réglementation la plus scientifique et celle qui offre les meilleures garanties, mais il est généralement plus coûteux que les autres modes de réglementation. Il est l'acte du surintendant spécial. Celui-ci ne dresse son procès-verbal qu'après un examen attentif des lieux, en la présence même des intéressés, et qu'après avoir pesé consciencieusement les dires des intéressés et avoir mûrement réfléchi. Après sa confection, le procès-verbal est déposé au bureau de la corporation municipale et les intéressés sont invités à en prendre communication. Il est ensuite homologué par l'autorité municipale, avec ou sans modification, après convocation et audition des intéressés et mûre délibération.

Le règlement est un procédé plus expéditif et plus sommaire. Il est l'acte même du conseil municipal et il exige de la part des conseillers une connaissance suffisante de la question à régler. Il n'est adopté qu'après convocation et audition des intéressés et mûre délibération.

L'acte d'accord exige une entente parfaite entre la plupart des contribuables intéressés. Il est l'acte même des intéressés, l'expression de leur volonté. Il doit être signé par les propriétaires d'au moins les trois quarts en superficie du terrain assujéti aux travaux. Il est homologué suivant sa forme et teneur par l'autorité compétente, après convocation et audition des non-signataires ou dissidents et mûre délibération.

Chaque réglementation, qu'elle soit faite sous forme de procès-verbal ou qu'elle soit faite sous forme de règlement ou d'acte d'accord, doit indiquer la désignation et la situation du cours d'eau, le devis des travaux à faire, les terrains assujétis et l'étendue en superficie de ces terrains, le mode de contribution aux travaux.

Ces trois sortes de réglementation sont donc étroitement apparentées, quant au fond. Elles ont la même portée juridique. Il semble, cependant, que le procès-verbal se prête mieux aux cas compliqués et susceptibles de soulever des difficultés, le règlement aux cas urgents ou faciles à régler, l'acte d'accord aux cas où il y a concert à peu près parfait entre les intéressés.

L'acte d'accord est peut-être moins sujet à contestation devant les tribunaux que les deux autres formes de réglementation, parce qu'il est le résultat d'une convention entre l'immense majorité des intéressés. Il n'en est pas moins contestable, cependant, dans les mêmes conditions et pour les mêmes causes.

Il y a plus. Si le règlement ou le procès-verbal peut survivre à une annulation partielle, il n'en est pas ainsi de l'acte d'accord. L'annulation même partielle d'un seul élément constitutif de la convention entraîne l'annulation de la convention elle-même.



L'acte d'accord est enfin plus rigide que le règlement ou le procès-verbal, en ce qu'il ne peut être modifié en aucune façon par l'autorité municipale. Suivant l'article 503, "il reste obligatoire jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un procès-verbal, un règlement ou un acte d'accord subséquent".

### III.- Exécution des travaux.

Nous avons vu que tous les cours d'eau municipaux, par le seul fait de leur existence, relèvent d'une ou de plusieurs corporations municipales et nous avons vu dans quel état doivent être tenus tous les cours d'eau, règlementés ou non par l'autorité municipale.

L'article 453 oblige, sous peine d'amende et de dommages-intérêts, "toute corporation municipale" à "faire tenir les cours d'eau qui sont sous sa direction, dans l'état requis par la loi, les procès-verbaux, les règlements et les actes d'accord".

C'est là une obligation rigoureuse et à laquelle aucune corporation municipale ne peut se soustraire.

Dans le cas d'un cours d'eau intercomté ou "de délégués", les corporations de comté intéressées sont "solidairement obligées de faire tenir le cours d'eau en l'état requis" (art. 453, 4<sup>e</sup> al.). Elles ne peuvent se décharger de cette obligation l'une sur l'autre, ni charger l'une d'entre elles de faire les travaux.

Les travaux sont faits soit par les contribuables intéressés, en commun ou par parts, soit par la corporation municipale, à la journée ou à l'entreprise.

En l'absence de règlement, de procès-verbal ou d'acte d'accord, les travaux requis par la loi sont à la charge des riverains, sauf le cas où il s'agit de travaux spécialement destinés à égoutter sur des terrains supérieurs des terrains bas et enclavés. Dans ce dernier cas, les propriétaires des terrains bas sont seuls tenus aux travaux.

Lorsque les travaux sont règlementés, ils sont à la charge des propriétaires du terrain que le cours d'eau sert à égoutter, "en raison de l'étendue en superficie de ce terrain et dans la proportion établie par l'autorité compétente" (art. 515). Encore ici, sont exclusivement à la charge des propriétaires des terrains bas et enclavés tous les travaux effectués dans le seul but d'égoutter ces terrains sur des terrains supérieurs.

La contribution aux travaux peut être en main-d'oeuvre, en matériaux ou en deniers, suivant le mode de contribution établi par l'autorité compétente, et l'article 685 permet de convertir en deniers, après leur échéance, les contributions en main-d'oeuvre ou en matériaux.

Les personnes tenues aux travaux doivent les exécuter dans le temps requis, sous peine d'amende et de dommages-intérêts (art. 533 et 573).

Les terrains des Compagnies de chemin de fer sont assujettis aux travaux, de la même façon que les terrains des autres contribuables.

De plus, "toute compagnie de chemin de fer doit", sous peine d'amende et de dommages-intérêts, "faire et entretenir les fossés et cours d'eau" sur sa propriété "et est sujette, comme tout autre contribuable, à toutes les dispositions des règlements, procès-verbaux, ou autres ordonnances municipales passées à cette fin, quand même tels travaux ne seraient pas profitables à la Compagnie" (art. 20 et 21).

Ces travaux ne peuvent être faits par l'autorité municipale, à moins que le devis n'en ait été soumis à la Commission des transports, qui a remplacé l'ancienne Commission des chemins de fer, et à moins que la Compagnie n'ait négligé ou omis de les effectuer dans un délai raisonnable. Ainsi le veut l'article 270 de la loi fédérale des chemins de fer.

L'inspecteur municipal joue un rôle dominant, le premier rôle, dans l'exécution et la surveillance des travaux. Le Code municipal consacre un chapitre entier (art. 534 et suivants) à définir les pouvoirs et les devoirs de l'inspecteur municipal et à fixer les conditions dans lesquelles il doit exercer ses fonctions.

Quoique nommé par la corporation locale, l'inspecteur devient "un officier de la corporation de comté, relativement aux travaux de comté dont il a la surveillance" (art. 541).

Dans les municipalités où il n'y a que des "inspecteurs d'arrondissement de voirie", ces derniers agissent, dans leur territoire respectif, comme des inspecteurs municipaux.

Le Code actuel ignore totalement l'ancienne institution des officiers spéciaux et des syndics et il ne permet pas à l'autorité municipale, comme le faisait l'ancien Code, d'exempter l'inspecteur d'aucune de ses obligations. Aucun officier spécial ou syndic ne peut être substitué à l'inspecteur municipal ou le remplacer.

La loi prévoit le remplacement de l'inspecteur dans le seul cas où il "est temporairement incapable d'agir" (art. 536). Ce remplacement n'a lieu que pendant la durée de l'incapacité et ne dégage en aucune façon l'inspecteur "de sa responsabilité".

La loi prévoit aussi la nomination d'un "homme de l'art", sur la "recommandation de l'inspecteur" ou lorsque l'autorité municipale le juge "nécessaire" (art. 537); mais il s'agit ici uniquement d'un auxiliaire, d'un conseiller, et non d'un substitut ou d'un remplaçant.

Enfin, le secrétaire local doit intervenir chaque fois que l'inspecteur "néglige ou refuse d'exécuter ou de fournir ce qu'il devait faire ou fournir comme intéressé" (art. 542). Cette intervention ne s'exerce qu'à l'égard de l'inspecteur; elle n'est pas applicable aux autres intéressés.

L'inspecteur est tenu "de surveiller tous les travaux de construction, d'amélioration, de réparation et d'entretien" sur les cours d'eau et "de voir à ce que ces travaux soient faits conformément" aux exigences de la loi (art. 538); de "surveiller l'exécution des contrats d'entreprise" (art. 633);

de dénoncer "sans délai" les "empiètements" (art. 556) et de "faire enlever ou faire disparaître les embarras et les nuisances de toute sorte" (art. 550) sur les cours d'eau de sa juridiction.

Il doit, en outre, "quand il le croit nécessaire et chaque fois qu'il en est requis par le conseil ou par le maire", visiter les cours d'eau de son ressort, constater l'état dans lequel ils se trouvent, poursuivre en justice "les personnes qui ont négligé d'y remplir leurs obligations", remettre à la corporation, "deux fois par année", dans la première quinzaine du mois de juin et dans la première quinzaine du mois d'octobre, un compte rendu fidèle et détaillé de ses constatations (art. 568).

Dans le cas de négligence ou d'omission, l'inspecteur est passible d'amende et de dommages-intérêts et il en est de même lorsque l'inspecteur "refuse ou néglige, sans motif raisonnable, d'obéir, relativement à des travaux qui sont sous sa surveillance, aux ordres du conseil local ou du conseil de comté" (art. 546).

La corporation municipale est également responsable de tous les dommages causés par la faute de son inspecteur (art. 143).

Enfin, l'inspecteur est investi de tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de sa mission et personne ne peut impunément (art. 141) désobéir à ses ordres ou l'entraver de quelque façon dans l'exercice de ses fonctions.

Je dirai quelques mots, en terminant, de la loi du 13 mars 1941 sur le drainage, loi qui a donné naissance à l'Office du drainage.

L'on a cru en divers milieux que cette nouvelle loi faisait table rase de nos lois municipales sur l'égouttement des terres et que l'Office du drainage était substitué aux institutions municipales, dans ce domaine.

Il n'en est rien. En réalité, la loi de 1941 confie à l'Office le soin "d'établir une réglementation des travaux de drainage, en collaboration avec les conseils municipaux, les intéressés et les divers départements de l'administration". Telle réglementation se fait sous forme d'ordonnance dont la préparation entraîne des études longues et minutieuses et est entourée de formalités rigoureuses.

C'est un nouveau mode de réglementation et d'une nature supérieure, que la loi ajoute à ceux qui existent déjà. L'Office peut intervenir spontanément ou sur la requête d'un intéressé, dans la réglementation des travaux de drainage, et surveiller l'exécution de ses ordonnances. Son autorité, son rôle et ses pouvoirs dominant et sauvegardent en même temps l'autorité, le rôle et les pouvoirs des corporations municipales.

Je ne sais si je suis parvenu à toucher aux problèmes qui vous intéressent le plus. Je suis à votre disposition et je serai très heureux d'entendre les propositions ou les problèmes que chacun de vous aimera soulever.

Je vous remercie, messieurs, de votre bienveillante attention.

Conférence de M. Ulric Jean,

Agronome

Mes premiers mots seront pour vous remercier et remercier tout particulièrement votre dévoué secrétaire, monsieur le notaire Langlais, de m'avoir fourni l'occasion de rencontrer un auditoire aussi distingué. Les félicitations et les éloges sont des mots superflus; il n'y a qu'à regarder l'entête de la lettre d'invitation où on lit: "Union des Conseils de Comté" pour savoir que l'auditoire ici présent est la délégation la plus vraiment représentative que l'on puisse souhaiter au sein d'une démocratie.

Le choix de la causerie était donc d'autant plus difficile. Tout d'abord, j'avais l'intention de vous parler du premier et du plus important des travaux agricoles: le drainage des terres, c'est-à-dire des décharges, des fossés, des rigoles, des planches arrondies, du drainage souterrain, etc. Mais, devant un auditoire dont les activités sont aussi variées que les vôtres, je crois qu'il était difficile de trouver quelque chose de mieux approprié que le sujet suggéré par votre secrétaire, c'est-à-dire les cours d'eau municipaux.

Monsieur Blanchet vous a expliqué tout à l'heure -- brièvement, mais clairement -- ce que c'est qu'un cours d'eau municipal, quelles sont les difficultés que nous rencontrons dans la préparation d'une réglementation et les moyens de les résoudre. Je me bornerai donc à vous expliquer aussi brièvement que possible le rôle du Gouvernement dans les questions de cours d'eau, sa contribution ainsi que la meilleure façon de procéder lorsque vous avez une demande d'aide à formuler relativement à l'amélioration d'un cours d'eau, grand ou petit.

Tout d'abord, je vous dirai -- mais vous le savez peut-être aussi bien que moi -- que depuis quelque temps l'Office du Drainage exige que toute demande soit appuyée d'une résolution de la corporation municipale ayant juridiction sur le cours d'eau et ce, avant que cette demande soit présentée au Ministère de l'Agriculture. Vous admettez avec moi que cette mesure est logique car elle nous donne l'assurance, d'une certaine façon, que telle demande est justifiable puisqu'elle est approuvée par le conseil; elle élimine de plus quantité d'autres demandes moins sérieuses qui nous entraîneraient à faire des dépenses complètement inutiles.

Quel est le rôle du Gouvernement et quelle est sa contribution? -- Il n'y a pas très longtemps -- quinze ou vingt ans, tout au plus, c'est-à-dire vers 1925 -- le Ministère de l'Agriculture entreprenait une politique visant à l'amélioration des grands réseaux, des décharges, des fossés, etc., en un mot des cours d'eau municipaux. Avant cette date, nous nous étions surtout occupés à convaincre le cultivateur de la nécessité d'un bon égouttement mais dans un domaine beaucoup plus restreint, c'est-à-dire sur sa propre terre. Nous nous sommes vite aperçus que, dans la plupart des cas, nos efforts étaient vains puisque nous manquions de débouchés, c'est-à-dire que nous avions mis "la charrue devant les boeufs".

Nous avons donc changé notre fusil d'épaule et nous sommes mis à la besogne. Je puis vous dire sans crainte de me tromper que, depuis, de grands progrès ont été réalisés. Nous voyons un peu partout de beaux cours d'eau re-



dressés et approfondis, et nombre de terres autrefois incultes donner aujourd'hui de bons profits à leurs propriétaires. Mais loin de moi l'idée de vous faire croire que notre but est entièrement atteint et que nous devons nous croiser les bras. Au contraire, il nous reste beaucoup à faire mais nous avons tout de même un grand pas d'accompli: l'opinion des cultivateurs est faite au point de vue drainage et tous sont maintenant convaincus qu'il est impossible de vivre sur une terre sans un drainage adéquat.

Les demandes d'amélioration nous parviennent de toutes parts sur un rythme tel que nous sommes littéralement débordés. Malheureusement, il nous est impossible de drainer la province en une seule année; c'est pourquoi nous nous voyons dans l'obligation de ne fournir notre aide que pour les cours d'eau dont nous croyons l'amélioration la plus urgente.

Je vous disais tout à l'heure que nous ne sommes pas rendus à la perfection. Je dois même vous avouer que, sur la question drainage, nous sommes surpassés par le pays voisin -- voire même par au moins une des provinces voisines -- où il existe d'immenses étendues de terrains (que je n'ai malheureusement pas visités) où l'eau est entièrement et systématiquement contrôlée par des grandes décharges, des fossés, du drainage souterrain, des écluses et des pompes installées sur toute l'étendue du bassin de drainage. Au printemps, avant les semences, les écluses sont ouvertes et la nappe d'eau est rapidement abaissée dans le sol au moyen des décharges et du système de drainage souterrain. Mais, lorsque surviennent les sécheresses, les écluses sont fermées et l'eau est maintenue à une hauteur de quinze à dix-huit pouces de la surface du sol. Les tuyaux qui ont servi au drainage deviennent alors autant de canaux d'irrigation, qui maintiennent l'humidité nécessaire à la croissance des plantes. Si l'eau des terrains plus élevés vient à baisser, les pompes installées sur les écluses entrent en action et rétablissent le niveau.

Comme vous le voyez, nous sommes encore loin de ce degré de perfection mais, d'un autre côté, ces systèmes ne sont, somme toute, applicables qu'à certaines régions très limitées. Nous espérons cependant pouvoir, avant longtemps, réaliser un projet semblable dans un certain coin de la province où le terrain est tout particulièrement favorable à la culture maraîchère. Mais laissons là ces projets d'un ordre tout à fait particulier et revenons à nos moutons.

Je parlais donc du rôle du Ministère de l'Agriculture en matière de drainage et en quoi consiste ce rôle. Je crois que la meilleure réponse à donner est la suivante: le rôle du Ministère de l'Agriculture consiste à faire, pour le cultivateur, ce que ce dernier est incapable de réaliser par ses propres moyens. Voilà pourquoi le Ministère de l'Agriculture met à la disposition des cultivateurs des équipes d'hommes entraînés qui font des relevés sur le terrain, font la topographie des lieux, préparent des plans, rédigent des rapports sur l'état actuel des cours d'eau, indiquent les améliorations à faire, calculent le nombre de verges cubes à extraire, font des estimés du coût de l'amélioration, etc., etc. Ce personnel, aidé de spécialistes versés dans les questions légales, guide de plus les cultivateurs et tout particulièrement les conseils municipaux dans la préparation des réglementations lesquelles sont nécessaires avant de procéder à l'amélioration d'un cours d'eau. Les conseils de ce personnel sont aussi souventes fois requis lorsqu'il s'agit de préparer les répartitions du coût de l'entreprise. Tout ce travail est fait de la façon la plus désintéressée en essayant de faire le moins d'erreurs possible et en donnant satisfaction aux intéressés.

Cette contribution, d'un caractère purement technique et d'une importance primordiale, n'est cependant pas la seule aide que le Gouvernement accorde aux cultivateurs qui désirent améliorer un cours d'eau. Il en est une autre et c'est peut-être la seule qui soit reconnue puisqu'elle touche directement le gousset des intéressés: je veux parler des octrois, sous quelque forme que ce soit.

En parlant d'octrois, je suis sous l'impression que des gens croient encore que le seul travail des employés du Gouvernement consiste à faire la distribution de ces octrois... Même qu'il n'y a pas très longtemps, je me suis fait poser cette question: "Pour quels octrois voyagez-vous, monsieur?"

Heureusement, il y en a peu qui pensent ainsi et la course aux octrois diminue de plus en plus. Les cultivateurs comprennent aujourd'hui que la subvention que le Ministère accorde pour l'amélioration de leurs cours d'eau n'est pas le paiement du coût total du travail demandé mais n'est qu'une aide -- ou plutôt un encouragement à bien faire ce travail -- en même temps qu'elle est pour nous une espèce de garantie que ce travail sera exécuté suivant les dimensions demandées (largeur et profondeur), ce qui est absolument indispensable pour le bon égouttement des terrains avoisinant le cours d'eau.

Cette aide consiste en une subvention de tant à l'arpent pour les cours d'eau dont l'amélioration peut être faite à l'aide des moyens que les cultivateurs ont à leur disposition, c'est-à-dire: la charrue, la pelle à cheval, la pelle à main, etc. Dans ce cas, les promesses sont faites aux corporations municipales intéressées et les travaux -- qui sont entièrement sous leur juridiction -- doivent être exécutés par elles sous la surveillance d'un conducteur. Une fois ces travaux terminés, une répartition du coût doit être faite aux intéressés moins, bien entendu, la subvention payée par l'Etat.

Pour les cours d'eau de plus grandes dimensions, les choses se passent à peu près de la même façon mais avec la différence que la subvention en argent est remplacée, cette fois, par l'outillage du Ministère qui exécute entièrement les travaux à ses frais et ne charge à la corporation municipale qu'une faible partie du prix réel que ces travaux lui ont coûté.

Voilà pour l'intervention de l'Etat en matière de cours d'eau. A présent, il ne me reste qu'à vous résumer brièvement la meilleure façon de présenter une demande afin que celle-ci subisse le moins de retard possible.

D'abord, les demandes doivent être faites sur des formules spéciales intitulées: "Demande d'aide pour drainage" et doivent être signées -- j'ai bien dit signées -- par le plus grand nombre d'intéressés possible avec, en regard de chaque nom, le numéro du lot et du rang.

Ces formules peuvent être obtenues directement du Ministère de l'Agriculture ou, de préférence, de l'agronome de la région à qui toutes les demandes doivent premièrement être adressées après avoir été signées par les intéressés. Ces demandes doivent être, bien entendu, accompagnées d'une résolution de la corporation municipale les approuvant. Sur réception de ces formules, l'agronome -- s'il ne connaît pas le cours d'eau -- doit se rendre sur les lieux ou doit, de toute façon, obtenir assez de renseignements pour pouvoir produire au Ministère un rapport sur l'importance agricole du projet. Ces

demandes sont ensuite retournées au Ministère où elles sont classées et le cours d'eau est visité le plus tôt possible par un employé spécialisé dans ce domaine, qui fait un rapport détaillé et complet sur l'état actuel du cours d'eau, donne ses suggestions sur l'amélioration qui doit y être apportée, etc.

Tout autre moyen de présenter une demande ne sert, souventes fois, qu'à la retarder et nous oblige à faire un lot de correspondance parfaitement inutile.

L'approbation du député, dans les circonstances, ne peut certainement pas nuire au projet mais je ne crois pas qu'elle soit indispensable.

Voilà à peu près tout ce que j'avais à vous dire sur le sujet, mais il en est un autre qui me tient beaucoup à coeur et dont j'aurais aimé vous entretenir.

On nous laisse entendre -- et je comprends la justesse de ce raisonnement -- qu'il vaut beaucoup mieux que les causeries soient courtes afin de laisser plus de temps pour la discussion laquelle est, souventes fois, plus instructive que la causerie elle-même. Je ne ferai donc qu'effleurer le sujet et vous laisserai le soin de le discuter: il s'agit de la municipalisation des cours d'eau.

Hier, j'ai rencontré monsieur Payant, maire de Saint-Jacques-de-Laprairie, que je sais être ici présent et qui est très en faveur de la municipalisation. Si ses idées n'ont pas changé, je sais qu'il est bien résolu à soulever la discussion sur le sujet.

Je me contenterai de ne vous poser qu'une question; à vous de la résoudre.

En prenant comme base que la pluie tombe également partout et que cette eau finit invariablement par se rendre à un cours d'eau quelconque, ne croyez-vous pas qu'il serait juste que tout le monde paie à peu près également pour l'amélioration de ces cours d'eau?

Je vous laisse à méditer cette question et souhaite ne pas vous avoir trop ennuyés durant cette causerie. Je vous remercie de votre attention et si quelqu'un a des questions à poser, je me ferai un plaisir d'y répondre au meilleur de ma connaissance.

#### Le déjeuner

L'invité d'honneur au déjeuner de vendredi, 9 novembre, était le ministre provincial de l'Agriculture, l'honorable Laurent Barré. Cette fois, le déjeuner était présidé par M. Auguste Baribeau, vice-président de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de Champlain. La table d'honneur était encore très représentative. Le déjeuner était donné dans la salle River-View où les délibérations du congrès avaient eu lieu la veille.

On remarquait donc, à la droite du président du déjeuner M. Auguste Baribeau, l'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture, et à sa gauche



l'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales. Se trouvaient aussi à la table d'honneur: l'honorable Patrice Tardif, ministre d'Etat, M. Wilfrid Labbé, président de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté d'Arthabaska, M. A.-J.-O. Bergeron, N.P., président de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, M. J.-L. Baribeau, M.C.L., M. Félix Messier, M.C.L., Me Yves Prévost, C.R., Me Emile Morin, sous-ministre des Affaires municipales, M. Ulysse Boulianne, directeur de l'Exécutif de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de Chicoutimi, Me Rénald Blanchet, officier en loi à l'Office du Drainage, M. J.-C. Nadon, M.A.L., M. le docteur A.-E. Clément, directeur de l'Union des Conseils de Comté et maire de Les Cèdres, M. Hercule Riendeau, M.A.L., M. J.-E. Majeau, directeur de l'Exécutif de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de L'Assomption, Me Antoine Lacoursière, C.R., directeur de l'Union des Conseils de Comté et préfet du comté de Beauce, M. Victor Chartrand, M.A.L., M. Philippe Cossette, N.P., M.A.L., M. E.-O. Hudon, vice-président de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, M. Ulric Jean, agronome, et M. J.-A. Langlais, N.P., secrétaire de l'Union des Conseils de Comté.

M. Auguste Baribeau présenta comme suit l'invité d'honneur, l'honorable Laurent Barré:

"J'apprécie beaucoup l'honneur d'avoir à présenter le ministre de l'Agriculture, M. Barré.

"Au nom des membres de l'Union des Conseils de Comté, il me fait plaisir M. le ministre de vous souhaiter la plus cordiale bienvenue et de vous dire que nous sommes heureux de vous compter comme l'un des nôtres, car vous êtes un vrai rural dans toute la force du mot.

"En énumérant brièvement les oeuvres de l'hon. M. Barré, je ferai certainement des omissions et je prie M. le ministre Tardif d'en prendre note afin de les réparer lorsqu'il remerciera l'honorable ministre.

"M. Barré, messieurs, m'a-t-on déjà dit, n'aime pas les compliments; alors qu'il soit bien à l'aise car je n'en suis pas prodigue.

"M. Barré est ce que l'on appelle, en anglais, un "self-made man". Il a été le propre artisan de son succès. C'est un semeur d'idées, un travailleur infatigable. Il a préconisé et défendu des réformes nombreuses pour l'agriculture et le sort de nos cultivateurs.

"Il a eu du succès comme député; et c'est dans ce domaine qu'il s'est imposé à l'attention du public.

"M. Barré a aussi, je crois, fait du journalisme en écrivant des articles sur l'agriculture. Il a été l'un des fondateurs de l'U.C.C. et des coopératives, et l'un de ceux qui ont prôné l'établissement du Crédit Agricole.

"Je me souviens de l'avoir entendu en Chambre défendre cette loi et je vous avouerai que ses arguments et sa logique ne pouvaient faire autrement que de convaincre ceux qui l'écoutaient.

"J'ai aussi admiré en plusieurs occasions, lors des débats en Chambre, le franc parler de M. Barré, lorsqu'il différait d'opinion avec son parti, sur certaines questions.



"Maintenant, M. Barré, par votre travail et par votre labeur, vous avez connu le succès et vous êtes devenu ministre de l'Agriculture.

"Vous êtes le chef de l'administration du royaume des agriculteurs de cette province, où il reste beaucoup à faire pour assurer un sort heureux à notre classe agricole. Je vous souhaite, monsieur le ministre, de réussir à réaliser ce que vous avez en vue pour l'avancement de l'agriculture, la prospérité de la classe agricole, et de toute notre population."

Discours de l'honorable Laurent Barré,

Ministre de l'Agriculture

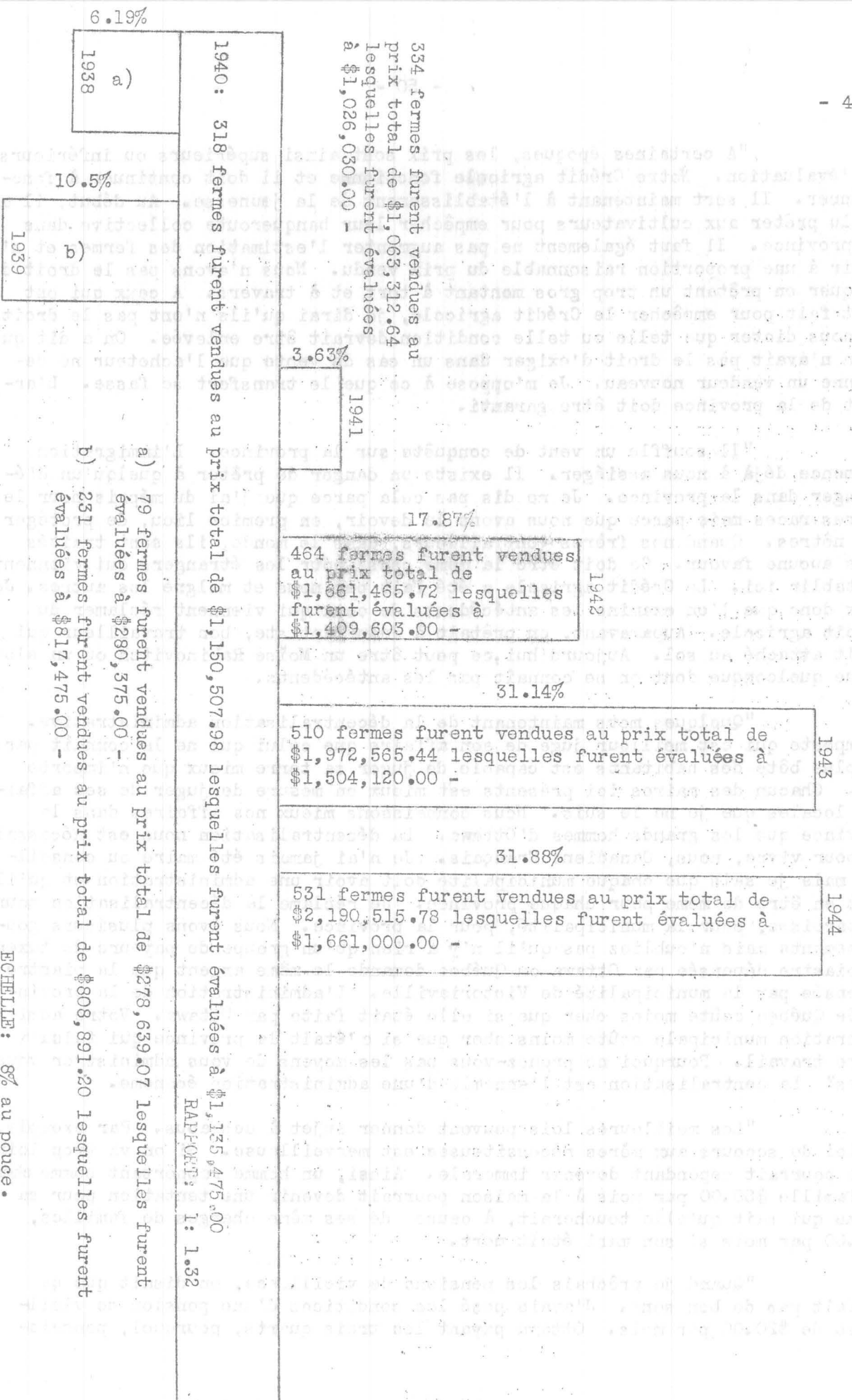
Après avoir remercié l'Union des Conseils de Comté de l'avoir invité à ce deuxième déjeuner du congrès, l'honorable Laurent Barré déclara qu'il voulait entretenir les congressistes de sujets intéressant la classe agricole, particulièrement de l'estimation des propriétés rurales. "La grande oeuvre de ma vie," a dit le ministre, "fut de réveiller les cultivateurs endormis de la province et de leur faire comprendre le besoin de s'organiser. Le peuple de la province de Québec est à un carrefour. Que serons-nous demain? Un peuple libre? Des individus libres? ou les esclaves des idées qui ne sont pas mortes: fascisme, communisme, même chose sous deux noms différents, puisque le pouvoir d'Etat, dans un cas comme dans l'autre, enlève toute liberté aux individus. Il faut autre chose que du laisser-faire pour trouver la bonne route. J'ai été l'un des premiers prédicants du principe corporatiste sain qui permet à chaque classe de se grouper suivant ses besoins au service de la collectivité.

"L'oeuvre de l'Union Catholique des Cultivateurs est celle dont je suis le plus fier. Elle domine tout. Je veux remercier le premier ministre de l'honneur qu'il m'a fait en me confiant le Ministère de l'Agriculture, mais je dois convenir que c'est un lourd fardeau. Le premier ministre aurait pu redouter mon esprit d'indépendance en introduisant dans son cabinet quelqu'un qui ne plie pas. Nous avons les mêmes principes et c'est ce qui fait que nous ne pouvons pas venir en conflit l'un contre l'autre. Sur les questions de détail, je suis prêt à écouter et même à confesser mon ignorance et je change alors facilement ma manière de voir. Sans l'agriculture, rien ne peut prospérer chez nous. L'agriculture est à la base de la prospérité de la province; les cultivateurs doivent s'intéresser à leur profession mais les autres membres des différentes classes de la société aussi ont le devoir, comme par exemple les maires et les conseillers, de protéger leurs semblables et de voir à ce que la centralisation ne nous joue pas de tour.

"Je veux vous parler de la décentralisation et de l'évaluation municipales. Au cours de mes 40 ans de vie à la campagne, je devrais même dire 50 ans, que d'évolutions et de choses se sont déroulées chez nous, les unes bonnes, les autres moins bonnes. Il n'y en a pas eu de vraiment mauvaises mais nous avons pu en subir. Dans l'estimation de nos propriétés, la valeur vendante varie dans une proportion considérable. Nous avons l'obligation de tenir compte

de la valeur stable qui demeure. Lorsqu'il a été question pour la première fois de crédit agricole, on a dit que c'était un plan de fou. On a dit que c'était absurde. Pourtant cela avait bien du bon sens. Des milliers de cultivateurs ne seraient pas devenus chômeurs si le Crédit agricole avait été établi cinq ans plus tôt. M. Duplessis a compris les besoins du cultivateur, les besoins de la campagne. Il a compris que nous pouvons avoir une crise et il a établi le Crédit agricole en 1937. En 1938, il a été vendu dans la province 79 fermes portant des hypothèques du Crédit agricole à un prix de vente de 6.19% inférieur à l'estimation de ces propriétés par le Crédit agricole. En 1939, 231 fermes furent vendues au prix total de \$808,891.20 lesquelles étaient évaluées à \$817,475.00, le prix de vente étant encore inférieur de 10.5% à l'estimation. En 1942, maintenant, 464 fermes furent vendues au prix total de \$1,661,465.72 alors que l'estimation de ces fermes était de \$1,409,603. Cette fois, le prix de vente était supérieur de 17.87% à l'estimation. Les ventes de 1943 et de 1944 se sont faites également à des prix sensiblement supérieurs à ceux de l'évaluation comme on pourra le voir par le tableau ci-après reproduit:

GRAPHIQUE DÉMONSTRANT L'AUGMENTATION DU PRIX DES FERMES QUI FURENT VENDUES DE GRÉ À GRÉ PAR LES EMPRUNTEURS DE L'OFFICE



"A certaines époques, les prix sont ainsi supérieurs ou inférieurs à l'évaluation. Notre Crédit agricole fonctionne et il doit continuer à fonctionner. Il sert maintenant à l'établissement de la jeunesse. Au début, il a fallu prêter aux cultivateurs pour empêcher leur banqueroute collective dans la province. Il faut également ne pas augmenter l'estimation des fermes et s'en tenir à une proportion raisonnable du prix vendu. Nous n'avons pas le droit de risquer en prêtant un trop gros montant à tort et à travers. A ceux qui ont tout fait pour empêcher le Crédit agricole, je dirai qu'ils n'ont pas le droit de nous dicter que telle ou telle condition devrait être enlevée. On a dit que l'on n'avait pas le droit d'exiger dans un cas de vente que l'acheteur ne devienne un vendeur nouveau. Je m'oppose à ce que le transfert se fasse. L'argent de la province doit être garanti.

"Il souffle un vent de conquête sur la province. L'immigration commence déjà à nous assiéger. Il existe un danger de prêter à quelqu'un d'étranger dans la province. Je ne dis pas cela parce que j'ai du mépris pour les autres races mais parce que nous avons le devoir, en premier lieu, de protéger les nôtres. Quand nos frères vont ailleurs, dans le monde, ils sont traités sans aucune faveur. Ce doit être la même chose pour les étrangers qui viennent s'établir ici. Le Crédit agricole a été fait par nous et malgré les autres. Je veux donc que l'on examine les antécédents de ceux qui viennent réclamer du Crédit agricole. Auparavant, on prêtait à Jean-Baptiste, bon travailleur qui était attaché au sol. Aujourd'hui, ce peut être un Moïse Rabinovitch ou un slovaque quelconque dont on ne connaît pas les antécédents.

"Quelques mots maintenant de la décentralisation administrative. N'importe qui est meilleur juge de son affaire que celui qui ne la connaît pas. Le plus bête des habitants est capable de juger sa terre mieux que n'importe qui. Chacun des maires ici présents est mieux en mesure de juger de ses affaires locales que je ne le suis. Nous connaissons mieux nos affaires dans la province que les grands hommes d'Ottawa. La décentralisation nous est nécessaire pour vivre, nous, Canadiens Français. Je n'ai jamais été maire ou conseiller mais je sais que chaque municipalité doit avoir une administration et qu'il doit en être de même pour chaque province. Je réclame la décentralisation pour la paroisse, pour la municipalité, pour la province. Nous avons plusieurs gouvernements mais n'oubliez pas qu'il n'y a rien qu'un groupe de payeurs de taxes. La piastre dépensée par Ottawa ou Québec demande le même argent que la piastre dépensée par la municipalité de Victoriaville. L'administration de la province de Québec coûte moins cher que si elle était faite par Ottawa. Votre administration municipale coûte moins cher que si c'était la province qui faisait votre travail. Pourquoi ne prenez-vous pas les moyens de vous administrer vous-mêmes? La centralisation est l'ennemie d'une administration économe.

"Les meilleures lois peuvent donner sujet à des abus. Par exemple, la loi de secours aux mères nécessiteuses est merveilleuse. Si on va trop loin, elle pourrait cependant devenir immorale. Ainsi, un homme rapportant comme chef de famille \$50.00 par mois à la maison pourrait devenir une tentation pour sa femme qui sait qu'elle toucherait, à cause de ses mêmes charges de familles, \$70.00 par mois si son mari était mort.

"Quand je prêchais les pensions de vieillesse, on disait que ça n'avait pas de bon sens. J'avais posé les conditions d'une pension de vieillesse de \$20.00 par mois. Ottawa payant les trois quarts, pourquoi, pensais-



je, Québec ne paierait-il pas \$4.00 et chaque municipalité \$1.00. Les vieux demandant la pension de vieillesse devraient, avec un tel système, demander la piastre de contrôle aux municipalités. Il n'y en a pas un seul ici parmi vous qui ne sait pas ce qui se passe dans sa paroisse. Avec le contrôle de la piastre par la municipalité, il y a des pensions de vieillesse qui n'auraient jamais été demandées. On a crié que Barré voulait surcharger les municipalités. Bien au contraire, vous auriez eu en mains le moyen d'empêcher les abus.

"Il faut mettre de côté l'esprit de centralisation. Nous avons besoin de décentralisation au point de vue financier. Plus on a besoin d'une chose, plus on peut l'administrer à bon marché. Tout se fait avec l'argent du peuple. Nous paierons la danse des milliards. Il faut prendre les moyens pour que les taxes donnent les meilleurs résultats possibles. Nous sommes un peuple à part. Ceux qui ont quelques espérances de nous voir disparaître de la surface du monde, doivent en porter le deuil: nous survivrons. Ici, dans cette province, nous vivons chez nous; nous voulons vivre. Ce que nous désirons dans le Québec, c'est le respect de la liberté. La décentralisation administrative est nécessaire. Nous voulons la liberté des conseils municipaux, de nos pouvoirs provinciaux. C'est très commode de toujours avoir les mêmes principes. Nous avons besoin que chacun, chez nous, garde sa liberté et ses droits. Nous ne voulons pas du communisme, du fascisme, de la centralisation du pouvoir central, mais nous voulons garder le principe de la dignité de l'homme, du droit de propriété, de la dignité de la femme. Nous voulons écarter le danger de perdre le respect de la femme, jeune vierge ou mère. Vous n'aurez rien de tout cela avec un pouvoir de centralisation qui voudra nous imposer le divorce et l'amour libre comme en Russie, ou la rupture de la vie familiale comme en Allemagne. Nous sommes pour que chacun garde sa liberté et ses droits. Vous avez des droits et des pouvoirs. Conservez précieusement ces droits et ces pouvoirs et réglez tous les problèmes qui sont de votre ressort vous-mêmes. Pensez toujours quand vous voulez faire payer la province pour quelque chose si ça ne vous coûtera pas plus cher. Chaque fois qu'on veut vous demander une piastre, c'est le contribuable qui paye. J'ai la franchise de vous dire que si vous faites appel à moi pour obtenir une piastre, je serai forcé de vous demander en taxes une piastre et quart en retour, car il m'en coûtera 25 cents d'administration." L'honorable Laurent Barré souhaite aux délégués tout le succès possible pour leur congrès et il les assura de nouveau de toute sa sympathie à leur égard.

M. Auguste Baribeau, président du déjeuner, invita ensuite l'honorable Patrice Tardif, ministre d'Etat, à remercier l'honorable Laurent Barré. "J'aurais été embarrassé d'apprécier les oeuvres de M. Barré" a dit M. Tardif. "Heureusement on me demande seulement de le remercier. Apprécier les oeuvres du ministre, c'est difficile; le remercier est beaucoup plus facile. Je remercie le ministre pour la conférence à coeur ouvert qu'il vient de prononcer, à l'avantage des ruraux. En ma qualité de membre du conseil du comté de Frontenac, je suis content de vos bonnes paroles, de vos convictions et de votre franchise, M. Barré. Je crois que les hommes publics doivent avoir leur franc parler. Les maires se rendent compte qu'ils sont le centre de la vie économique et sociale dans nos campagnes. Tous les problèmes sociaux et économiques passent par la cellule vivante de nos conseils de comté et de nos conseils municipaux. La tâche de conseiller n'est pas une mince besogne. Les pouvoirs publics ont le droit de se reposer sur vous, les conseillers, pour l'avancement de votre tâche."

M. Baribeau invita encore M. le notaire A.-J.-O. Bergeron, président de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, à dire quelques mots. M. Bergeron déclara que ce n'était pas l'habitude de voir un secrétaire-trésorier se lever dans une assemblée délibérante, puis il parodia avec humour le commandement divin en disant: "Honore ton père et "tes maires" et tu résisteras énergiquement". "Je vous prie d'accepter les respects, les hommages et la considération des secrétaires", a dit M. le notaire Bergeron. "Je suis heureux de rencontrer ici l'élite de l'élite. Notre association veut mieux vous aider et pour cela, elle veut mieux qualifier ses membres pour vous aider. Nous avons obtenu du Ministère des Affaires municipales le privilège de la création du certificat de compétence attestant que celui qui le possède est un employé modèle. Votre association est la parfaite idée de la collaboration. Le préfet de mon comté, M. Auguste Baribeau, a fait passer par son conseil une résolution à l'effet que le secrétaire-trésorier local est membre ex-officio de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité, et par le fait même abonné à la Revue municipale. M. Baribeau a demandé aux maires du comté d'adopter cette résolution. Il est logique que nos greffiers, nos scribes, nos bénédictins, puissent aller facilement à l'école et l'association espère que les conseils municipaux faciliteront cette tâche à leur secrétaire. Nous sommes reconnaissants au ministre des Affaires municipales, au sous-ministre et aux officiers de ce Ministère de leur coopération pour notre association. Du distingué conférencier de ce déjeuner, je ne dirai qu'un mot: Barré de Rouville, vous avez débarré la roue et nous sommes tous contents d'avoir entendu un vrai cultivateur nous parler."

M. Wilfrid Labbé clôtura le déjeuner par quelques mots de remerciements.

#### Séance de l'après-midi

La dernière séance du congrès de l'Union des Conseils de Comté fut exclusivement consacrée à la discussion des résolutions. Me Antoine Lacoursière présentait lui-même les résolutions en expliquant aux délégués la position prise par le comité sur chacune d'elles. La discussion était ensuite libre. Nous donnons, ci-après, un résumé aussi complet que possible des principales résolutions qui furent soumises au congrès, en indiquant si elles ont été adoptées et en donnant les modifications qui leur furent apportées dans plusieurs cas.

#### RESOLUTIONS SOUMISES AU CONGRES

Au cours de l'année, plusieurs comtés et municipalités locales ont soumis à l'Exécutif de l'Union des Conseils de Comté des résolutions adoptées par leur conseil et ont fait par lettre des suggestions ayant pour but l'amélioration de la législation et de l'administration municipales.

12 comtés ont soumis 24 résolutions pour étude:

Montmorency No 1	3
Beauce	3
Lac St-Jean-Est	1
Verchères	1

Jacques-Cartier	2
Bonaventure	1
Gatineau	1
Montcalm	2
Chicoutimi	4
Chambly	1
Témiscouata	1
Pontiac	4

Toutes ces résolutions, ainsi que plusieurs suggestions faites par lettre par des secrétaires-trésoriers et des corporations locales, ont été en premier lieu étudiées par l'Exécutif de l'Union et de nouveau par le comité des résolutions, lors du congrès, avant d'être soumises aux Congressistes.

Vous lirez ci-dessous les résolutions soumises aux congressistes et adoptées par eux:

Par le comté de Jacques-Cartier:

ATTENDU que ce conseil a demandé à plusieurs reprises aux autorités provinciales de prendre à leur charge l'entretien du pont de l'Île Bizard reliant Ste-Geneviève à cet endroit;

ATTENDU que l'entretien de ce pont qui dessert le public en général est supporté exclusivement par cette municipalité de comté;

ATTENDU qu'à l'assemblée de septembre dernier (1945) ce conseil a encore demandé au gouvernement de Québec, par l'entremise des représentants du comté de Jacques-Cartier, à Québec, de prendre ce pont à sa charge et de l'adopter à sa politique des ponts de la province;

C'EST POURQUOI, ce conseil réfère cette question à l'Union des Conseils de Comté, lui demandant de présenter à la prochaine session provinciale une requête générale à l'effet pour le gouvernement d'adopter tous les ponts de la province à sa politique générale des ponts, spécialement ceux dont l'entretien est à la charge des municipalités de comté.

ADOPTE.

Les congressistes appuient cette résolution et demandent que le gouvernement prenne à sa charge la construction et l'entretien de tous les ponts sur les chemins et routes entretenus par le Ministère de la Voirie.

Par le comté de Bonaventure:

ATTENDU qu'il y'a dans ce comté ainsi que dans presque toutes les municipalités locales de la province des terres de la Couronne tenues sous baillet de location ou vacantes;

ATTENDU que de temps à autre des lots sont révoqués ou vendus par le Ministère de la Colonisation à l'insu des conseils locaux;

ATTENDU que le conseil de comté est avisé chaque mois quant aux révoications, rétrocessions et ventes de ces lots;

ATTENDU que d'après le Code municipal, le conseil de comté n'est pas tenu d'aviser les conseils locaux, ni de tenir un registre des transactions des terres de la couronne dans le comté;

ATTENDU que de temps à autre des terres dont les billets de location sont révoqués sont mises en vente pour taxes par les corporations municipales et scolaires en bonne foi;

ATTENDU qu'un acquéreur lors d'une vente des terres pour taxes qui achète un lot appartenant à la Couronne n'a aucun droit sur le lot acheté;

QU'IL SOIT RESOLU que le Ministère de la Colonisation, par l'entremise de l'Union des Conseils de Comté, soit prié d'avertir chaque mois les conseils locaux, au lieu du conseil de comté, quant aux lots dans les limites de leurs municipalités respectives, qui soient révoqués, rétrocédés ou vendus, afin que ces derniers puissent fournir aux estimateurs une liste des changements au complet, lors de la revision du rôle d'évaluation chaque année.

ADOPTE.

Les congressistes croient que l'adoption de cette résolution facilitera la tâche des municipalités locales dans la mise à point de leur rôle d'évaluation respectif et ils prient le Ministère de la Colonisation d'amender ses règlements en conséquence.

Par le comté de Montcalm:

ATTENDU que des inconvénients graves résultent chaque fois que des lots sont subdivisés en plusieurs parties et qu'il n'y a aucun plan de subdivision déposé au bureau d'enregistrement;

ATTENDU qu'il serait d'intérêt général que les corporations régies par le Code municipal soient autorisées à faire préparer, chaque fois que la chose lui paraîtra nécessaire, un plan des terrains qui auront été subdivisés dans les limites de sa municipalité, ainsi qu'un livre de renvoi et d'en faire le dépôt entre les mains des Commissaires des Terres de la Couronne pour que ce plan de subdivision et ce livre de renvoi viennent ensuite en vigueur conformément à la loi;

ATTENDU que ce Conseil croit qu'il serait à propos que le Code municipal soit amendé en ce sens afin d'accorder aux corporations locales le pouvoir de faire préparer tel plan de subdivision et tel livre de renvoi;

IL EST PROPOSE que l'honorable ministre des Affaires municipales soit prié de proposer à la législature un amendement au Code municipal pour accorder aux corporations municipales le pouvoir de faire préparer des plans de subdivisions et livres de renvoi chaque fois que la chose sera nécessaire et de mettre les frais de ces plans et livres de renvoi à la charge des propriétaires des terrains concernés.

ADOPTE.



Les congressistes recommandent les conclusions de cette résolution qui auraient pour avantage de simplifier et rendre plus claires les désignations d'immeubles sur les rôles d'évaluation et prient le Gouvernement de passer une législation en ce sens.

Par le comté de Montcalm:

ATTENDU qu'actuellement, les corporations régies par le Code municipal ont de la difficulté lorsqu'il s'agit d'évaluer les propriétés immobilières possédées par les compagnies d'utilité publique, soit parce que la désignation desdites propriétés leur est inconnue, soit encore parce qu'elles n'ont pas à leur disposition les personnes compétentes pour procéder à telle évaluation;

ATTENDU que si les compagnies d'utilité publique étaient obligées de fournir, chaque année, au bureau de la Corporation locale un état des immeubles qu'elles possèdent dans la municipalité, cet état indiquant la désignation desdites propriétés et la valeur qu'elles portent dans le bilan de la compagnie, la position des corporations régies par le Code municipal serait grandement améliorée;

ATTENDU que les mêmes raisons qui ont amené le législateur à obliger les compagnies de chemin de fer à remplir ce qui est prescrit d'elles par l'article 657 du Code municipal s'appliquent aux compagnies d'utilité publique;

ATTENDU qu'il y aurait lieu de faire des recommandations dans ce sens à l'honorable ministre des Affaires municipales;

IL EST PROPOSE par M. Ernest Lambert, secondé par M. Richard Couture et résolu que l'honorable ministre des Affaires municipales soit respectueusement prié de soumettre à la législature un projet de loi aux fins d'amender le Code municipal et d'obliger les compagnies d'utilité publique à transmettre, chaque année, au bureau de la corporation locale, un état indiquant la désignation des propriétés immobilières qu'elles possèdent dans la municipalité et la valeur que ces propriétés portent dans le bilan que la compagnie soumet à ses actionnaires.

ADOPTE.

Après discussion les congressistes approuvent la résolution ci-dessus et demandent au gouvernement d'amender le Code municipal en conséquence.

Par le comté de Montmorency No 1:

Ce Conseil de comté propose que le gouvernement ou son sous-contracteur prenne à sa charge la responsabilité de tous les dommages causés à la propriété par les machines préposées à l'entretien des chemins d'hiver; cette demande est faite vu que dans le passé des dommages ont été causés si fréquemment que des municipalités ont eu de la difficulté à se protéger par des polices d'assurances.

ADOPTE.

Après discussion, les congressistes ont suggéré que demande soit faite au gouvernement d'obliger les entrepreneurs à fournir une assurance suffisante pour couvrir la responsabilité pouvant résulter de l'entretien des chemins d'hiver.

Par le comté de Pontiac:

ATTENDU que les conseillers demandent l'opinion du conseil sur la question de présenter une requête au Gouvernement afin d'augmenter la prime actuelle payée sur les ours tués sur des terres cultivées;

ATTENDU que le nombre de ces animaux augmente et que leurs dégradations parmi les animaux de la ferme deviennent trop coûteuses;

IL EST RESOLU que le conseil du comté de Pontiac demande au Ministère de l'Agriculture de se faire autoriser par le Gouvernement à augmenter les primes actuellement payées pour les ours tués sur des terres cultivées, à au moins dix dollars (\$10.00) par ours, parce que, dans le comté de Pontiac, depuis un certain nombre d'années, le nombre des fermiers qui subissent des pertes par la destruction de leurs troupeaux de moutons et de jeunes bestiaux, de la part des ours, augmente constamment.

IL EST RESOLU que le conseil du comté de Pontiac demande au Gouvernement de la province de Québec d'augmenter la prime actuelle payée pour la destruction des loups à au moins vingt-cinq dollars (\$25.00).

ADOPTE.

Plusieurs congressistes prennent part à la discussion de cette motion et le congrès recommande au Gouvernement de porter les primes actuellement payées pour l'abattage des ours et des loups à \$15.00 pour les ours et à \$25.00 pour les loups.

Par le comté de Joliette:

Le conseil de comté de Joliette propose que demande soit faite au gouvernement de prendre à sa charge l'entretien des chemins durant l'hiver, sur les routes nationales dans les municipalités dont les chemins ont été entretenus pendant les cinq années précédentes ou pendant tout autre période suffisante pour en justifier la nécessité.

ADOPTE.

Après une longue discussion les congressistes croient devoir recommander au gouvernement qu'après cinq ans d'entretien d'un même chemin une augmentation des octrois soit accordée pour l'entretien de ce même chemin.

Plusieurs autres résolutions ont aussi fait le sujet d'études par les congressistes.

La question de l'Assistance Publique, des sommes dues au Gouvernement en vertu de la loi de l'Assistance publique, de l'entretien des aliénés et des écoles d'industrie, avait suscité plusieurs résolutions venant des comtés de Beauce, Verchères, Témiscouata et Pontiac. Ce sujet qui intéresse un grand nombre de comtés et de municipalités a fait naître une longue discussion.

Des comtés qui n'ont aucune redevance envers le gouvernement soutiennent qu'il serait injuste que des corporations soient exemptées de payer alors qu'ils ont fait les efforts requis pour acquitter leurs dûs. Les congressistes décident de laisser l'Exécutif de l'Union continuer l'étude de la question avec les autorités provinciales.

Des résolutions par les comtés de Montmorency No 1, Lac St-Jean-Est, Gatineau, Chicoutimi, Beauce, Pontiac et Argenteuil réclament des amendements au Code Municipal sur les sujets suivants:

- a - régler la largeur des véhicules qui circulent dans les chemins d'hiver;
- b - le pouvoir de percevoir la taxe locative des propriétaires;
- c - autoriser les corporations à abattre tout chien qui n'a pas le jeton indiquant que la taxe a été payée;
- d - le pouvoir d'imposer des licences aux restaurants, cafés, et des licences spéciales sur les appareils de jeux de hasard, afin d'aider à l'organisation et au maintien d'un corps de police dans les municipalités;
- e - décréter que tous les rôles d'évaluation soient faits à une époque fixe pour toutes les municipalités d'un même comté;
- f - permettre aux corporations de racheter en tout temps leurs obligations;
- g - porter le terme d'office des maires et conseillers de deux ans à trois ans;
- h - amender le Code municipal pour décréter que toute personne devra avoir acquitté ses taxes municipales pour être mise en nomination aux charges de maire et de conseiller.

L'étude de ces diverses résolutions a soulevé des réflexions très opportunes, mais vu l'importance des questions les congressistes ont décidé de maintenir le statu quo et de confier à l'Exécutif le soin d'étudier de nouveau ces résolutions, pour les soumettre au prochain congrès s'il y a lieu.

Le comté d'Argenteuil soumet une résolution traitant de l'évaluation municipale et des exemptions et commutations de taxes. Cette résolution soulève une belle discussion à laquelle plusieurs délégués prennent part. L'on fait remarquer l'injustice de certaines exemptions de taxes alors que les bénéficiaires jouissent des services publics municipaux dont souvent les contribuables plus pauvres sont seuls à payer les frais. Comme il est question de révision du Code Municipal, les congressistes demandent à l'Exécutif d'étudier cette question et de soumettre leurs vues à la Commission de révision du Code municipal.

#### ENQUETE SUR LE SYSTEME DE TAXATION

Lors de la session de 1945, la Législature a adopté une loi intitulée: "Loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires" (S.R.Q. ch. 51). Votre Comité Exécutif, désireux d'apporter sa contribution dans le travail qui serait fait en vertu de cette loi, a posé à tous les conseils de comté la question suivante:

"Y a-t-il lieu de changer le système actuel de taxation municipale et scolaire? Quels changements conseilleriez-vous?"

Les comtés de Brome, St-Maurice, Labelle, Verchères, Berthier, Témiscouata, Chicoutimi, Terrebonne, Beauce, Compton et Joliette nous ont soumis leurs vues de façon très élaborées, dans certains cas.

Il résulte de l'ensemble des réponses que le problème scolaire est celui qui cause le plus d'anxiété. L'on semble déplorer, de façon générale, que le fardeau de la taxe scolaire ne repose que sur les épaules des propriétaires. Dans plusieurs cas, on suggère au Gouvernement de trouver les moyens de créer de nouvelles sources de revenu aux corporations scolaires.

Les nouvelles sources de revenu préconisées par les conseils de comté qui ont répondu au questionnaire, sont:

- a - augmentation de la taxe sur les loyers;
- b - imposition d'une taxe aux célibataires;
- c - une taxe de vente au profit des corporations scolaires;
- d - taxe spéciale pour fins scolaires imposée aux grandes industries et répartie entre les corporations scolaires;
- e - augmentation des subventions;
- f - imposition d'une rétribution mensuelle qui serait déduite à la source dans le cas des personnes recevant des allocations familiales.

Au point de vue municipal, le malaise semble moins général. Plusieurs comtés déplorent cependant que l'évaluation municipale ne soit pas uniforme dans toute la province. L'on insiste cependant sur le fait que la taxe foncière est supportée par le seul propriétaire, ce qui semble être la cause de la diminution du nombre des propriétaires.

Les congressistes ont recommandé que ces résolutions soient transmises à M. le Commissaire nommé pour la révision du Code Municipal et aux membres chargés de faire l'enquête en vertu de la loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires.

Il est à souhaiter que les conseils de comté soumettent assez longtemps à l'avance les résolutions qu'ils veulent faire étudier lors des congrès, afin que l'Exécutif et le comité des résolutions aient le temps d'en faire l'étude.

Au cours de l'après-midi, le secrétaire, M. le notaire J.-A. Langlais, annonça la composition du nouveau bureau de direction de l'Association. Ce bureau est composé de quinze directeurs choisis par les délégués de chacun des quinze districts de la province.

Voici la liste des quinze membres du bureau de direction de l'association pour la nouvelle année:



BUREAU DE DIRECTION

<u>District</u>	<u>Nom</u>	<u>Charge</u>	<u>Comté</u>
Numéro 1	Donat Baril	Préfet	Abitibi
Numéro 2	A.-G. Munich	Préfet	Argenteuil
Numéro 3	J.-E. Majeau	Préfet	L'Assomption
Numéro 4	Auguste Baribeau	Préfet	Champlain
Numéro 5	J.-A. Plourde	Préfet	Lac St-Jean-Est
Numéro 6	J.-A. Gilbert	Préfet	Montmorency No 1
Numéro 7	Omer Arseneau	Préfet	Bonaventure
Numéro 8	Louis Pelletier	Préfet	Témiscouata
Numéro 9	Antoine Lacoursière, C.R.	Préfet	Beauce
Numéro 10	Wilfrid Labbé	Préfet	Arthabaska
Numéro 11	Ph. Croteau	Préfet	Mégantic
Numéro 12	David Bouchard	Préfet	Shefford
Numéro 13	Ulric Biron	Préfet	Yamaska
Numéro 14	Dr J.-A.-T. Coallier	Maire	Verchères
Numéro 15	Donat Lalonde	Maire	Beauharnois

Les nouveaux directeurs, sur cette liste, sont les suivants: M. A.-G. Munich, qui a remplacé M. J.-E. Brosseau, préfet de Labelle; M. J.-A. Plourde, qui a remplacé M. Ulysse Boulianne, préfet de Chicoutimi; M. Ph. Croteau, qui a remplacé M. Linière Audet, préfet de Frontenac; M. David Bouchard, qui a remplacé M. T.-A. Raby, préfet de Sherbrooke; et M. Donat Lalonde, qui a remplacé le Dr A.-B. Clément, maire de Soulanges.

Les directeurs élus se réunirent ensuite pour procéder à l'élection du nouveau conseil d'administration, pendant que l'on continuait de discuter les résolutions dans la salle des délibérations. A l'issue de cette réunion, M. le notaire J.-A. Langlais annonça la composition du bureau exécutif de l'association comme suit: président, M. Wilfrid Labbé, (réélu); vice-président, M. Auguste Baribeau (réélu); directeurs: M. J.-A. Plourde, préfet du comté de Lac St-Jean-Est, qui remplace M. Ulysse Boulianne, préfet du comté de Chicoutimi; M. Antoine Lacoursière, C.R., préfet du comté de Beauce, qui remplace M. Omer Arseneau, préfet du comté de Bonaventure; et M. J.-Ed. Majeau, (réélu). M. J.-A. Langlais, N.P., de Rivière-Bleue, a été réélu secrétaire général de l'association.

Après l'adoption des résolutions et la proclamation des élus du jour, M. Wilfrid Labbé remercia ses collègues de la marque d'estime qu'ils venaient de lui témoigner en le choisissant comme président pour un deuxième terme. Il déclara qu'il aurait aimé laisser sa place à un autre mais que les directeurs avaient si fortement insisté pour qu'il accepte d'être réélu qu'il lui était impossible de se dérober. M. Labbé demanda à chacun des maires et préfets de la province de toujours travailler de concert avec leur association pour le plus grand bien de la collectivité. "La prospérité de la province", a-t-il ajouté, "exige la collaboration non seulement des maires et des préfets, mais encore celle de l'Union des Municipalités et celle de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité."

Avant la clôture du congrès, les résolutions suivantes furent adoptées à l'unanimité:

RESOLU que l'Union des Conseils de Comté est heureuse de remercier l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre de la province, l'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales, l'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture, l'honorable Patrice Tardif, ministre d'Etat pour l'intérêt sincère qu'ils ont manifesté pour l'Association en l'honorant de leur présence, soit en assistant aux déjeuners ou aux délibérations.

L'Union des Conseils de Comté remercie également le ministre des Affaires municipales pour l'aide financière de son Ministère pour le progrès de l'Association.

L'Union des Conseils de Comté remercie aussi MM. les conseillers législatifs Félix Messier et J.-L. Baribeau, M. J.-A. Blanchette, député fédéral, et MM. les députés provinciaux J.-C. Nadon, Philippe Cossette, Hercule Riendeau et Victor Chartrand ainsi que Me Charles de L. Migneault, président de la Commission municipale, pour l'intérêt qu'ils ont porté durant le congrès aux délibérations.

RESOLU que l'Union des Conseils de Comté remercie tous les distingués visiteurs qui ont bien voulu assister aux déjeuners et aux délibérations de leur Association et plus particulièrement Son Honneur le maire Lucien Borne, de Québec, président de l'Union des Municipalités; M. Lactance Robergè, président provincial de la M.F.O.A., M. J.-R. French, président de l'Association internationale des gérants de villes, et M. A.-J.-O. Bergeron, président de l'Association provinciale des Secrétaires de Municipalité.

RESOLU que l'Union des Conseils de Comté remercie chaleureusement les distingués conférenciers qui ont bien voulu prendre la parole au cours des délibérations de leur congrès.

Ces remerciements s'adressent à Me Emile Morin, sous-ministre des Affaires municipales, M. Ernest Lavigne, commissaire des Incendies de la Province, M. Albert Rioux, L.S.A., D.Sc.S., membre de l'Office de l'Electrification rurale, Me Yves Prévost, C.R., chargé de la codification des lois municipales par le gouvernement provincial, Me Rénald Blanchet, officier en loi à l'Office du Drainage et M. Ulric Jean, agronome.

RESOLU que des remerciements soient votés à M. Wilfrid Labbé, qui a présidé avec autant de tact aux délibérations du deuxième congrès de l'Association.

L'Union des Conseils de Comté vote également des remerciements aux membres de l'exécutif de l'Association, aux membres du comité des résolutions et au secrétaire de l'Union, M. J.-Alph. Langlais, ainsi qu'à tous ceux qui de près ou de loin ont collaboré au succès du présent congrès.

RESOLU que l'Union des Conseils de Comté présente aux journaux quotidiens de la ville de Québec ainsi qu'à la Presse Canadienne ses plus sincères remerciements pour la généreuse publicité qu'ils ont faite aux délibérations de leur deuxième congrès.

Ces remerciements vont également à tous les journaux quotidiens de la province ainsi qu'aux hebdomadaires qui n'ont pas ménagé leur espace pour faire connaître les mérites de l'Association.

Liste des délégués présents au congrès

<u>COMTE</u>	<u>DELEGUES</u>	<u>ADRESSES</u>
<u>DISTRICT No 1</u>		
Abitibi	Donat Baril, préfet Joseph Gagné, maire Calixte Braconnier, maire	Macamic Senneterre La Reine & Desmeloizes
Gatineau	R.-M. Freeman, préfet J.-C. Nadon, M.A.L., maire	Hull Maniwaki
Pontiac	Ferdinand Racine, maire	Leslie, Clapham & Huddersfield
<u>DISTRICT No 2</u>		
Argenteuil	A.G. Munich, Sr. préfet Harry Barlow, maire Arthur Fournier, maire	Box 39, Place d'Armes, Mt 1126, St. Catherine, Q. St. Andrews East, Qué.
Deux-Montagnes	Charles-Henri Giroux, maire Albert Laframboise, maire	Ste-Monique Ste-Scholastique
Hull	C.J. Heudrick, maire	Hull-Ouest
Labelle	J.-Elzéar Brosseau, préfet Léopold Florent, maire Hector Beaudoin, maire	Lac des Ecorces Mont-Laurier Turgeon
<u>DISTRICT No 3</u>		
L'Assomption	J.-E. Majeau, préfet Philius Mathieu, maire Joseph Lacombre, maire Joseph Archambault, maire J.-E. Beauchamp, N.P. sec.-trés. Victor Chartrand, M.A.L.,	L'Epiphanie Lachenaie L'Assomption St-Paul l'Ermite L'Assomption L'Epiphanie

DISTRICT No 3 (suite)

Montcalm	Marcel Thinel, maire	St-Calixte-de-Kilkenny
	Henri Dupuis, maire	Ste-Julienne
	Domina Sourdif, maire	St-Liguori
	Adolphe Fontaine, maire	Montcalm
Terrebonne	Michel Paquette, préfet	Salaberry
	Joseph Coupal, maire	Bréboeuf
	Moïse Lacasse, maire	Ivry-sur-le-Lac

---

DISTRICT No 4

Berthier	P.-Auguste Laporte, préfet	St-Norbert
	Alfred Mousseau, maire	Ste-Geneviève-de-Berthier
	Pierre Pelletier, maire	Lavaltrie
	J.-D. Giroux, secrétaire	Berthierville
Champlain	Auguste Baribeau, préfet	La Pérade
	Hon. J.-L. Baribeau, C.L. maire	Ste-Geneviève-de-Batiscan
Joliette	Henri Majeau, préfet	St-Charles-Borromée
	Willie Laporte, maire	Ste-Elisabeth
	J.-Geo. Dufresne, maire	St-Félix-de-Valois
Maskinongé	Wilfrid Gélinas, préfet	St-Paulin
	Armand Lamy, maire	St-Léon-le-Grand
St-Maurice	Dominique-E. Mercier, préfet	Baie-de-Shawinigan
	Adam Pellerin, maire	Ste-Flore
	Omer St-Louis, maire	Yamachiche
	Anselme Bourassa, maire	St-Etienne-des-Grès
	Willie St-Louis, président de la commission scolaire	Baie-de-Shawinigan

---

DISTRICT No 5

Chicoutimi	Ulysse Bouliane, préfet	St-Dominique-de-Jonquières
	Simon Maltais, maire	Chicoutimi
	Hermel Desbiens, maire	St-Ambroise
Lac St-Jean-Est	J.-A. Plourde, N.P., préfet	St-Jérôme
	Joseph Richard, N.P., maire	Hébertville
	Edmour Savard, maire	St-Coeur-de-Marie
Lac St-Jean-Ouest	Emile Vincent, préfet	Albanel
	Arthur Ménard, maire	Chambord
	Théodore Naud, maire	Notre-Dame-de-la-Doré
	Edgar Bhérier, maire	St-Félicien



DISTRICT No 6

Charlevoix-Ouest	Henri Tremblay, préfet	Baie St-Paul
Montmorency No 1	J.-A. Gilbert, préfet	Ste-Anne-de-Beaupré
	Joseph Racine, maire	Ste-Anne-de-Beaupré
	Joseph Auclair, maire	Laval.
Montmorency No 2	Joseph Blais, préfet	Ste-Pétronille I. O.
	Napoléon Gagnon, maire	St-François
	Joseph Aubin, sec.-trés.	St-Pierre
Portneuf	Antonio Larue, préfet	Pointe-aux-Trembles
	Eloi St-Germain, maire	St-Casimir
	Paul Paradis, maire	Notre-Dame-de-Portneuf
	Wilson Baribeau, maire	St-Casimir, village
	Dominique Piché, maire	St-Alban, village
	Lactance Frenette, secrétaire	Notre-Dame-de-Portneuf
Québec	Joseph Pagé, préfet	Charlesbourg-Ouest
	F.-X. Bouchard, maire	Montmorency, village
	Emile Gauthier	Charlesbourg, village

DISTRICT No 7

Bonaventure	Antonio Dufour, maire	St-Alexis-de-Matapédia
	Ludger Caouette, maire	St-Bonaventure-de-Hamilton
	Bert Law, sec.-trés.	New-Carlisle
Matapédia	Pierre Bélanger, préfet	Sayabec
	Gérard Dionne, N.P., maire	Amqui
Matane	J.-Charles Dufour, préfet	St-Ulric
	Alphonse Lévesque, maire	St-Octave-de-Métis
	Emile Desjardins, maire	Ste-Félicité

DISTRICT No 8

Kamouraska	Armand Martin, préfet	St-André
	J.-A. Michaud, maire	St-Alexandre
	J.-A. Chamberland, maire	St-Philippe-de-Néri
L'Islet	Lauréat Thibault, préfet	St-Eugène
Rivière-du-Loup	Freddy Massé, préfet	St-Hubert
	Thomas Talbot, maire	Isle-Verte
	Eugène Delisle, maire	St-Cyprien
	Jean-David Viel, maire	St-Patrice

DISTRICT No 8 (suite)

Témiscouata	Louis Pelletier, préfet	St-Louis-du-Ha! Ha!
	Isidore Bérubé, maire	Cabano
	Joseph Tardif, maire	Sully

---

DISTRICT No 9

Beauce	Léopold Dumas, maire	Linière
	Georges Plante, maire	St-Victor-de-Tring
Bellechasse	Guy Pouliot, N.P., préfet	St-Gervais
	J.-J. Aimé Roy, maire	Armagh
	Josaphat Morency, maire	Beaumont
Dorchester	Antonio Tanguay, préfet	Ste-Justine
	Joseph Turgeon, maire	St-Isidore
	Albert Bouchard, maire	Ste-Claire
	D. Breton, maire	St-Bernard
Lévis	Cyrille Noël, préfet	St-Jean-Chrysostome
	Tancrede Boucher, maire	St-Romuald d'Etchemin
	Alphonse Desrochers, maire	St-Nicolas-Station
Montmagny	Jos.-F. Blais, maire	Montmagny

---

DISTRICT No 10

Arthabaska	Wilfrid Labbé, préfet	Victoriaville
	Napoléon Gagnon, maire	Maddington Falls
	B. Feeney, N.P., maire	Princeville
Lotbinière	Albéric Houde, préfet	Lotbinière
	Arthur Létourneau, maire	St-Sylvestre
	Dr R. Lemay, maire	Deschailions
	Joseph Bédard, sec.-trés.	Ste-Croix
Nicolet	Elisée Beaulac, préfet	St-Grégoire-le-Grand
	Josaphat Poisson, maire	Ste-Marie-de-Blandford
	Roch Provencher, maire	Nicolet

---

DISTRICT No 11

Frontenac	Hon. Patrice Tardif, M.A.L., maire	St-Méthode d'Adstock
	Linière Audet, préfet	Gayhurst
	Roméo Garon, maire	St-Sébastien

DISTRICT No 11 (suite)

Mégantic	Philippe Croteau, préfet	R.R. No 1, St-Ferdinand
	Ludger Lambert, maire	Ste-Sophie
	Achille Vachon, maire	Sommerset
Wolfe	Ernest Gingras, maire	Marbleton
	B.-M. Dionne, maire	Béaulac

---

DISTRICT No 12

Brome	Gérald Dion, maire	Adamsville
Shefford	David Bouchard, préfet	Granby
	Octave Leclerc, maire	Roxton
	Damase Daignault, maire	Ely, Part. O.
Sherbrooke	Napoléon Morin, maire	Compton
	Henri Mongeau, préfet	Roch Forest

---

DISTRICT No 13

Drummond

Yamaska

Bagot

St-Hyacinthe

---

DISTRICT No 14

Jacques-Cartier	Edmée Brunet, préfet	St-Joachim-de-la-Pointe-Claire
	Joseph Marceau, maire	Ste-Geneviève
	J.-Avila Proulx, maire	Ile Bizard
Laprairie	Réal Bellefleur, préfet	St-Constant
	Adrien Beaulieu, maire	St-Isidore
	Victor Brossard, maire	Ste-Catherine-d'Alexandrie
	Roch Payant, maire	St-Jacques-le-Mineur
Verchères	Hon. Félix Messier, C.L.	St-Antoine-de-Padoue
	Dr J.-A.-T. Coallier, maire	Contrecoeur
	Jean-Baptiste Dupré, maire	Verchères

---

DISTRICT No 15

Beauharnois	Joël Leduc, maire	Lac St-Louis
	Arthur Miron, maire	Grande-Ile
	Donat Lalonde, préfet	St-Timothée
	Domina Daoust, maire	St-Louis-de-Gonzague
Chateauguay	Dr Léo Chèvrefils, M.V. préfet	Ste-Martine
	Emile Turcot, maire	Ste-Clotilde
Huntingdon	Emilien Faille, maire	Franklin-Centre
Iberville	Charles-Emile Demers, préfet	St-Sébastien
	Osius Boucher, maire	St-Athanase-de-DeBleury
Napierville	J.-Armand Pinsonneault, préfet	St-Patrice-de-Sherrington
Soulanges	Geo.-Willie Grenier, préfet	La Station du Coteau
	Dr A.-B. Clément, maire	Les Cèdres
	Godfroy Blanchard, maire	St-Zotique
St-Jean	Philippe Toupin, préfet	Lacadie
	Edeas Gamache, maire	St-Bernard-de-Lacolle
Vaudreuil	J.-Edouard Martel, préfet	Vaudreuil
	Jos. Péladeau, maire	Ile Perrot, paroisse

Pour l'avantage des membres de l'association, nous reproduisons ci-après les règlements généraux de l'Union des Conseils de Comté:

DISTRICT No 14

St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques
St-Jacques	Dr. J. J. Gauthier, maire	St-Jacques



REGLEMENTS GENERAUX

3 de

L'UNION DES CONSEILS DE COMTE

NOM: 1o- "L'Union des Conseils de Comté".

BUT: 2o- Promouvoir les intérêts des municipalités rurales.

MEMBRES: 3o- Tous les Conseils de Comté de la Province de Québec peuvent faire partie de l'UNION.

REPRESENTATION: 4o- Les Conseils de Comté seront représentés aux assemblées générales par trois délégués choisis parmi leurs membres.

DIRECTEURS: 5o- L'UNION sera administrée par un Conseil de quinze directeurs nommés à l'assemblée générale. Aux fins de cette élection, la Province est divisée en quinze districts. Le directeur à nommer dans chaque district sera choisi par les délégués de ce district. Les directeurs ne sont pas rééligibles à moins qu'il ne s'écoule un terme d'un an entre leur sortie et leur réélection.

COMPOSITION DES DISTRICTS: 6o- Aux fins du paragraphe précédent, la Province est divisée en quinze districts comme suit:-

Districts	Nombre de Municipalités	Districts	Nombre de Municipalités
No 1		No 2	
Abitibi.....	36	Hull.....	8
Témiscamingue.....	20	Labelle.....	29
Pontiac.....	24	Papineau.....	36
Gatineau.....	30	Argenteuil.....	20
<b>TOTAL.....</b>	<b>110</b>	<b>TOTAL.....</b>	<b>93</b>
No 3		No 4	
Montcalm.....	14	Joliette.....	18
L'Assomption.....	17	Berthier.....	17
Terrebonne.....	33	Maskinongé.....	14
Laval.....	15	St-Maurice.....	19
Deux-Montagnes.....	18	Champlain.....	30
<b>TOTAL.....</b>	<b>97</b>	<b>TOTAL.....</b>	<b>98</b>

Districts	Nombre de Municipalités	Districts	Nombre de Municipalités
No 5		No 6	
Lac St-Jean-Est.....	20	Portneuf.....	36
Lac St-Jean-Ouest.....	31	Québec.....	28
Chicoutimi.....	31	Montmorency.....	16
Saguenay.....	16	Charlevoix-Est.....	
		Charlevoix-Ouest.....	22
TOTAL.....	98	TOTAL.....	102

Districts	Nombre de Municipalités	Districts	Nombre de Municipalités
No 7		No 8	
Iles-de-la-Madeleine.....	5	Rimouski.....	27
Gaspé-Sud.....	27	Rivière-du-Loup.....	20
Gaspé-Nord.....	10	Témiscouata.....	16
Bonaventure.....	29	Kamouraska.....	21
Matane.....	16	L'Islet.....	14
Matapédia.....	22	TOTAL.....	98
TOTAL.....	109		

Districts	Nombre de Municipalités	Districts	Nombre de Municipalités
No 9		No 10	
Montmagny.....	15	Lotbinière.....	30
Bellechasse.....	19	Nicolet.....	37
Dorchester.....	25	Arthabaska.....	28
Lévis.....	18	TOTAL.....	95
Beauce.....	33		
TOTAL.....	110		

Districts	Nombre de Municipalités	Districts	Nombre de Municipalités
No 11		No 12	
Mégantic.....	28	Stanstead.....	21
Frontenac.....	23	Brome.....	16
Wolfe.....	22	Sherbrooke.....	12
Compton.....	22	Shefford.....	23
		Richmond.....	18
TOTAL.....	95	TOTAL.....	90

Districts	Nombre de Municipalités	Districts	Nombre de Municipalités
No 13		No 14	
Drummond.....	25	Richelieu.....	13
Yamaska.....	20	Verchères.....	15
Bagot.....	19	Chambly.....	13
St-Hyacinthe.....	17	Laprairie.....	9
		Rouville.....	16
TOTAL.....	81	Jacques-Cartier.....	9
		Hochelaga.....	3
		TOTAL.....	78

District	Nombre de Municipalités	District	Nombre de Municipalités
No 15		No 15 (suite)	
Beauharnois	13	Missisquoi	21
Huntingdon	11	Vaudreuil	14
Châteauguay	15	Soulanges	13
St-Jean	9		
Napierville	10	TOTAL	116
Iberville	10		

**QUORUM:** 70- Trois membres du comité exécutif et cinq membres du bureau de direction devront constituer un quorum de leur corps respectif.

Quarante délégués devront constituer un quorum dans le cas d'une assemblée générale.

**DROIT DE VOTE:** 80- Seuls auront le droit de voter les Délégués représentant les Comtés qui auront acquitté leur contribution avant l'assemblée générale.

**EXECUTIF:** 96- a)- Un comité exécutif composé de cinq membres sera nommé par les directeurs et choisi parmi eux à une réunion tenue immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

b)- Ce comité exécutif se composera de cinq directeurs dont l'un agira comme Président et un autre comme Vice-Président, et trois directeurs.

**SECRETAIRE-TRESORIER:** 100- Lors de la formation du comité exécutif, les directeurs nommeront un secrétaire-trésorier.

**DUREE DES FONCTIONS:** 110- a)- **DIRECTEURS:-** Les Directeurs restent en fonction pendant trois ans. Cinq directeurs sortent de charge chaque année. A la première réunion du bureau de direction, seront tirés au sort les directeurs sortant de charge pour les années 1945 et 1946.

b)- **COMITE EXECUTIF:-** Le Comité Exécutif reste en fonction pendant un an. Les membres sont rééligibles pour une deuxième année. Il doit cependant s'écouler ensuite un intervalle d'un an avant qu'une personne puisse être réélue sur l'exécutif.

**VACANCES:** 120- Il y aura vacance sur le bureau de direction et sur l'exécutif, par le décès, la démission ou le défaut de réélection comme maire de l'un de ses membres. En cas de vacance: -

a)- SUR LE BUREAU DE DIRECTION: Le secrétaire de l'Union devra, dès qu'il en aura été informé, nommer un remplaçant à ce directeur par tirage au sort parmi les délégués nommés dans ce district. Ce remplaçant restera en fonction jusqu'à l'assemblée générale qui lui nommera un remplaçant pour terminer le terme d'office du remplacé;

b)- SUR L'EXECUTIF: il y aura nomination par le bureau de direction, par consultation écrite s'il n'y a pas de réunion plénière. Le remplaçant terminera le terme du remplacé.

**ASSEMBLEE ET CONVOCATION:** 13o- L'assemblée générale annuelle aura lieu entre le 15 août et le 15 octobre de chaque année, à la date fixée par l'Exécutif qui donnera les avis nécessaires par simple lettre.

**VERIFICATEUR:** 14o- Le vérificateur sera nommé par le bureau de direction.

**CONTRIBUTION:** 15o- La contribution qui sera fixée par le bureau de direction sera payable avant l'assemblée générale annuelle.

VRAIE COPIE CERTIFIEE.

Rivière-Bleue, le 1er avril 1945.

J.-Alph. Langlais, N.P.,  
Secrétaire-trésorier.



**Vacancies:** 120- A Vacancy shall occur on the Board of Directors and on the Executive Committee by the death or the resignation or the failure of re-election as mayor of one of its members.  
In the case of a vacancy:-

a)- On the Board of Directors, the secretary of the Union will, as soon as he has been informed, select by lot among the delegates of that district a substitute to this director. This substitute will hold office until the next general meeting where a substitute shall be appointed for the remainder of the term of the person going out of office;

b)- On the Executive, the Board of Directors will, by written consultation, if there is no general meeting, appoint a substitute who will hold office during the remainder of the term of the person going out of office.

**Meeting and convocation:** 130- The general meeting shall be held annually between the 15th of August and the 15th of October, at a date to be fixed by the Executive which shall give the necessary notices by ordinary letter.

**Auditor:** 140- The auditor shall be appointed by the Board of Directors.

**Contribution:** 150- The contribution which shall be fixed by the Board of Directors shall be payable before the annual general meeting.

TRUE CERTIFIED COPY.

Riviere-Bleue, April 1st, 1945.

J. ALPH. LANGLAIS, N. P.,  
Secretary-treasurer.

District	Number of Municipalities	District	Number of Municipalities
No. 15		No. 15	
Beauharnois	13	Iberville	10
Huntingdon	11	Missisquoi	21
Chateauguay	15	Vaudreuil	14
St. John	9	Soulanges	13
Napierville	10		
		TOTAL	116

**Quorum:** 70- Three members of the Executive Committee and five members of the Board of Directors shall constitute a quorum of their respective bodies.

Forty delegates shall constitute a quorum at a general meeting.

**Right to vote:** 80- Only the delegates representing the Counties which will have paid their yearly contribution before the general meeting shall be entitled to vote.

**Executive:** 90- a) - An Executive Committee composed of five members shall be appointed by the directors and chosen among them at a meeting held immediately after the annual general meeting.

b) - This Executive Committee shall be composed of five directors, one of whom will act as President, another as Vice-President, and three Directors.

**Secretary-treasurer:** 100- At the time of the formation of the Executive Committee, the directors will appoint a Secretary-Treasurer.

**Term of office:** 110- a)- **DIRECTORS:**  
The Directors will remain in office during three years. Five directors are going out of office each year. At the first meeting of the board of directors, the directors going out of office for the year 1945 and 1946 shall be chosen by lot.

b)- **EXECUTIVE COMMITTEE:**  
The Executive Committee will remain in office during one year. The members are re-eligible for a second year. There must, however, be a lapse of one year before a person can be re-eligible to the Executive after a second year term.

Districts	Number of Municipalities	Districts	Number of Municipalities
No. 5		No. 6	
Lake St. John East.....	20	Portneuf.....	36
Lake St. John West.....	31	Quebec.....	28
Chicoutimi.....	31	Montmorency.....	16
Saguenay.....	16	Charlevoix East.....	
TOTAL.....	98	Charlevoix West.....	22
		TOTAL.....	102
No. 7		No. 8	
Magdalen Islands.....	5	Rimouski.....	27
Gaspé South.....	27	Riv.-du-Loup.....	20
Gaspé North.....	10	Temiscouata.....	16
Bonaventure.....	29	Kamouraska.....	21
Matane.....	16	L'Islet.....	14
Matapédia.....	22	TOTAL.....	98
TOTAL.....	109		
No. 9		No. 10	
Montmagny.....	15	Lotbinière.....	30
Bellechasse.....	19	Nicolet.....	37
Dorchester.....	25	Arthabaska.....	28
Lévis.....	18	TOTAL.....	95
Beauce.....	33		
TOTAL.....	110	No. 12	
No. 11		Stanstead.....	21
Mégantic.....	28	Brome.....	16
Frontenac.....	23	Sherbrooke.....	12
Wolfe.....	22	Shefford.....	23
Compton.....	22	Richmond.....	18
TOTAL.....	95	TOTAL.....	90
No. 13		No. 14	
Drummond.....	25	Richelieu.....	13
Yamaska.....	20	Verchères.....	15
Bagot.....	19	Chambly.....	13
St. Hyacinthe.....	17	Laprairie.....	9
TOTAL.....	81	Rouville.....	16
		Jacques Cartier.....	9
		Hochelaga.....	3
		TOTAL.....	78

GENERAL BY-LAWS  
of  
THE UNION OF COUNTY COUNCILS

- Name: 10- "The Union of County Councils".
- Object: 20- To promote the interests of rural municipalities.
- Members: 30- All the County Councils of the Province of Quebec can form part of the UNION.
- Directors: 40- The County Councils shall be represented at the general meetings by the Delegates chosen among their members.
- Representation: 50- The UNION shall be administered by a board of 15 directors appointed at the general meeting. For election purposes, the Province is divided into 15 districts. The Director to be appointed in each district shall be chosen among the Delegates of that district.
- The directors are not re-eligible before a lapse of one year dating from the expiration of a previously held term.
- Composition of district: 60- For the purpose of the preceding paragraph, the Province is divided into 15 districts as follows:

Districts	Number of Municipalities	Districts	Number of Municipalities
No. 1		No. 2	
Abitibi .....	36	Hull .....	8
Temiscamingue .....	20	Labelle .....	29
Pontiac .....	24	Papineau .....	36
Gatineau .....	30	Argenteuil .....	20
TOTAL .....	110	TOTAL .....	93
No. 3		No. 4	
Montcalm .....	14	Joliette .....	18
L'Assomption .....	17	Berthier .....	17
Terrebonne .....	33	Maskinonge .....	14
Laval .....	15	St. Maurice .....	19
Deux-Montagnes .....	18	Champlain .....	30
TOTAL .....	97	TOTAL .....	98



DISTRICT No. 14

Jacques Cartier	Edmée Brunet, Warden, Joseph Marceau, Mayor, J. Avila Proulx, Mayor,	St. Joachim de la Pointe-Claire. Ste-Geneviève. Ile-Bizard.
Laprairie	Réal Bellefleur, Warden, Adrien Beaulieu, Mayor, Victor Brossard, Mayor, Roch Payant, Mayor,	St. Constant. St. Isidore. Ste. Catherien-d'Ale- xandrie. St. Jacques-le-Mineur.
Verchères	Hon. Felix Messier, M. L. C., Dr. J. A. T. Coallier, Mayor, Jean Baptiste Dupré, Mayor,	St. Antoine-de-Padoue. Contrecoeur. Verchères.

---

DISTRICT No. 15

Beauharnois	Joël Leduc, Mayor, Arthur Miron, Mayor, Donat Lalonde, Warden, Domina Daoust, Mayor,	Lake St. Louis. Grande-Ile. St. Timothée. St. Louis-de-Gonzague.
Châteauguay	Dr. Léo Chèvrefils, V.S., Warden, Emile Turcot, Mayor,	Ste. Martine. Ste. Clothilde.
Huntingdon	Emilien Faille, Mayor,	Franklin-Centre.
Iberville	Charles Emile Demers, Warden, Osias Boucher, Mayor,	St. Sébastien. St. Athanase-de-De- Bleury.
Napierville	J. Armand Pinsonneault, Warden,	St. Patrice-de-Sher- rington.
Soulanges	Geo.-Willie Grenier, Warden, Dr. A. B. Clément, Mayor, Godfroy Blanchard, Mayor,	Côteau Station. Les Cèdres. St. Zotique.
St. Johns	Philippe Toupin, Warden, Edeas Gamache, Mayor,	Lacadie. St. Bernard-de-Lacolle.
Vaudreuil	J. Edouard Martel, Warden, Jos. Péladeau, Mayor,	Vaudreuil. Ile Perrot, Parish.

---

For the information and convenience of the members of the Association we reproduce herewith the general rules and regulations of the Union of County Councils of the Province of Quebec:

DISTRICT No. 10

Arthabaska	Wilfrid Labbé, Warden, Napoléon Gagnon, Mayor, B. Feeney, N.P., Mayor,	Victoriaville. Maddington Falls. Princeville.
Lotbinière	Albéric Houde, Warden, Arthur Létourneau, Mayor, Dr. R. Lemay, Mayor, Joseph Bédard, Sec.-tres.,	Lotbinière. St. Sylvestre. Deschailions. Ste. Croix.
Nicolet	Elisée Beaulac, Warden, Josaphat Poisson, Mayor, Roch Provencher, Mayor,	St. Grégoire-le-Grand. Ste. Marie-de-Blandford. Nicolet.

---

DISTRICT No. 11

Frontenac	Hon. Patrice Tardif, M. L. A. Mayor Linière Audet, Warden, Roméo Garon, Mayor,	St. Méthode-d'Adstock. Gayhurst. St. Sébastien.
Mégantic	Philippe Croteau, Warden, Ludger Lambert, Mayor, Achille Vachon, Mayor,	RR. No. 1, St. Ferdinand. Ste. Sophie. Sommerset.
Wolfe	Ernest Gingras, Mayor, B.M. Dionne, Mayor,	Marbleton. Beaulac.

---

DISTRICT No. 12

Brome	Gérald Dion, Mayor,	Adamsville.
Shefford	David Bouchard, Warden, Octave Leclerc, Mayor, Damase Daignault, Mayor,	Granby. Roxton. Ely, Part. O.
Sherbrooke	Napoléon Morin, Mayor, Henri Mongeau, Warden,	Compton. Roch Forest.

---

DISTRICT No. 13

Drummond

Yamaska

Bagot

St. Hyacinthe

---

DISTRICT No. 7 (continued)

Matapédia	Pierre Bélanger, Warden, Gérard Dionne, N.P., Mayor,	Sayabec. Amqui.
Matane	J. Charles Dufour, Warden, Alphonse Levesque, Mayor, Emile Desjardins, Mayor,	St. Ulric. St. Octave-de-Metis. Ste. Félicité.

---

DISTRICT No. 8

Kamouraska	Armand Martin, Warden, J. A. Michaud, Mayor, J. A. Chamberland, Mayor,	St. André. St. Alexandre. St. Philippe-de-Néri.
L'Islet	Lauréat Thibault, Warden,	St. Eugène.
Rivière-du-Loup	Freddy Massé, Warden, Thomas Talbot, Mayor, Eugène Délisle, Mayor, Jean David Viel, Mayor,	St. Hubert. Isle-Verte. St. Cyprien. St. Patrice.
Témiscouata	Louis Pelletier, Warden, Isidore Bérubé, Mayor, Joseph Tardif, Mayor,	St. Louis-du-Haut. Cabano. Sully.

---

DISTRICT No. 9

Beauce	Léopold Dumas, Mayor, Georges Plante, Mayor,	Linière. St. Victor-de-Tring.
Bellechasse	Guy Pouliot, N.P., Warden, J. J. Aimé Roy, Mayor, Josephat Morency, Mayor,	St. Gervais. Armagh. Beaumont.
Dorchester	Antonio Tanguay, Warden, Joseph Turgeon, Mayor, Albert Bouchard, Mayor, D. Breton, Mayor,	Ste. Justine. St. Isidore. Ste. Claire. St. Bernard.
Lévis	Cyrille Noël, Warden, Tancrede Boucher, Mayor, Alphonse Desrochers, Mayor,	St. Jean-Chrysostome. St. Romuald-d'Etchemin. St. Nicholas Station.
Montmagny	Jos. F. Blais, Mayor,	Montmagny.

---

DISTRICT No. 5

Chicoutimi	Ulysse Boulianne, Warden,	St-Dominique-de-Jon- quière.
	Simon Maltais, Mayor,	Chicoutimi.
	Hermel Desbiens, Mayor,	St. Ambroise.
Lake St. John, East	J. A. Plourde, N.P., Warden,	St. Jérôme.
	Joseph Richard, N.P., Mayor,	Hébertville.
	Edmour Savard, Mayor,	St. Coeur-de-Marie.
Lake St. John West	Emile Vincent, Warden,	Albanel.
	Arthur Ménard, Mayor,	Chambord.
	Théodore Naud, Mayor,	Notre-Dame-de-la-Doré.
	Edgar Bherer, Mayor,	St. Félicien.

DISTRICT No. 6

Charlevoix-West	Henri Tremblay, Warden,	Baie-St. Paul.
Montmorency, No. 1	J. A. Gilbert, Warden,	Ste. Anne-de-Beaupré.
	Joseph Racine, Mayor,	Ste. Anne-de-Beaupré.
	Joseph Auclair, Mayor,	Laval.
Montmorency, No. 2	Joseph Blais, Warden,	Ste. Pétronille, Island of Orléans.
	Napoléon Gagnon, Mayor,	St. François, I. of O.
	Joseph Aubin, Sec.-tres.	S. Pierré, I. of O.
Portneuf	Antonio Larue, Warden,	Pointe-aux-Trembles.
	Eloi St-Germain, Mayor,	St. Casimir.
	Paul Paradis, Mayor,	Notre-Dame-de-Portneuf.
	Wilson Baribeau, Mayor,	St. Casimir, village.
	Dominique Piché, Mayor,	St. Alban, village.
	Lactance Frenette, sec.,	Notre-Dame-de-Portneuf.
Quebec	Joseph Pagé, Warden,	Charlesbourg-West.
	F. X. Bouchard, Mayor,	Montmorency Village.
	Emile Gauthier,	Charlesbourg Village.

DISTRICT No. 7

Bonaventure	Antonio Dufour, Mayor,	St. Alexis-de-Matapédia.
	Ludger Caouette, Mayor,	St. Bonaventure-de- Hamilton.
	Bert Law, Sec.-tres.,	New Carlisle.



DISTRICT No. 3

L'Assomption	J. E. Majeau, Warden, Philius Mathieu, Mayor, Joseph Lacombre, Mayor, Joseph Archambault, Mayor, J. E. Beauchamp, N.P., sec.-tres., Victor Chartrand, M. L. A.,	L'Epiphanie. Lachenaie. L'Assomption. St. Paul l'Ermite. L'Assomption. L'Epiphanie.
Montcalm	Marcel Thinel, Mayor, Henri Dupuis, Mayor, Domina Sourdif, Mayor, Adolphe Fontaine, Mayor,	St. Calixte-de-Kilkenny. Ste-Julienne, St. Liguori. Montcalm.
Terrebonne	Michel Paquette, Warden, Joseph Coupal, Mayor, Moïse Lacasse, Mayor,	Salaberry. Bréboeuf. Ivry-sur-le-Lac.

DISTRICT No. 4

Berthier	P. Auguste Laporte, Warden, Alfred Mousseau, Mayor,  Pierre Pelletier, Mayor, J. D. Giroux, secretary,	St. Norbert. Ste. Geneviève-de-Berthier. Lavaltrie. Berthierville.
Champlain	Auguste Baribeau, Warden, Hon. J. L. Baribeau, M. L. C., Mayor,	La Pérade. Ste. Geneviève-de-Batiscan.
Joliette	Henri Majeau, Warden, Willie Laporte, Mayor, J.-Geo. Dufresne, Mayor,	St. Charles-Borromée. Ste. Elisabeth. St. Félix-de-Valois.
Makisongé	Wilfrid Gélinas, Warden, Armand Lamy, Mayor,	St. Paulin. St. Léon-le-Grand.
St. Maurice	Dominique E. Mercier, Warden, Adam Pellerin, Mayor, Omer St. Louis, Mayor, Anselme Bourassa, Mayor, Willie St. Louis, President of the School Commission,	Baie-de-Shawinigan. Ste. Flore. Yamachiche. St. Etienne-des-Grès. Baie-de-Shawinigan.

RESOLVED that the Union of County Councils expresses its thanks to the four daily newspapers of the City of Quebec and to the Canadian Press for the generous publicity accorded to the deliberations of the Union's delegates during their second annual Congress in Quebec.

Similar thanks also are extended to all the daily and weekly newspapers of the province who also were most generous in the use of their space in their respective publications to acquaint the general public of Quebec with the merits of the Association.

Following is the list of delegates present at the Congress

<u>County</u>	<u>Delegates</u>	<u>Addresses</u>
<u>DISTRICT No. 1</u>		
Abitibi	Donat Baril, Warden, Joseph Gagné, Mayor, Calixte Braconnier, Mayor,	Macamic. Senneterre. La Reine and Desmeloizes.
Gatineau	R. M. Freeman, Warden, J. C. Nadon, M. L. A., Mayor,	Hull. Maniwaki.
Pontiac	Ferdinand Racine, Mayor,	Leslie, Clapham & Huddersfield.
<u>DISTRICT No. 2</u>		
Argenteuil	A. G. Munich, Sr., Warden, Harry Barlow, Mayor, Arthur Fournier, Mayor,	Box 39, Place d'Armes, Mntl. 1,126 St. Catherine, W., Mntl. St. Andrews', East.
Two-Mountains	Chs. Henri Giroux, Mayor, Albert Laframboise, Mayor,	Ste. Monique. Ste. Scholastique.
Hull	C. J. Heudrick, Mayor,	Hull, West.
Labelle	J. Elzéar Brosseau, Warden Léopold Florent, Mayor, Hector Beaudoin, Mayor,	Lac des Ecorces. Mont-Laurier. Turgeon.

The following resolutions, before the Congress finally adjourned, were adopted unanimously by the assembled delegates.

RESOLVED that the Union of County Councils is pleased to express its thanks to Hon. Maurice Duplessis, Prime Minister of the province; to Hon. Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs; to Hon. Laurent Barré, Minister of Agriculture, and to Hon. Patrice Tardif, Minister without Portfolio, for the sincere interest they have manifested in the Association and for honouring it by their presence, either by attending some of the luncheons or dinners or by being present at some of the business sessions held.

The Union of County Councils likewise thanks the Minister of Municipal Affairs for the financial aid which his Department has rendered in helping the Association progress.

The Union of County Councils also voices its appreciation to Québec Legislative Councillors Felix Messier and J. L. Baribeau; Mr. J. A. Blanchette, M. P., and Quebec M. L. A's J. C. Nadon, Philippe Cossette, Hercule Riendeau and Victor Chartrand, as well as Mr. Charles de L. Migneault, President of the Quebec Municipal Commission, for the interest they have so kindly shown in the meetings and discussions held in the course of the present Congress.

RESOLVED that the Union of County Councils is pleased to express its thanks to all the distinguished visitors who were kind enough to attend the Congress's deliberations, luncheons or dinners, and more particularly His Worship, Mayor Lucien Borne, of Quebec, President of the Union of Municipalities; Mr. Lactance Roberge, Provincial President of the Municipal Finance Officers' Association; Mr. J. R. French, President of the International Association of City Managers, and Mr. A. J. O. Bergeron, President of the Provincial Association of Secretaries of Municipalities.

RESOLVED that the Union of County Councils expresses its sincere thanks to the many distinguished speakers and lecturers who so kindly consented to address the assembled delegates in the course of the deliberations of the Congress.

This expression of appreciation extends particularly to Emile Morin, Deputy Minister of Municipal Affairs; to Mr. Ernest Lavigne, Provincial Fire Commissioner; to Mr. Albert Rioux, L. Agri. S., D. Social Sc., member of the Rural Electrification Board; to Mr. Yves Prévost, K. C., charged with the codification of municipal laws by the Provincial Government; to Mr. Rénald Blanchet, special law officer with the Quebec Drainage Bureau, and to Mr. Ulric Jean, agronomist.

RESOLVED that a vote of thanks be extended to Mr. Wilfrid Labbé who presided with such tact over the deliberations of this second Congress held by this Association.

The Union of County Councils also votes its sincere thanks to the members of the Executive of the Association, to the members of the Resolutions' Committee and to the secretary of the Union, Mr. J. A. Langlais, as well as to all those who contributed, directly or indirectly, to the collaboration and success of the present Congress.

BOARD OF DIRECTORS

District	Name	Post	County
No. 1	Donat Baril,	Warden,	Abitibi,
No. 2	A. G. Munich,	Warden,	Argenteuil,
No. 3	J. E. Majeau,	Warden,	L'Assomption,
No. 4	Auguste Baribeau,	Warden,	Champlain,
No. 5	J. A. Plourde,	Warden,	Lake St-Jean-East,
No. 6	J. A. Gilbert,	Warden,	Montmorency, No.1,
No. 7	Omer Arseneau,	Warden,	Bonaventure,
No. 8	Louis Pelletier,	Warden,	Témiscouata,
No. 9	Antoine Lacoursière, K. C.,	Warden,	Beauce,
No. 10	Wilfrid Labbé,	Warden,	Arthabaska,
No. 11	Ph. Croteau,	Warden,	Mégantic,
No. 12	David Bouchard,	Warden,	Shefford,
No. 13	Ulric Biron,	Warden,	Yamaska,
No. 14	Dr. J. A. T. Coallier,	Mayor,	Verchères,
No. 15	Donat Lalonde,	Mayor,	Beauharnois.

The new directors, on the above list, are the following men: Mr. A. G. Munich, who replaced Mr. J. E. Brosseau, Warden of Labelle; Mr. J. A. Plourde, who replaced Mr. Ulysse Boulianne, Warden of Chicoutimi; Mr. Ph. Croteau, who replaced Mr. Linière Audet, Warden of Frontenac; Mr. David Bouchard, who replaced Mr. T. A. Raby, Warden of Sherbrooke, and Mr. Donat Lalonde, who replaced Dr. A. B. Clément, Mayor of Soulanges.

The newly elected Directors then proceeded to held their first meeting to elect a new administration council while the general meeting continued to discuss the resolutions in the general assembly room. Mr. J. A. Langlais, at the conclusion of the Directors' inaugural meeting, announced that the composition of the Executive for the coming year would be as follows: - President, Mr. Wilfrid Labbé, (re-elected); Vice-President, Mr. Auguste Baribeau, (re-elected); Directors: Mr. J. A. Plourde, Warden of Lake St. John-East County, who replaced Mr. Ulysse Boulianne, Warden of Chicoutimi County; Mr. Antoine Lacoursière, K.C., Warden of Beauce County, who replaced Mr. Omer Arseneau, Warden of Bonaventure County, and Mr. J. Ed. Majeau, (re-elected). Mr. J. A. Langlais, N.P., of Rivière-Bleue, was re-elected general secretary of the Association.

After the adoption of resolutions and the proclamation of the new officers and directors elected that day Mr. Wilfrid Labbé spoke briefly to thank his colleagues for the mark of esteem they had just paid him by re-electing him president for a second consecutive term of office. He declared that he would have liked to have stepped down in favour of somebody else but that the assembled directors had insisted so strongly that he remain in office that he really had felt himself unable to do so under the circumstances. Mr. Labbé asked each one of the Mayors and County Wardens of the province to always work closely together within their Association for the greatest good of the community as a whole. "The prosperity of the province", he pointed out, "needs not only the collaboration of the Mayors and County Wardens but likewise that of the Union of Municipalities and of the Provincial Association of the Secretaries of Municipalities".



more anxiety. There is a general tendency to deplore the fact that the weight of school taxation rests only on the shoulders of the proprietors. It was suggested, in several instances, that the Government try to find the means to find new sources of revenue for the school corporations.

The new sources of revenues thus proposed, by the county councils answering our questionnaire, included the following: -

- a - an increase in the taxes on rentals;
- b - a tax on bachelors;
- c - a sales tax for the benefit of school corporations;
- d - a special tax, for school purposes, to be imposed on large industries with the proceeds being divided among the school corporations;
- e - an increase in present grants;
- f - the imposition of a monthly fee which would be deducted at the source in the case of persons receiving family grants.

The difficulties and straightened circumstances, inasfar as the municipal viewpoint is concerned, seemed less general. A number of counties, nevertheless, deplored the fact that municipal valuation was not uniform throughout the province. Stress was laid, however, on the point that the property taxes, are supported and borne only by the proprietors and that this seems to be the reason for the decrease being recorded in the number of property holders in this province.

The delegates to the Congress recommended that these various resolutions be transmitted to the Commissioner charged with revising the Municipal Code, and to the members of the body named to bring about a better repartition of municipal and school taxes in Quebec in future, under the provisions of the previously mentioned law in question.

It is to be hoped that the different County Councils submit sufficiently ahead of time the resolutions which they would like to have studied later on by the Congress in order that the Executive of the Union and the Resolutions' Committee will have all the time necessary to make a proper study of these recommendations themselves first.

The secretary, Mr. J. A. Langlais, N.P., announced the composition of the Union's new Board of Directors in the course of the afternoon. This Board is made up of fifteen directors chosen by the delegates from each one of the fifteen districts of the province.

Here is the list of the names of those on the new fifteen-member Board of Directors of the Association for the new year:

c - Authorization for municipalities to slaughter any stray dog not bearing a disc to show that his owner had paid the required licence on him;

d - the power of imposing licences or permits on restaurants, cafés and special licences on games of chance in order to aid to organize and maintain police forces in the municipalities;

e - to decree that the valuation rolls be prepared during one same period for all municipalities in the same county;

f - to allow municipalities to redeem their obligations at all times;

g - to change the term of office for Mayors and Aldermen from two to three years in future;

h - to amend the Municipal Code so as to provide that any citizen will have to have his municipal taxes fully paid up before he can become a mayoralty or aldermanic candidate at any municipal election.

The study of these various resolutions gave rise to very opportune reflexions but, in view of the importance of the different questions involved, the assembled delegates decided to leave matters in a state of statu quo and to ask the Executive to again study these resolutions with a view, if and when advisable or necessary, of submitting them anew at the next Congress.

Argenteuil County submitted a resolution dealing with municipal valuation and exemptions and commutations of taxes. This resolution resulted in an excellent debate in which a number of delegates participated. One of the points stressed by speakers was the injustice of certain tax exemptions when those benefitting by them enjoyed at the same time the public services of their respective municipalities which, very often, were being paid for solely by much poorer tax-payers. As there is question of revising the Municipal Code, the delegates decided to leave this matter also up to the Union's Executive with a request to its members to submit their views on the whole subject to the Commission charged with the revision of the Municipal Code.

#### ENQUIRY INTO THE SYSTEM OF TAXATION

The Quebec Legislature, at its 1945 Session, adopted a law entitled "an Act to assure a better repartition of municipal and school taxes", (Revised Statutes of Quebec, Chap. 51). Your Executive Committee, wishing to make its contribution to the work which will be carried out as a result of this legislation, asked all County Councils the same question, as follows:

"Do you believe that it is advisable to change the present system of municipal and school taxation and, if so, what changes would you suggest?"

The counties of Brome, St. Maurice, Labelle, Verchères, Berthier, Témiscouata, Chicoutimi, Terrebonne, Beauce, Compton and Joliette all gave us their views on this matter with the replies, in some cases, being quite detailed.

The concensus of opinion, it would appear from a general view of the answers received, is that it is the school problem which is causing the

That the Council of the County of Pontiac request the Government of the Province of Quebec to increase the present bounty paid for the destruction of wolves, to at least twenty-five dollars (\$25.00) per wolf.

ADOPTED.

A number of delegates participated in the debate over this motion and the Congress finally recommended to the Government to establish present premiums, being paid for the killing of bears or wolves to \$15 for the bears and \$25 for the wolves, in future.

By Joliette County:

The Council of Joliette County moves that the Government be asked to assume the costs of road maintenance during the winter, on national highways in municipalities the roads of which have been maintained during the preceding five years, or during any other period sufficient to warrant and justify the necessity of so doing.

ADOPTED.

The delegates, after lengthy debate, decided to recommend to the Government that, after a same road had been maintained in winter for five years, an increase in grants should be made to keep open such an artery.

A number of other resolutions also were studied by the assembled delegates.

The question of Public Charities and of monies due the Government under the Public Charities' Act, and the maintenance of lunatic asylums and industrial schools were the "raison d'être" for several resolutions on the part of the counties of Beauce, Verchères, Témiscouata and Pontiac. This whole matter, which interests many counties and municipalities, gave rise to long discussions.

Counties owing the Government no money maintained that it would be unjust if corporations which had not kept their payments due to date now were exempted from having to pay them after they themselves had always made great efforts to succeed in paying off their debts of this nature fully. The delegates, finally, decided to allow the Union's Executive to continue the study of this whole question with the Provincial authorities.

Other resolutions, made by the counties of Montmorency No. 1; Lake St. John, East; Gatineau; Chicoutimi; Beauce; Pontiac and Argenteuil, aimed to have amendments made to the Municipal Code on the following subjects:

- a - regulation of the width of vehicles circulating on winter roads;
- b - the right to collect a tenants' tax from proprietors;

WHEREAS the same reasons which resulted in the enacting of legislation obliging the railway companies to fulfil the obligations prescribed for them in Article 657 of the Municipal Code apply equally to public utility companies;

WHEREAS it would be advisable to make recommendations along these lines to the Minister of Municipal Affairs;

IT IS MOVED by Mr. Ernest Lambert, seconded by Mr. Richard Couture, and resolved, that the Minister of Municipal Affairs be respectfully asked to submit to the Legislature a bill amending the Municipal Code and obliging public utility companies to transmit each year, to the offices of the local corporation, a statement of the immoveables they possess in the municipality showing the description of the said immoveable properties and the valuation given them in the balance sheet submitted by the companies to their share-holders.

ADOPTED.

The delegates, following debate, endorsed the above resolution and asked the Government to make the suggested amendment to the Municipal Code.

By the county of Montmorency, No. 1:

This County Council proposes that the Government or its sub-contractor be held liable and responsible for all damages which could be caused to properties by the machinery used to keep the winter highways open; this suggestion is made due to the fact that such damages were caused in the past and that this happened so often that the municipalities concerned experienced difficulty in obtaining the necessary insurance policies to cover themselves against damages of this nature.

ADOPTED.

The delegates, following some discussion, suggested that the Government be asked to oblige contractors to take out sufficient insurance to cover all responsibility resulting from winter maintenance of roads.

By the County of Pontiac:

Councillors request Council's attitude towards requesting the Government to increase the present bounty paid on bears killed on agricultural lands, as these animals are increasing in number and their deprivations among farm livestock are becoming too costly.

That the Council of the County of Pontiac request the Department of Agriculture to secure authority from the Government for the increase in the bounty presently paid for bears killed in and on agricultural lands, to at least ten dollars (\$10.00) per bear, as, in this county, over the past number of years, increasing numbers of farmers are suffering loss through destruction of their flocks of sheep and young cattle, caused by bears.



The Congress delegates expressed their belief that the adoption of this resolution will facilitate the work of local municipalities in bringing their respective valuation rolls up to date and pray the Minister of Colonization to amend the present regulations accordingly.

By Montcalm County:

WHEREAS serious inconveniences result each time that lots are subdivided into a number of sections or parts when there is no sub-division plan deposited at the Registry Office;

WHEREAS it would be in the general interest of corporations governed by the Municipal Code to be authorized to have prepared, each time such a step seems necessary to them, a plan of the lots which have been sub-divided in their respective limits and a reference book which would then have to be deposited with the Commissioners of Crown Lands so that the said sub-division plan and reference book come into force in conformity with the law;

WHEREAS this Council believes that it would be appropriate to have the Municipal Code amended to this effect so as to accord to local corporations the power to have such sub-division plans and reference books prepared;

IT IS MOVED that the Minister of Municipal Affairs be asked to propose to the Legislature an amendment to the Municipal Code whereby municipal corporations will be empowered to have such sub-division plans and reference books prepared whenever such action shall be necessary and to have the costs of such work assessed to the proprietors of the lands concerned.

ADOPTED.

The delegates approved of the conclusions of this resolution which will have the advantage of simplifying and making clearer the description of immoveables listed on valuation rolls and, consequently, asks the Government to enact legislation to this effect.

By Montcalm County:

WHEREAS corporations governed by the Municipal Code at the present time have difficulty to value immovable properties owned by public utility companies, either because the description of such properties is unknown to them or because they have not at their disposal persons sufficiently competent to carry out such a valuation;

WHEREAS if the said public utilities were each year obliged to supply to the offices of the local corporation a statement of the immoveables they possess in the municipality, said statement containing the description of such properties and the value accorded them in the companies' balance sheets, the position of corporations governed by the Municipal Code would be greatly improved;

WHEREAS that the Council, at its meeting of last September, 1945, again requested the Québec Government, by the representatives of Jacques Cartier County at Québec, to take over the maintenance costs of this bridge and to include it in the frame of its general policy of bridges in the province;

This Council refers this question to the Union of County Councils and asks the latter to present, at the next Provincial Legislature Session, a general request to the effect that the Government include all the bridges of the province in its general bridge policy, and particularly those which are maintained at the cost of county municipalities.

ADOPTED.

The delegates to the Congress supported and endorsed this resolution and asked that the Government assume the costs of construction and of maintenance of all the bridges located on roads and highways being maintained by the Provincial Department of Roads.

By Bonaventure County:

WHEREAS there are in this county, as in almost all local municipalities of the province, Crown lands which are either held under location tickets or are vacant;

WHEREAS such lots, from time to time, are revoked or sold by the Department of Colonization outside the knowledge of local Councils;

WHEREAS the County Council is advised each month as to the revocation, retrocession and sale of these lots;

WHEREAS the County Council, according to the Municipal Code, is not obliged to advise local Councils of this or to keep a register of all transactions of this kind involving Crown lands in the county;

WHEREAS from time to time such lands, held under location tickets which have been revoked, are put up for sale for taxes by municipal and school corporations of good faith;

WHEREAS the buyer, who purchases one of these lots belonging to the Crown and sold for taxes, has no rights on the lots bought;

BE IT RESOLVED that the Department of Colonization, by the intermediary of the Union of County Councils, be asked to notify each month the local Councils instead of the County Council of all lots in the limits of their respective municipalities which have been revoked, retroceded or sold, so that the latter will be in a position to supply their assessors with a complete list of changes when the existing valuation roll is revised each year.

ADOPTED.

Afternoon meeting.

The last meeting of the Congress of the Union of County Councils was devoted exclusively to the discussion of the resolutions. Mr. Antoine La-coursière presented the resolutions himself and explained to the delegates at the same time the position taken by the Committee on each one of them. Free and open debate from the floor of the meeting then took place in each case. We are giving, herewith, as complete a summary as possible of the principal resolutions submitted to the Congress, indicating in each instance, of course, whether they were adopted, or amended and, in the latter case, giving the main modifica-tions which were made to them.

RESOLUTIONS SUBMITTED TO THE CONGRESS

A number of counties and local municipalities, in the course of the year, submitted to the Executive of the Union of County Councils resolutions adopted by their Council and made by letter suggestions with a view to improv-ing legislation and municipal administration

Twelve (12) counties submitted 24 resolutions for study, as fol-lows:

Montmorency No. 1,	3,
Beauce,	3,
Lake St. John, East,	1,
Verchères,	1,
Jacques Cartier,	2,
Bonaventure,	1,
Gatineau,	1,
Montcalm,	2,
Chicoutimi,	4,
Chambly,	1,
Témiscouata,	1,
Pontiac,	4.

All of these resolutions as well as a number of suggestions made by letter by the secretary-treasurers of local corporations were first of all studied by the Executive of the Union and then again by the Resolutions' Com-mittee, during the holding of the Congress, before finally being submitted to the Congress delegates at a general meeting.

You will find these resolutions in the following list.

By the county of Jacques Cartier:

WHEREAS the Council has several times asked the Provincial authori-ties to assume at their own cost the maintenance of the Bizard Island Bridge linking up with St. Genevieve at that locality;

WHEREAS the maintenance of this bridge, which serves the public in general, is done exclusively by this county municipality;

"I would have found it hard to have outlined and appreciated the many fine works accomplished by Mr. Barré", declared Mr. Tardif, "so I am glad that I am merely being called upon to thank him instead. To verbally appreciate his work would be very hard but just to thank him is a task which I find much easier. I sincerely thank Mr. Barré for the frank and open speech which he has just delivered to us in favour of our rural classes. May I add that, in my position as member of the County Council of Frontenac County, Mr. Minister, I am pleased to express my appreciation for your kind words, your frankness and your convictions. I believe that public men should speak frankly. I think that our Mayors realize that they constitute the centre of the economic and social life of our countryside. All our rural economic and social problems go through the living cells which are our County and Municipal Councils. The work of our Councillors is by no means a sinecure. Our public bodies have the right to depend upon you, the Councillors, to advance your work in your own sphere".

Mr. Baribeau also invited Mr. A. J. O. Bergeron, N.P., President of the Provincial Association of Secretaries of Municipalities to say a few words.

The latter said that it was not customary to see a secretary-treasurer rise to his feet to address a deliberating assembly, as the one he was present at, in such a manner. He then made a humorous parody about "honouring one's father and mother", --- making a play on words with the French "mère" and "maire", --- meaning mother and Mayor, respectively, before continuing his remarks.

"I am pleased to bring and voice the respects, the homage and the consideration of the secretaries of municipalities", he said, "and I am pleased to meet here the cream of our municipal and county officials. Our Association wishes to help you more and, in order to do this, wishes to better qualify its members so that they can render you still better service. We have obtained from the Minister of Municipal Affairs the privilege of having instituted a certificate of competence which certifies that anybody possessing it is a model employee. Your Association offers the perfect idea of collaboration. The Warden of my county, Mr. Auguste Baribeau, had a resolution adopted by his Council whereby the local secretary-treasurer is, "ex-officio", a member of the Provincial Association of Secretaries, and, at the same time, a subscriber of the Municipal Review. Mr. Baribeau asked the Mayors of the county to adopt this resolution. It is but logical that our clerks, our writers and our Benedictines should have it made easy for them to educate themselves and the Association hopes that the Municipal Councils will facilitate this task for their secretaries. We are appreciative to the Minister of Municipal Affairs, to his Deputy Minister and to the other officers of the Department for the co-operation they have always given our Association. To our Distinguished guest speaker of today, Mr. Barré of Rouville, I will say but one word and that is, Mr. Barré, that you have freed (dé-Barré) the wheel and that we are all glad to have had a real farmer address us."

Mr. Wilfrid Labbé brought the luncheon to a close by expressing a few final words of thanks.



it can become immoral. A man who, as head of a family, brings back home \$50 a month under such legislation, for example, could become a subject of temptation to his wife because she knows that, if he were dead, she could obtain \$70 a month instead of \$50.

"When I used to speak in favour of old age pensions it was said that it had no sense. I had suggested an old age pension of \$20 a month. As Ottawa paid three quarters of it, I reasoned, why couldn't the province pay \$4.00 and each municipality interested the other dollar. People applying for old age pensions under such a system should ask the control dollar from the municipalities. There is not one of you here who does not know what is going on in his own parish. With the control of the dollar being left to the municipality, as I have suggested, we all know that many old age pension requests would never have been made. It was said that I wanted to overburden our municipalities but, as you can see, it is the contrary which is true as such a system would leave in your hands the means needed to prevent abuses.

"The centralization spirit must be set aside. We need decentralization particularly from a financial point of view. The more we need something, the more we can administer cheaply. Everything which is done is done with the money of the people. We will pay the dance of the billions when all is said and done. We must take the best means to succeed in obtaining the best results possible from the taxes we pay. We are a race apart. Those who have hopes of seeing us disappear from the face of the earth had better begin to wear mourning not too soon as we will survive. We are living at home here in this province and we desire to continue to live here at home. What we wish to see in Quebec is the respect of liberty. Administrative decentralization is necessary. We want the liberty of our Municipal Councils and of our Provincial powers. It is very convenient to always have the same principles. We believe in the need for all of us, here at home, to preserve our own liberty and rights. We do not want Communism, Fascism or the centralization of a Central power. What we want is to keep intact the principle of the dignity of man, the right of property and the dignity of the woman. We wish to avoid the danger of losing the respect for women, be they young virgins or mothers. You would have nothing of all this with a power of centralization which would impose upon us divorce and free love, as in Russia, or the breaking up of family life, as in Germany. We want each and every one of us to retain his liberty and rights. You have rights and powers. Conserve them preciously and use them to settle your own problems, coming under your jurisdiction, yourselves. Always think, when you want the province to pay something for you, if this would not cost you more in the end. Each time that somebody asks you for a dollar, it is the tax-payers who pays it. I will be frank enough to tell you that, if you come to me to ask for a dollar, I will be forced to ask you for a dollar-and-a-quarter in taxes, as it will cost me an extra twenty-five cents for administration". Mr. Barré then extended best wishes of success to the assembled delegates and re-iterated that he was in full sympathy with their cause.

Mr. Auguste Baribeau, who was presiding over the lunch, then called upon Hon. Patrice Tardif, Minister without Portfolio, to thank Hon. Laurent Barré for his talk.

"Prices, at certain times, are therefore superior or inferior to the valuation. Our farm credit system is in operation and must continue to operate. It is now serving to help establish our youth on the land. Money had to be loaned our farmers, at the beginning, to prevent collective bankruptcy in the province. We must also avoid increasing the valuation of our farms and keep things within a reasonable proportion of the sale price. We have no right to lend too large sums of money, and running the risk of incurring losses, by any hit-and-miss methods. I would say, to those who did everything they could to prevent a system of farm credit to be set up, that they have no right now to try to indicate to us and to tell us that such and such a thing should be removed. We have been told, for instance, that we have no right to specify that a purchaser should not become a new seller. I am opposed to such transfers taking place. The province's money must enjoy some guarantee.

"A wind of conquest is sweeping over the province. The immigration question has again arisen and is attracting our attention. There exists a danger of lending money to people who are strangers to our province. I do not say this because I have contempt for the people of other races but because I believe that we have the basic duty, in the first place, of protecting our own people. When our people go and establish themselves elsewhere in the world, need I point out, they are not accorded any favoured or preferential treatment. It is the same thing in the case of strangers who wish to settle here. Farm credit was established by us in spite of others. I therefore wish that we examine the antecedents of those who now are coming forward to benefit by our farm credit system. We used to lend money, formerly, to "Jean Baptiste", a good farmer and worker who was attached to the soil. But today, however, we may be lending money, for all we know, to a "Moses Rabinovitch" or to some other Slav about whose antecedents we know nothing.

"And now a few words about the question of administrative decentralization. Anybody can be a better judge of his own business than a person which is not familiar with it. The most backward farmer, very often, is better qualified to pass judgment on his own land than is anybody else. Each of the Mayors present here today, for example, is far better qualified than I to judge the local affairs of his municipality. We know more about the affairs of our province, carrying this same idea still further, than do our great men at Ottawa. Decentralization is absolutely necessary to enable we French-Canadians to live and survive. I have never been either Mayor or Councillor but I know that each municipality has to have its own administration and, of course, it is the same for each province. I advocate and request decentralization for each parish, for each municipality and for the province itself. We have several Governments, it is true, but do not forget that we have only one group of tax-payers. The dollar spent by Ottawa or Quebec requires the same money as the dollar spent by the municipality of Victoriaville. The administration of the province of Quebec, by Quebec, costs less than if it were done by Ottawa. Your own municipal administration, because you attend to it yourselves, is less expensive than it would be if Quebec administered it instead. Why do you not take the means to administer yourselves? The centralization policy is the natural enemy of economic administration.

"The best of laws often give rise to abuses. The law to aid needy mothers is marvellous legislation, for instance, but, if we go too far with it,

CHART SHOWING THE INCREASE IN THE PRICES OF FARMS SOLD PRIVATELY  
BY BORROWERS OF THE FARM CREDIT BUREAU

334 farms were sold at a  
total price of \$1,063,312.64  
being valuated at  
\$1,026,030.00

3.63 p.c.

1941

17.87 p.c.

1942

464 farms sold, total price  
\$1,661,465.72, gross valuation  
\$1,409,603.00. -

31.14 p.c.

1943

510 farms sold, total price \$1,972,565.44,  
gross valuation \$1,504,120.00. -

31.88 p.c.

1944

531 farms sold, total price \$2,190,515.78,  
gross valuation \$1,561,000.00. -

1940: 318 farms were sold, total price \$1,150,507.98, valuation \$1,135,475.00

RATIO: I: 1.32

6.19 p.c.

a)  
1938

10.5 p.c.

b)  
1939

a) 79 farms were sold at a total price of  
\$278,639.07, having a gross valuation  
of \$280,375.00, -

b) 231 farms were sold at a total price of  
\$808,891.20, having a gross valuation  
of \$817,475.00. -

SCALE: 8 per cent to the inch.

"In 1942, however, 464 farms were sold at a gross price of \$1,661,465.72 whereas their total valuation was \$1,409,603. This time, consequently, the sale price was 17.87 per cent superior to the valuation involved.

"Similar sales for 1943 and 1944 also were made at prices which were quite superior to the valuation of the agricultural properties concerned and the following table gives an accurate picture of this aspect of the general situation to which I refer :

Year	Total Valuation	Total Price	Percentage Superior to Valuation
1942	\$1,409,603	\$1,661,465.72	17.87%
1943	\$1,100,000	\$1,250,000	12.73%
1944	\$1,200,000	\$1,350,000	12.50%

From 1938 farms were sold, total price \$1,100,000, total valuation \$1,100,000. Ratio: 1:1.

Year	Total Valuation	Total Price	Percentage Superior to Valuation
1938	\$1,100,000	\$1,100,000	0%
1939	\$1,200,000	\$1,350,000	12.50%
1940	\$1,300,000	\$1,450,000	11.54%
1941	\$1,400,000	\$1,550,000	10.71%
1942	\$1,409,603	\$1,661,465.72	17.87%
1943	\$1,100,000	\$1,250,000	12.73%
1944	\$1,200,000	\$1,350,000	12.50%



the agricultural population and more particularly the estimating and appraising of rural properties. "The great work of my life", the Minister said, "was to awaken the slumbering farmers of the province and make them understand the need to organize themselves. The people of the province of Quebec today are at the crossroads. What do we want to be tomorrow? Shall we be free people? Shall we be free individuals? Or shall we be the slaves of certain ideas which are not yet dead such as Fascism or Communism which, at the bottom, are the same thing under different names as, in both cases, the State takes away all liberty from its individual citizens. We must do something else than just let things follow their usual course, by a lackadaisical "laissez-faire" attitude, if we want to find and follow the proper road. I was one of the first missionaries to preach the principle of sane corporatism which allows each class to group itself according to its own needs and on a basis of service to collectivity.

"The work of the Catholic Farmers' Union is the one of which I am the most proud. It dominates everything. I wish to thank the Prime Minister for the honour he made me in awarding me the Portfolio of Agriculture in his Government but, I must admit, it also constitutes a heavy responsibility. The Prime Minister could have been wary of my spirit of independence and could have hesitated about taking into his Cabinet a man who does not believe in bending. But, as we both have the same principles, we cannot come into conflict with each other. On all questions of detail I am always ready to listen, and even to confess my ignorance, and it is therefore easy for me to change my viewpoints. Without agriculture, nothing can prosper in our province. Agriculture is at the very base of all prosperity in the province of Quebec. Farmers must interest themselves in their profession, of course, but the members of the other classes of our population also have the duty, particularly our Mayors and Councilors, for instance, of protecting their fellow citizens and to beware that centralization does not play any tricks on us.

"I want to speak to you about decentralization and about municipal valuation. In the course of my 40 years of country life, --- I could even say 50 years, --- many evolutions and things have taken place here, some of them good and some of them not so good. No really bad or very harmful things have occurred, as a matter of fact, although we have suffered some of course. In the estimating and appraising of our properties the selling value varies to a considerable extent. We have the obligation of taking into account the stable value which remains. When the question of farm credit first was brought up some people said that it was a crazy idea. It was termed absurd. And yet it had and has a great deal of sense. Thousands of farmers would never have become unemployed, for instance, if farm credit had been instituted five years earlier. Mr. Duplessis understood the needs of the farmers and the needs of our countryside. He realized that we could have an economic crisis and he created farm credit in 1937.

"There were sold in this province, in 1938, 79 farms, mortgaged through the system of farm credit, at a sale price which was 6.19 per cent inferior to the value of these properties as appraised by farm credit officials. In 1939 there were 231 farms, valued at \$817,475.00, which were sold for \$808,891.20, and the sale price here still was inferior to the valuation, 10.5 per cent less in this instance.

"Therefore, in the name of the members of the Union of County Councils, Mr. Minister, I take pleasure in extending you a most cordial welcome and in telling you how glad we are to have you among us because you are a real rural person in the full sense of the word.

"In enumerating briefly the accomplishments of Mr. Barré, I will very probably be guilty of some omissions and, if so, I would ask Hon. Mr. Tardif to please take note of them and to repair my errors later when he rises to thank the Minister.

"It has already been said, Gentlemen, that Mr. Barré does not particularly care for compliments. So he can remain at his ease as I am not much of a hand at distributing them.

"Mr. Barré, as our English-speaking friends would say, is a "self-made" man who is the one responsible for his own success. He is a hard worker and is full of ideas. He has long defended and advocated numerous reforms for agriculture and to improve the lot of our farmers.

"He has been quite successful as an M. L. A. and it is as a member of the Quebec Legislature that he particularly attracted attention to himself.

"Mr. Barré has also engaged to some extent in journalism, I believe, by writing articles on agriculture. He was one of the founders of the Catholic Farmers' Union and of our co-operatives, and was one of those strongly in favor of the establishment of a system of farm credit.

"I remember having heard him defend this legislation in the House and I must admit that his arguments were so full of logic that they could not help but convince those listening to him to his cause.

"I have also had the occasion to note and admire that Mr. Barré from time to time, in different debates at the Legislature, spoke with frankness when he felt himself obliged to differ in opinion with his own party on certain questions.

"Finally, Mr. Barré, by your work and persistence, you knew success and you eventually became Minister of Agriculture.

"You are today the ruler who heads the administration of the kingdom of the farmers in this province and there still remains a lot to be done in this domain to assure the members of our agricultural classes of a happy lot in life. I therefore wish you, Mr. Barré, success in realizing the plans you have made for the advancement of agriculture and the prosperity of our farmers in particular and of all our population in general".

Address by Hon. Laurent Barré,

Minister of Agriculture.

After having thanked the Union of County Councils for having invited him to attend this second luncheon of the Congress, Mr. Barré told the delegates that he wished to talk to them about certain questions of special interest to

I will content myself with asking you only one question and will leave you to answer it.

Going on the basis that rain falls evenly everywhere and that this water ultimately finds its way into some water-course, don't you think that it would be more just if everybody paid about evenly for the improving of water-courses?

I leave you to meditate this question and I hope that I have not bored you with the talk I have just given you. I thank you for your kind attention and, if any of you would like to ask me questions, I will be most pleased to reply to all queries to the best of my knowledge and ability.

#### The Luncheon

Hon. Laurent Barré, Minister of Agriculture, was the guest of honour at the lunch held on Friday, November 9th. The luncheon, this time, was presided over by Mr. Auguste Baribeau, Vice-President of the Union of County Councils and Warden of Champlain County. A representative group again sat at the head table. The event was held in the hotel's River View Dining Room where the deliberations had taken place the previous day.

At the head table therefore were, at the right of Mr. Baribeau, presiding over the lunch, Hon. Laurent Barré, Minister of Agriculture, and at the left of Mr. Baribeau, Hon. Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs.

Also at the same table were Hon. Patrice Tardif, Minister without Portfolio; Mr. Wilfrid Labbé, President of the Union of County Councils and Warden of Arthabaska County; Mr. A. J. O. Bergeron, N. P., President of the Provincial Association of the Secretaries of Municipalities; Hon. J. L. Baribeau, M. L. C.; Hon. Felix Messier, M. L. C.; Mr. Yves Prévost, K. C.; Mr. Emile Morin, Deputy Minister of Municipal Affairs; Mr. Ulysse Boulianne, Director of the Executive of the Union of County Councils and Warden of Chicoutimi County; Mr. Rénaud Blanchet, special Law Officer of the Quebec Drainage Bureau; Mr. J. C. Nadon, M. L. A.; Dr. A. B. Clément, Director of the Union of County Councils and Mayor of Les Cèdres; Mr. Hercule Riendeau, M. L. A.; Mr. J. E. Majeau, Director of the Executive of the Union of County Councils and Warden of l'Assomption County; Mr. Antoine Lacoursière, K. C., Director of the Union of County Councils and Warden of Beauce County; Mr. Victor Chartrand, M. L. A.; Mr. Philippe Cossette, N. P., M. L. A.; Mr. E. O. Hudon, Vice-President of the Provincial Association of the Secretaries of Municipalities; Mr. Ulric Jean, Agronomist, and Mr. J. A. Langlais, N. P., Secretary of the Union of County Councils.

Mr. Auguste Baribeau then presented the guest of honour, Hon. Laurent Barré, who addressed the gathering:

"Gentlemen,

"I greatly appreciate the honour given me of introducing to you Mr. Barré, our Minister of Agriculture.



In cases of much bigger water-courses, the proceedings are very similar except that the monetary grants are replaced by departmental machinery which does all the work at the cost of the Department and only charges to the municipal corporation a very slim proportion of the real cost of the actual work done.

So much for the intervention of the State in the matter of water-courses. The only thing left for me to do now is to summarize briefly for you the best way to submit a demand so that the latter will be handled with the least delay possible.

Such demands, first of all, should be made on special forms, entitled "Requests for Drainage Aid", and should be signed, and I repeat and stress signed, by the largest possible number of interested parties giving, opposing each name, the number of the lot and the range.

These forms can be obtained directly from the Department of Agriculture or, if preferred, from the regional agronomist to whom all requests should first be addressed as soon as they have been signed by the interested parties. All requests thus made, be it clearly understood, must be accompanied by a resolution of the municipal council approving them. The agronomist upon receiving a request, if he is not familiar with the water-course concerned, should go and inspect it or, in any event, should obtain all information necessary about the matter to be able to produce a report on the agricultural importance of the project at the Department.

The requests are then transmitted to the Department and classified after which the water-courses are visited as soon as possible by an employee specialized in this particular domain. He makes a complete and detailed report on the present condition of the water-course and makes suggestions on the improvements which should be made, etc.

All other means taken of presenting a report only serves, very often, to delay and to force us to undertake a lot of perfectly useless correspondence.

The approval of the member for the riding, under the circumstances, certainly cannot harm the project but I do not believe that it is indispensable.

This is about all I had to say to you about this matter but there is also another question, close to my heart, about which I would likewise wish to discuss with you.

We are told, and it is easy to understand, that it is preferable to keep talks and lectures short so as to allow as much time as possible for discussion which, very often, is more instructive than the speech itself. I will thus only touch the subject briefly and will leave you to discuss it more thoroughly. I refer to the municipalization of water-courses.

I met, yesterday, Mr. Payant, Mayor of St. Jacques-de-Laprairie, who is among those present here and who is very much in favour of municipalization. And, if his ideas have not changed, I know that he intends to inaugurate debate on this subject.



Thus, as you can see, we are still far away from this degree of perfection but, on the other hand, such systems can only be applied completely to certain rather restricted regions. We hope, nevertheless, to realize such a project in a section of this province where the land is particularly favourable to truck gardening culture. Let us now leave this type of project, which is of a particular nature, and return to what I was talking about a few moments ago.

I was discussing the role of the Department of Agriculture in matters of drainage and just in what consists this role. I think that the best answer which can be given to this question is the following one: The role of the Department of Agriculture consists in doing, for the farmer, what the latter is unable to do by his own means. This is what the Department places at the disposal of the farmers well trained squads of men who survey the land, report on the present condition of water-courses, indicate the improvements to be made, calculate the number of cubic yards to be excavated and done away with, and make estimates of the cost of the recommended improvements, etc., etc. This personnel, aided by specialists qualified in legal questions, also helps and directs farmers, and more particularly municipal councils, in the preparation of regulations which are necessary before it is possible to proceed with the improvement of a water-course. The advice of this personnel also is frequently needed when there is question of preparing the assessment of the costs of the enterprise. All this work is done in the most disinterested fashion and, of course, in such a way as to eliminate errors as much as possible and give all possible satisfaction to the interested parties.

This contribution, of a technical nature and of paramount importance, is not the only aid, however, which the Government accords farmers who want a water-course worked on and improved. There is another form of assistance, perhaps the only one recognized, because it affects directly the pocket-books of the interested parties. I refer, of course, to the question of grants, regardless of what form they may happen to assume.

Speaking of grants, by the way, I am under the impression that some people seem to think that the only work of Government employees is to distribute grants... I was even asked, not long ago, "for what grants are you travelling, Sir?"

Those who think like this, fortunately, are relatively few and their number apparently is diminishing from day to day. Farmers today understand that grants which the Government pays out for the improvement of their water-courses are not the payment for the total cost of the work requested but merely an aid, an aid to encourage the idea of having the work well done according to the required dimensions (width and depth), which is absolutely indispensable for the proper drainage of lands neighbouring the water-courses.

Such aid consists in a monetary grant of so much an acre for water-courses the improvement of which can be carried out by the means which the farmers have at their disposal. This means such things as ploughs, horse-drawn shovels and hand shovels, etc. In cases of this kind, the promises are made to the interested municipal corporations and the work, --- which is fully under their jurisdiction, --- should be done by them under the supervision of a director. And, once the work is finished, an assessment of the cost must be made among the interested parties less, of course, the grant paid out by the State.

requests be accompanied by a resolution, of the municipal corporation having jurisdiction over the water-course concerned, before presenting the requests to the Department of Agriculture. You will admit with me that this move is a logical one as, to a certain extent, it gives us the assurance that the request being made is justified in view of the fact that it has been approved by the council; it also eliminates a large quantity of other less serious requests which would result in our having to make absolutely unnecessary expenses.

What, therefore, is the role of the Government and its contribution? It is not so long ago, fifteen or twenty years at the most, that is to say about 1925, that the Department of Agriculture undertook a policy aiming to improve the large networks, the discharges and outlets, the ditches, etc., in a word, the municipal water-courses.

We had particularly concentrated, prior to that time, on convincing farmers of the necessity of proper drainage but, naturally, on a much more restricted scale, generally consisting in only his own land. We soon noticed that our efforts were being made in vain in the majority of cases because we lacked the outlets and that we were, in reality, putting "the cart ahead of the horse".

We therefore shifted our rifle to the other shoulder and buckled down to the task. And I can say, without fear of error, that great progress has been made ever since. One can encounter in most districts good water-courses, which have been straightened and deepened, and productive lands which formerly yielded nothing to their owners. But far be it from me to try to give you the impression that our objective has been fully realized and that we can now sit back and cross our arms. On the contrary, although we have accomplished much, there is still a great deal left to be done. This idea of the necessity for and importance of drainage now has been "sold" to the farmers, however, and they are now all convinced that it is impossible to live on a land which is not adequately drained.

Requests asking for improvements to be made are coming to us from all regions in such numbers that we are literally being swamped. Unfortunately, we cannot drain the province in a single year and this is why we have been obliged to restrict our aid to projects and water-courses which we consider to be in most urgent need of improvement.

I said a little while ago that we had not yet attained perfection. I must admit to you that, when it comes to the question of drainage, we have been surpassed by a neighbouring country, and even by a neighbouring province. There exist immense areas of land (which I have unfortunately not visited) where the water is completely and systematically controlled by large outlets, ditches, underground drainage projects, dams and pumps, located throughout the drainage basin. The dams are opened up, in the spring before the seeding gets underway, and the water levels are promptly lowered into the land by means of outlets and underground drainage. But, when dry spells occur at any time, the gates of the dams are closed and the water level is kept at a height of from fifteen to eighteen inches from the surface of the soil. The pipes which served for the drainage thus become irrigation canals which maintain the humidity necessary for the growing of the crops. If the water level on the higher lands tends to become lower, then the pumps, installed on the dams, are set to work and re-establish the level desired.

But there is nothing to all this. The 1941 law gives the Bureau, in reality, the task of "establishing the regulation of drainage work in collaboration with the municipal councils, the interested parties and the different departments of the administration". This regulation is done by way of ordinances the preparation of which entails long and detailed study and which are surrounded by rigorous formalities.

It is a new mode of regulation, of a superior nature, which the law adds to what already exists. The Bureau can intervene, either spontaneously or at the request of one of the interested parties, in the regulation of drainage work projects, and supervise the carrying out of its ordinances. Its authority, role and powers dominate and safeguard at one and the same time the authority, role and powers of municipal corporations.

I do not know if I have succeeded in touching the problems which interest you the most. I am at your disposal and I will be most happy to hear the problems and suggestions which any of you would like to bring up.

And I thank you, Gentlemen, for the kind attention which you have given me.

Talk by Mr. Ulnic Jean,

Agronomist.

My first words will be to thank you, and more particularly to thank your devoted secretary, Mr. Langlais, for the opportunity thus given me to meet such a distinguished gathering. Felicitations and eulogies are superfluous words, however, as one only has to read on the card of invitation the words, "Union of County Councils", to know that the audience present here today is the most representative delegation which one can hope to see in a democracy.

The choice of a subject became that much more difficult because of this. I had intended, originally, to deal with the first and most important of all agricultural works: land drainage, that is to say of discharges and outlets, ditches, trenches, rounded off lands and underground draining, etc. But, before people with such varied activities as is now the case, I thought that it would be hard to find a more appropriate subject to deal with than the one suggested by your secretary, namely, municipal water-courses.

Mr. Blanchet explained to you a few moments ago, concisely but clearly, just what are municipal water-courses, what difficulties we encounter in preparing to regulate them, and the best means to take to solve the various problems which occur. I will limit myself as briefly as possible, therefore, to the role of the Government in this question of water-courses, its contribution and the best way for you to proceed when you have a request for aid to make regarding the improving of a water-course, be it big or small.

May I first point out, although you probably know it as well as I do, that the Drainage Bureau for some time past now has required that all such



The law foresees the replacing of an inspector only in the case where he is "temporarily unable to act". (Article 536). Such a replacement, however, is only for the duration of the incapacity and does not free the inspector in any way "of his responsibility".

The law also provides for the naming of an expert in such work, "on the recommendation of the inspector", or when the municipal authority deems it "necessary" to do so, (Article 537); but this is solely to provide an auxiliary or a councillor and not a substitute or a person to replace the inspector.

The local secretary, finally, should intervene each time that the inspector "neglects to, or refuses to, either furnish what he is supposed to furnish or do what he is supposed to do, as interested party". (Article 542). Such an intervention can only, be exercised insofar as the inspector is concerned and is not applicable in the case of any of the other interested parties.

The inspector is supposed "to supervise all construction, improvement, repair and maintenance projects" on water-courses and "to see that all such work is carried out in conformity" with the provisions of the law, (Article 538); to "supervise the carrying out of work projects by contract", (Article 633); to denounce "without delay" all "infringements", (Article 556), and "to remove or have removed all hindrances and nuisances or obstructions", (Article 550), on the water-courses under his jurisdiction.

He must, furthermore, "when he deems it necessary and each time that he is requested to do so by the Council or the Mayor", visit the water-courses over which he has control, note what condition they are in, have legal action taken against "all persons who have neglected to fulfil their obligations", and submit to the corporation, "twice a year" in the first half of June and in the first half of October, an accurate and detailed report of his findings, (Article 568).

In cases of negligence or omission, the inspector is liable to be fined and be made to pay damages and interest and a similar possibility prevails when an inspector "refuses or neglects, without reasonable motives, to obey and carry out the orders of the local or county council, regarding the work which is under his supervision." (Article 546).

The municipal corporation is equally responsible for all damages caused by the fault of its inspector. (Article 143).

The inspector, finally, possesses all the powers necessary for him to carry out his duties and nobody (Article 141) can with impunity disobey his orders or in any way prevent or hinder him in the exercise of his functions.

I will also say a few words, in closing, of the law of March 13th., 1941, pertaining to drainage, which legislation gave birth to the Quebec Drainage Bureau.

It was believed in certain circles that this new law did away with all our municipal laws regarding the drainage of lands and that the Bureau, in this domain, was taking the place of our municipal institutions.



When the work projects are regulated, it is at the cost of the proprietors of the lands which the water-course serves to drain, "in accordance with the area covered by this land and in the proportion established by the competent authority". (Article 515). Even here, however, the work done with the sole object of draining low and surrounded lands onto higher ones is carried out at the exclusive cost of the former.

The contribution to the work can be made in labor, in materials or in money, according to the mode of contribution established by the competent authority, and Article 685 allows contributions in labor or materials, upon their maturity, to be converted into money.

Persons supposed to do the work must carry it out in the time specified under penalty of fine and of payment of damages and interests. (Articles 533 and 573).

The lands of railway companies are subject to such work in the same way as are the lands of other tax-payers.

Furthermore, "all railway companies must", under penalty of fine and payment of damages and interest, "make and maintain ditches and water-courses," on their properties "and are subject, like all other tax-payers, to all the dispositions of the by-laws, "procès-verbaux" or other municipal ordinances passed for this purpose, even if such work projects are not profitable to the company". (Articles 20 and 21).

These work projects cannot be undertaken by the municipal authority unless the specifications and estimates have been submitted to the Board of Railway Commissioners, which has replaced the old Railway Commission, and unless the company has neglected or omitted to have them done within a reasonable delay. Such are the provisions of Article 270 of the Federal legislation pertaining to the railways.

The municipal inspectors plays the dominating role, and the most important one, in the execution and supervision of the work projects. The Municipal Code gives over a whole chapter (Article 534 and the following ones) to define the powers and duties of municipal inspectors and to establish the conditions in which he should exercise his functions.

The inspector, although named by the local corporation, becomes "an officer of the County corporation, with regard to the county work projects over which he has supervision". (Article 541).

In municipalities where there are only "divisional road inspectors" the latter, in their respective territories, serve as municipal inspectors.

The present Code totally ignores the ancient institution of special officers and of trustees and it does not allow the municipal authority, as the old Code did, to exempt the inspectors from any of his obligations. No special officer or trustee can be substituted for the municipal inspector nor can they replace him.

All three of these means of regulation, as can be seen, are closely allied as to the base. They have the same judicial range and scope. It seems, however, that the system of "procès-verbal" lends itself best to complicated cases likely to give rise to difficulties, the system of by-law to urgent cases easy to settle, and the system of deed of agreement where there is perfect, or well nigh perfect, agreement between the interested parties.

The system of deed of agreement is perhaps less subject to be contested before the Law Courts than the other two because it is the result of a convention between the immense majority of the interested parties. It still can be contested like the other two, however, in the same conditions and for the same reasons.

There is still another factor. If the by-law or "procès-verbal" systems can survive a partial annulment, this is not true of a deed of agreement. The annulment, even partial, of a single constituting element of the convention means the annulment of the convention itself.

The deed of agreement system, finally, is more rigid than either the by-law or "procès-verbal" systems in that it cannot be modified in any way by the municipal authority. According to Article 503, "it remains obligatory until such time as it is replaced by a subsequent "procès-verbal", by-law or a deed of agreement".

### 3.- Execution of work projects.

We have seen that all municipal water-courses, by the very fact of their existence, fall under the jurisdiction of one or several municipal corporations and we have also seen in what condition water-courses should be kept, whether or not they happen to be regulated by municipal authority.

Article 453, under penalty of fine and payment of damages and interest, obliges "all municipal corporations" to "see that water-courses under their control are kept in the condition required by law, by "procès-verbaux", by by-laws and by deeds of agreement".

There is there a rigorous obligation to be observed which no municipal corporation can ignore.

In the case of an inter-county water-course or of a water-course of delegates, the corporations of the county interested are "jointly and severally obliged to see that the water-course is kept in the condition required". (Article 453, fourth paragraph). They cannot pass off this obligation onto each other nor can they charge one of them to do the work.

The work can be carried out either by the tax-payers interested, jointly or separately, or by the municipal corporations itself, by the day or by contract.

In the absence of any by-law, "procès-verbal" or deed of agreement the work projects required by law are at the cost of the waterside proprietors, except in cases where the projects are specially destined to drain low and completely surrounded lands onto higher neighbouring lands. The owners of the former lands, in such a case, are the only ones who have to see to the work.

But even outside such period, however, the municipal inspector should carry out or have carried out, "in the cases of obstruction of water-courses by snow, ice or by any other cause", all the work "necessary to prevent floods and facilitate the flowing of the waters". (Articles 506 and 539).

It is prohibited, furthermore, under penalty of fine and of having to pay damages and interest, to obstruct or allow to be obstructed in any way a municipal water-course, to cause "an obstruction or nuisance", or to render "its use difficult or dangerous". (Articles 509 and 555).

The banks of water-courses, finally, should be kept "free of troublesome vegetation and of piles of branches or of other waste matter", within a radius of at least "fifteen feet from the bank". (Article 505a).

In addition to be submitted to the general dispositions which we have just mentioned, municipal water-courses can be regulated, either wholly or in part, by "procès-verbal", by by-law or by a deed of agreement. (Article 501).

The system of "procès-verbal" is the most scientific means of regulation and the one which offers the most guarantees, but it is generally more costly than the other means of regulation. It is the work and act of the special superintendent. He draws up his "procès-verbal" only after a careful examination of the area involved, in the presence of the interested parties, and after having carefully weighed and reflected over the statements of the interested parties. The "procès-verbal" once it has been prepared, is deposited at the office of the municipal corporation and the interested parties are invited to go and consult it. It is later homologated by the municipal authority, with or without modification, after serious consideration and after having summoned together and heard the views of the interested parties on the subject.

The system of proceeding by means of a by-law is more expedient and summary. It consists in the act of the Municipal Council itself and necessitates on the part of the Councillors a sufficient knowledge of the question to be settled. It is only adopted after the interested parties have been summoned and heard, and also only after serious consideration.

A deed of agreement necessitates a perfect understanding between most of the tax-payers interested. It is the deed of the interested parties themselves and the expression of their will. It has to be signed by the proprietors of at least three-quarters of the areas of land subject to the work in question. It is homologated by the competent authority, according to its nature and form, after the non-signers or dissidents have been summoned and heard, and again only after serious consideration.

Its ruling, whether it is arrived at and done by "procès-verbal," by-law or deed of agreement should indicate the designation and situation of the water-course, the specifications and estimate of the work to be done, the lands covered by the ruling and the area of these lands, and the mode of contribution to defray the costs.



Both boundary ditches and road ditches can be converted into a municipal water-course when it is called upon to drain one or more lands, in addition to the lands upon which they are situated.

Municipal water-courses are under the sole control of a local or county corporation, or under the control of several county corporations jointly, according to whether they are local, county or inter-county water-courses.

Local water-courses are those which are entirely situated in a lone local municipality, or which are declared to be such by law.

County water-courses are those situated in more than one local municipality or between two or more local municipalities which all are located in a sole county municipality, or which are declared to be such by law.

Inter-county water-courses, or, to quote a popular expression, water-courses "of delegates" are those situated in more than one county municipality or between two or more county municipalities, or which are declared to be such by law.

In virtue of Article 447 and the following ones of the Code, a local water-course can be converted into a county or inter-county one, a county water-course can be converted into a local or inter-county one, and an inter-county or "of delegates" can be converted into a simple local water-course or a simple county one. Such action, however, cannot be taken simply to satisfy a whim or with the sole purpose of relieving one's self of obligations imposed by law, or to assume a control which the law refuses. Otherwise, of course, this would mean that all the economy of our municipal legislation in matter of water-courses would be completely changed.

All cases of conversion, consequently, should rest on legitimate motives and should be in conformity with the common interests of the proprietors interested.

There exist water courses which can interest at the same time one or several municipalities governed by the Municipal Code and one or several urban municipalities governed by the Cities and Towns Act.

In such a case, the Cities and Towns Act, (Article 427, section 28), provide that the urban municipality be considered, with regard to such a water-course, "as a local municipality falling under the control of the County Council or of the Board of delegates," according to the case, after express consent and the nomination for this purpose of a delegate by the Council of the urban municipality, or after a judgment pronounced in justice and having the same effect.

## 2.- The regulating of water-courses.

A water-course, whether it is regulated or not by municipal authority, must, according to the law, "be kept in good order and free from all obstructions which might prevent or interfere with the flowing of the waters at all times, from the first day of May to the following October 31st.", or during all other periods which municipal authority might determine. (Articles 505 and 508).



Talk by Mr. Rénald Blanchet,

Law Officer of the Drainage Office

"Mr. President,  
Gentlemen,

It is a great honour for me to be called upon to study with you the question of municipal water-courses.

This matter gives rise to a multiplicity of judicial problems which frequently vary from one water-course to another and which cannot be solved very easily unless one possesses fully the fundamental dispositions of our legislation in this domain.

With your kind permission, therefore, we will consider municipal water-courses from the triple point of view of jurisdiction, of regulation and of the execution of work projects.

#### I.- Jurisdiction over water-courses

The Municipal Code pays particular attention to the drainage of land, either by boundary ditches, by road ditches or by municipal water-courses. It even goes so far to make special provisions, in Article 614a and the following ones, to assure "sufficient outlets" for artificial drainage works.

Boundary ditches, serving to drain the two lands between which they pass, are under the jurisdiction of rural inspectors and do not in any way come under the jurisdiction of municipal corporations.

Road ditches, that are supposed to drain the highway itself and the land bordering it, are considered part of the road itself and thereby fall under a control different from that affecting municipal water courses.

Municipal water-courses, which serve to drain one or several lands on other neighbouring lands fall, by the very fact of their existence, under the immediate jurisdiction and control of municipal corporations.

It is not necessary for a water-course, to be considered a municipal water-course, to be the work of man or to have been regulated in any way by municipal authority. All that is necessary is that it serve to drain land, that it drain one or several lands on other neighbouring lands, and that it be neither a boundary ditch, nor a road ditch, nor a water-course or part of a water-course which is navigable.

A municipal water-course, generally speaking, should serve to drain "several lands", meaning at least two. Such is the opinion expressed by Article 499 of the Code. But Article 512 provides for the existence of municipal water-courses which might serve to drain only a single land when it allows a water-course on higher lands to assure the drainage of a low or swampy land. This means a land, to express the idea in another way, which, being surrounded by surrounding higher lands, has not other means of being drained.

Mr. Wilfrid Labbé therefore invited Mr. Yves Prévost to deliver his address and it was agreed that Messrs. Blanchet and Jean would give their talks in the course of the day later on provided that the discussion of the resolutions did not end up by taking too much of the assembled delegates' time.

Developments were such, however, that neither of these two men was able to deliver his scheduled address due to lack of available time. As the two subjects on which they were to talk, the drainage of agricultural lands and municipal water-courses, are of considerable interest to the members of the Union of County Councils, it was considered that something should be done about the matter.

We are very pleased to be able to reproduce herewith, consequently, good summaries of the two addresses which originally were scheduled to have been delivered by Messrs. Blanchet and Jean before the delegates at the convention. These summaries will appear right after the talk of Mr. Prévost which follows immediately.

Talk by Mr. Yves Prévost, K.C.,  
charged with the codification of municipal laws

The next speaker was Yves Prévost, K.C., who is the Government official charged with the codification of municipal laws, and he told the assembled delegates that "the codification of our municipal laws is urgent, necessary and even indispensable for the good and sound administration of our municipal affairs".

Mr. Prévost explained that, in any recodification of municipal laws, it was particularly necessary to-day to take into account all the progress made and to provide the municipalities with the necessary means to face their needs and solve their problems frankly and honorably.

"Codification, when all is said and done", he explained, "merely means that all old texts have been revised and brought right up to date. The first Code, dating back to 1885, had 1,093 articles and the second one, that of 1916, still possessed a total of 832.

"The Municipal Code must be extremely clear and precise", the speaker declared, "and this clarity and preciseness cannot be attained without the collaboration of the members of all organisms interested in good municipal administration.

"Questions which would be particularly studied in all recodification work," Mr. Prévost explained in concluding his remarks, "would include such matters as roads, water-courses, waterworks, sewage systems, the repartition of costs and charges, systems of procedure, various work projects, elections, the imposition of taxes, referendums, the powers of corporations, and public responsibility."

In fact the Rural Electrification Bureau encourages district co-operatives which have the advantages of extending administrative expenses on a greater number of members, of being adapted to geographical conditions and of having a more competent staff of employees.

Can the co-operatives expropriate the villages that are actually receiving power from private utility companies?

There is an article in the law that gives the right to co-operatives to expropriate a line belonging to a company, a municipality or a private person. In many cases, this expropriation will be necessary to permit the development and the existence of the co-operative.

Who will establish the value of the expropriated line?

The amount to be paid shall be established by an arbitrage committee. Recently, a co-operative and a private owner of an electric line accepted the evaluation proposed by the Rural Electrification Bureau, in other cases the price will be determined by the Provincial Electricity Board. In every case, the expropriation of a line must be approved by the Bureau who will see to the respect of the legitimate rights of each party.

A number of new resolutions were submitted to the congress and then too were referred to the resolutions' committee which was scheduled to present its report the following day. The meeting was adjourned at five o'clock and the delegates then were invited to attend a magnificent reception given by Mr. Auguste Baribeau, the Vice-President of the Association. Mr. Baribeau, in the course of the evening, also entertained the delegates by showing an interesting moving picture film on rural electrification.

Friday, November 9th.,

Morning Session.

Delegates in attendance again were numerous as the first general business session of the second and last day of the congress got underway. This meeting took place in the Jacques Cartier Room and, as for that of the previous day, Mr. Wilfrid Labbé was presiding over the deliberations.

The delegates, at the outset of the meeting, asked that the resolutions' committee submit its report to the general session on the numerous resolutions which had been sent to it for study. An accurate idea of the work accomplished by this committee can be gleaned by the fact that the resolutions it studied exceeded, fifty in number.

There were, on the agenda of the morning meeting, three lecturers and subjects. They were Mr. Yves Prévost, K.C., charged with the codification of municipal laws by the Provincial Government; Mr. Régnald Blanchet, special law officer of the Quebec Drainage Bureau, and Mr. Ulric Jean, agronomist. It was found impossible to give all three talks at the meeting in question, however, in view of the large number of resolutions to be discussed.



electricity since 10 or 15 years, sends its delegates to offer its electrical services at better conditions than ever. At l'Ange-Gardien, the Southern Canada Power furnished electricity in a double range in 1944 and claimed a \$125.00 bonus from each farmer. This year, it offers electricity without asking for a bonus in a single range which desires to establish a cooperative. The farmers who paid the bonus in 1944 protested. The company refunded the \$125.00 to each farmer.

The Shawinigan Company asked for a \$8,000 contribution to build an extension line of 15 acres to electrify a manufacture. This year, a cooperative is being formed in that community, the company is constructing the line without claiming a bonus. It is very impressive to notice the zeal of private utility companies for rural electrification. They are in haste to build lines here and there where cooperatives are established.

Yesterday they creamed communities, they electrified the villages and the dense ranges but left the other parts in darkness. Today they will have to serve the whole community or leave it to a cooperative. Presently many communities have obtained that the company should extend its distribution system to all the ranges. The goal is reached because farmers benefit of electric power.

The "Act to promote rural electrification" has roused very much interest. Magazines such as "Relations", "Ensemble", "L'Action Nationale" have written many articles on this problem. And men who are acquainted with social questions have proclaimed that this act is one of the most generous and effective ever assented to by a government to promote rural electrification.

The Bureau will try to merit these marks of appreciation and thank you for having studied this problem during your congress.

The talk of Mr. Rioux gave rise to an interesting discussion. The speaker, at the beginning of his remarks, had announced that there were now 46 electricity co-operatives legally organized in the province of Quebec and that some 20 more would be organized also in the near future.

Mr. Rioux was then called upon to answer a few questions by members of the assembly.

You have just said, asked a delegate, that co-operatives will ordinarily buy their electric energy from private companies. Shall these private utility companies be obliged to sell energy to the co-operatives? And if so, what price will they pay and who will fix the tariff?

Private utility companies are public services and they will be obliged to sell electric power to the co-operatives. When there will be no agreement for the rating of prices between the company and the co-operative, the Provincial Electricity Board will establish the tariffs. When it comes to the sale price of power to the members of the co-operative, the organization must fix it in manner to cover the cost of the line, the price of the electric power, reserves and administrative expenses.

Another delegate asks if it would not be better to organize provincial co-operatives?



first general meeting is called by two members by a notice deposited in the post office at the principal place of business of the association, in a post paid envelope addressed to each member, at least eight days before the meeting. It shall elect the first directors and appoint an auditor. From that moment the cooperative is ready to begin its operations.

What are the principal conditions of success for an electric cooperative? I will summarize them in one condition:

Remain true cooperatives by taking care to literally apply the cooperative principles.

1 - Democratic control.

In a cooperative the control is given not to the money but to the human person. In a company the voting is proportional to the number of shares. In a cooperative each member has the right to vote only once no matter how many shares he holds. Here the majority controls and the enterprise cannot become an association governed only by a few rich or ambitious share-holders.

2 - Open membership.

Membership must be opened to anyone who can use the services of an electric cooperative without excessive cost for line construction and this no matter what day or what year a person desires to become a member.

3 - Patronage refunds.

Theoretically a cooperative should operate without loss or profit: it sells electric power at cost price plus the administration expenses for the network. But the net cost of an electric distribution system is quite difficult to foresee: some of the expenses are determined such as the interest and the extinction of the debt, others vary, such as the reserves and the operation expenses. You have to rely also on losses and contingencies. It is wiser to establish the rates in manner to leave a surplus instead of a deficit. This surplus is not a profit like dividends that stock-companies give to their shareholders; it is patronage refund or the difference between what members have paid for the service and what it actually cost to supply that service. They are getting back a part of their own money.

4 - Education.

Education is a very important item to maintain and to develop electricity cooperatives. The Bureau will do all it can to inform the members, to make them understand all the problems concerning the enterprise, the uses of electricity, and the best way to guide their cooperatives on the road to prosperity.

The Rural Electrification Act has presently a double effect: a direct result by establishing many miles of rural electric cooperatives; an indirect consequence, by forcing companies to extend their rural lines. When a cooperative is constituted in a community the private utility company who has refused

The Bureau lends 75% of the cost of the line construction to the cooperatives. The coops may free themselves entirely of their obligations respecting such loans by paying to the Bureau, for thirty years, three percent per annum of the amount borrowed. Moreover the Bureau lends them its equipment and the services of its engineers and technicians for the acquisition, construction, establishment and operation of their undertakings, and the services of advocates and notaries for the conduct of legal and litigious business and generally to supervise and control their operations and their book-keeping.

The Bureau can also furnish to the cooperatives at cost price all such material as they may need for the construction of the line and the wiring of the houses. If the cooperators group their orders they will save a lot of money.

Cooperatives must furnish 25% of the capital needed for the construction of its electric distribution system. Each share is worth (\$10.00) ten dollars and members are recommended to subscribe ten shares each. That is the individual contribution necessary to construct the line.

A rural line costs about \$2,000.00 a mile and these are about 5 farmers per mile. If there 5 members subscribe ten shares each in the electricity cooperative, together they furnish \$500.00, or 25% of the total cost provided for the construction of the line.

Let us suppose that a distribution system has a hundred members on every twenty miles of line. Each member subscribes \$100.00. They furnish a total of \$10,000.00 of invested capital or 25% of the total cost of the line construction. The Bureau will make a loan of \$30,000.00 to the cooperative, or 75% of the total cost of the line. On this loan the cooperative pays a 3% interest during 30 years.

The Bureau also makes to any farm owner who is a member of a cooperative, for the cost of electrical installations on his farm, loans up to seventy-five percent of the cost of the installation but not exceeding in any case the sum of five hundred dollars for each farm. This loan is repayable in ten equal annual instalments with interest at one per cent.

Twelve members are sufficient to form an electricity cooperative. That means that a group of 12 farmers who are situated at a reasonable distance from transmission lines can, if that is their desire, benefit of electric power on their farms. The Bureau, however, prefers to establish electric cooperatives with the greatest number of members possible. Some of them, like those in Temiscamingue and the Gaspé peninsula will group fifteen communities; others will have five or ten communities. We actually have 46 incorporated electric cooperatives and twenty others will follow shortly.

It is very easy to constitute an electricity cooperative. A declaration formula will be signed by twelve members in triplicate before two witnesses. One of the triplicates shall remain in the records of the cooperative, another shall be forwarded without delay to the Provincial Secretary and the third shall be sent to the Bureau. A notice of the formation of the association shall be published by the Provincial Secretary in the Quebec Official Gazette and from and after such publication the association shall be incorporated. Then the

companies prepare and indite contracts between the R.E.A. and the cooperatives, between the cooperatives and their members. They deal with the hiring of a competent manager, with the preparation of budgets, with the approval of a good system of accounts and book-keeping.

Consequently we are witnesses of the most rapid expansion of rural electrification south of the border and of the greatest cooperative movement of history because 90% of the R.E.A.'s borrowers are cooperatives that respect the famous principles of Rochdale.

No doubt that this marvelous development is not attributable to private utility companies who put up great struggles against this organization. They launched and distributed books, bulletins, pamphlets and published articles in thousands of newspapers to put the R.E.A. out of order. They paid famous engineers to discredit the new methods of construction and expert accountants to criticize the financial system of the R.E.A. They even sent agents from house to house to tell the farmers that their signature, as members of the cooperative was equivalent to a mortgage on their properties and that the failure, more than probable of the organization would lead to their financial ruin.

But the companies most efficient method was to construct lines that hindered the development of cooperatives. When farmers who had asked in vain for electric power during 15 or 20 years had the intention to make steps toward the R.E.A., the company immediately erected an electric line in the most populous sections of the future cooperative. In 15 States, farmers who had signed the incorporation of their enterprise, were compelled to protect their territory night and day to stop the private utility companies from constructing nuisance lines.

The phenomenal success of the R.E.A. was a great disappointment for private utility companies. Before 1935 they repeated that all the american farms that could be economically electrified, were receiving electric power and that any government enterprise for the distribution of electricity in rural districts was doomed to perish.

But, since 1935, over two million farms were electrified by the R. E.A. and this administration has installed enough miles of lines to go around the earth twenty times. That is why the countries who want to furnish electric power to their rural communities draw inspiration from the R.E.A. Eighteen American republics have sent engineers to study the organization of R.E.A. cooperatives. Some canadian Provinces seem to follow their example. Manitoba has published a report which analyses with much interest this definite experiment.

At its last Session the Government of Quebec has adopted a law to promote rural electrification by means of electricity cooperatives. This act established a Rural Electrification Bureau composed of three members. The aim of this Bureau is to help the farmers to group themselves so they may be able to get electric power. The cooperatives can produce, transmit, distribute and sell electric power a few cooperatives will generate, transmit and distribute energy to their members; but most of them will buy the power from the Government or a company and distribute it to their members. They have the right to take over all these electric operations.



In fact the Provincial government furnishes the power to these enterprises, coordinates their administration and attends to their book-keeping.

However the municipalization of electric power, even if it is guided and coordinated by the State, has not settled the problem of rural electrification; the Hydro has organized 184 rural districts to bring electric power to the farming communities.

The limits of municipal jurisdiction are usually determined for administrative purposes, but the electrification zones are delimited by topography, precipitation, watersheds and other natural or economical conditions out of municipal boundaries; these conditions call for an electric distribution system based on cooperation.

Since the establishment of the Hydro in 1906, the developments realized in hydro-electric spheres, the transport of power on long distance lines, a more perfect knowledge of the possibilities of cooperation and electricity, what is done in other countries and our own cooperative realizations oblige us to consider the cooperative formula as the best for a vast programme of rural electrification.

The government could have generated and distributed the electric power itself. It would have been accused of replacing the hydro-electric trust by a state monopoly and of practicing political favouritism. The fartherly state which is being introduced more and more in the spheres of social legislation has no reason to take part in the distribution of electricity. There is a middle term which can set aside the grievances and bring together the advantages of governmental intervention: it is the distribution of electric power by means of cooperatives.

This formula has given proofs of its capacity in other countries. In Czechoslovakia, Sweden, Denmark, Finland, Germany, Switzerland, Italy, Poland, Latvia, rural electrification has been developed through cooperatives which have received government assistance.

The Rural Electrification Administration in the U.S.A. owes its expansion and success to cooperation. The late President Roosevelt often declared that electricity was a necessity of modern life and that rural electrification was a question of national importance. Where the Tennessee Valley Authority had given excellent results, the President established, on the 11th of May 1935, the Rural Electrification Administration to promote the distribution of electric power in farming communities.

To launch the R.E.A. Roosevelt appealed to private utility companies who had all the necessary elements to bring this vast programme into execution. The companies cynically replied: "We are not charity organizations." The farmers, on the contrary, answered by establishing electricity cooperatives.

The R.E.A. attends to the technical, financial, and cooperative direction of its organizations. Its experts have helped the cooperatives with all the complex and numerous legislative problems. They incorporate the society, supervise the live construction, settle difficulties with railroad and telephone



The construction of rural power-lines will employ the manual labor that other industries will not be able to hire after the war. And contrary to other public works this one is a self-paying enterprise.

For many other reasons, rural electrification is necessary to increase our farm production, to reduce the cost-price of our agricultural products, to bring to our rural families more leisure, more happiness, more prosperity that cannot be counted in dollars and cents, but that must be calculated from a social standpoint.

Up to now our farmers could not take advantage of this marvelous instrument of comfort and production. Nevertheless our Province is particularly favoured in so far as its hydraulic resources are concerned. Quebec has more than 50% of the harnessed horse-power in all Canada (six-million H.P. out of eleven). In proportion to its population it holds the first place in the world for its electric development. It includes the two biggest power houses of the world. But near this great generating plant the farmers are not able to obtain electric energy.

The provincial government wants the farming districts to take profit of this providential gift which must not be employed to the enrichment of a few people, but which must be expended to the service of the whole population.

Would it have been a good thing to leave this task to private utility companies? No, because these companies are not interested in rural electrification on a large scale. They bring electric power to the farms around the city districts or in the dense parts of the country; they attempt to electrify the best and the most remunerative communities. But, rural electrification does not bring high profits. Until lately private utility companies required ten customers per mile before beginning the construction of a rural electric line. Ontario's Hydro and the REA of the United States were satisfied with two farms per mile. That is one reason why we cannot rely upon private enterprise for intense rural electrification.

Electrification through municipalization has obtained great success in some large cities but it can be realized only in those city districts where the distribution system is important enough to justify the employment of a technical and administrative staff.

Moreover, the distribution of electricity is not included in the ordinary powers of rural municipalities, where it is question to electrify one or two ranges, can the municipality reasonably undertake this unknown project to aid a few farmers? The other people in the community would believe that these farmers have taken advantage of them. Wouldn't be more logical if those concerned could be grouped to organize their electric service?

If many municipalities were interested in the same electric enterprise, you can imagine all the financial and administrative complications that may be brought about. One may object that in Ontario the municipality association for electrical service is a success. But in that Province it is the government who at the beginning took over the control of the municipal enterprises.

that experts had not yet resolved. Theoretically any explosive can be transformed into horsepower and heat, but if you use dynamite to make your car run, you can be sure that it will run only once and that will be all!

As long as we are not able to transform atomic energy into power than can be useful to agriculture and industries, we will still have to count with electricity for many generations to come.

Electricity is the characteristic of our times. It has contributed to the achievement of great inventions which have transformed the world since the last fifty years. It gave us the telephone, the movies, the radio, the television. The electric spark brings into action the automobile, the airplane, the submarine. The same electric cable lights the home, the public places, runs the razor and the most powerful motors of industry. It is through the exact evaluation of each electric charge in different substances that experts have been guided to the discovery of atomic energy.

It is impossible to conceive a modern city without electricity. An unimaginable network of electric cables form the blood and nerve system of an urban organism. All the social and commercial activities are impeded everytime the power fails. Nevertheless electricity should be more indispensable in farming than in urban districts because agriculture, in so far as our social, economical, national and religious problems are concerned, is our most important industry. Out of our agriculture, centred on the family, come many products which need different transformations. Because of its marvelous suppleness, its ability to be divided infinitely, to be converted into chemical, luminous, calorific energy, electricity can be adapted to all the necessities of the farm. It alone can bring, heat, refrigeration and power to almost all the 150,000 farms throughout the Province.

A farmer declared recently: "I want electricity to modernize my home, to keep my sons and daughters on the farm". That is how he expressed the social scope of rural electrification.

The farm is a family enterprise the success of which depends mostly upon the wife. Electricity is a hundred-arm servant that renders the farmer's wife's work easier and more remunerative. In farming industry increases production and reduces the cost of products. There are more than 320 uses of electricity on the farm. One Kwh. does a man's work during a day and a half.

Electricity is practically indispensable in the dairy industry, in poultry-farming, in market-gardening, in the preservation of perishable products.

War has tended to motorize agriculture more than ever. And in the future electrified farms will have the advantage over those which will not benefit of that energy that brings light, heat, cold and power.

Electricity gives more attraction to the farm; it is necessary to keep on the farm the rural youth who want their share of civilization and progress.

Electric power will give rise to small industries in our villages; these industries will absorb a portion of manual labor and farm products.

Fire Commissioner's office. The only pumps which can be recommended are those of a capacity of 420 gallons. But our Bureau does not recommend the granting of any monies for the other pumps with respective capacities of 150 and 50 gallons."

Mr. Jean Baptiste Paradis, Mayor of St. Alexander, asked if the Government would give a grant to his municipality if it bought a military "jeep" to use for fire prevention and protection purposes. Mr. Lavigne answered that he knew that the finances of St. Alexander were sufficiently favorable that he did not quite see why the municipality needed Government financial aid to buy a "jeep", especially seeing that the present fire prevention service of the municipality appeared to be quite sufficient and adequate without making the purchase mentioned.

Mr. Henri Monjeau, Mayor of Rock Forest, near Sherbrooke, wanted to know if the Government would assist the city of Sherbrooke or his municipality to establish reservoirs which could be used by his municipality if a fire ever broke out there and the Sherbrooke firemen were called in to extinguish it. Mr. Lavigne replied that the Department did not give grants covering such cases because what was aimed at and necessary was a complete and efficacious protection against fire in one municipality.

A Mayor of a municipality of Portneuf County then asked if it would be possible to get financial assistance from the Government to replace the existing fire protection system consisting in reservoirs and wells by a better and more modern one of hydrants. Mr. Lavigne replied that the only man who could answer that question would be the Minister of Public Works himself. The ideal system, of course, he pointed out, was to have an adequate waterworks system in a municipality. Such a system, he added, pays for itself. The Government only intervenes when the finances of a municipality are in a poor condition. All interested municipalities, the speaker explained, could communicate with the Government so that, together, an accurate estimate of the cost of such a project could be determined. The Department's Budget from year to year, he explained, varied according to the number and amount of the grants asked for by municipalities.

An interesting discussion from the floor of the meeting, which followed Mr. Lavigne's talk, having come to an end, the Chairman presiding over the meeting thanked the lecturer for his address and then presented to the delegates Mr. Albert Rioux, a member of the Rural Electrification Board of the Province of Quebec.

Talk by Mr. Albert Rioux, L. A. S., D. S. Sc.,

Member of the Rural Electrification Board.

There is much talk since a few months about atomic energy, I read recently in a scientific magazine that one grain of this substance could produce ten thousand million kilowatts; this would be sufficient to furnish light, heat and horsepower to the whole country for many years. But atomic energy must be transformed into mechanical, calorific and light power. This is a problem



themselves adequately, -- and not in just a hit-and-miss fashion, -- against fire. Our legislation consequently permits certain grants to be made to help municipalities to obtain a fire protection system. These grants are based proportionately on their actual needs and on the importance of their own expenses incurred in this connection.

"A word, now, about prevention. Personally, if I were the Mayor of a municipality, I would be anxious and would feel a heavy responsibility towards the people I would be administering. The first thing I would do would be to see that my municipality passes a by-law to prevent fires as much as possible. And it would be the first thing I would have discussed at a Council meeting so that the necessary by-law would be enacted if deemed advisable. If my municipality did not have a by-law prohibiting smoking in a garage, for instance, I would feel morally responsible if a life were lost in such a fire. There are idiots who light up their cigarettes or pipes before or while serving gasoline to a customer. The life of citizens surely is enough cause to have a Mayor see that a municipality passes a by-law in order that control be exercised over the conditions of the chimneys of private houses, for example. The careful and periodic inspection of the chimneys of each house eliminates dangers from fire. Such a move would necessitate only a little effort. Mayors have only to write us and we will send them a propagandist who will explain to them fire hazards and how to avoid or eliminate them so that rural life will be safer and more agreeable."

Mr. Emile Morin asked Mr. Lavigne, after the latter's talk, if he could suggest a model municipal by-law which could be adopted regarding fire prevention and the Fire Commissioner replied that he had copies of such a by-law in his office files and that he would be most pleased to send copies to anyone asking him for some.

Mr. Adam Pellerin, Mayor of Ste-Flore, thanked Mr. Lavigne for the grant which his office had sent that municipality to help it improve its fire prevention and protection system.

Mr. Lavigne said he was happy at this tribute paid by the Mayor of Ste-Flore but pointed out that the thanks voiced should be expressed to the Government and particularly to the Department of Public Works which had made the grants in question.

President Wilfrid Labbé then asked Mr. Lavigne what he thought of the fire pumps which the Civil Protection Committee had distributed to certain municipalities during the war, recalling that the War Assets' Corporation, at the time, was now putting them on sale.

Mr. Lavigne replied that the Federal Government necessarily had had to proceed quite rapidly with the construction and distribution of these pumps. "Work done so quickly", he pointed out, "naturally cannot be considered as being very efficient in preventing fires in municipalities. There are, for example, three types of these pumps which were distributed by the Civil Protection Committee. One type had a capacity of 420 gallons of water, another of 150 gallons and another of 50 gallons. These pumps cannot all be considered as constituting sufficient fire protection for the municipalities visited by employees of the



period, means total losses of \$300,000,000. And I am not mentioning here the useless loss of human lives. Fire can break out anywhere at any time and we have to fight it."

Mr. Lavigne then went on to talk about a specific case he knew of which occurred in the country and in which a municipality, due to the negligence of the Mayor in disregarding and ignoring sound advice which had been given him, saw half of its limits wiped out by a disastrous conflagration because it had no proper protection against fire.

"In the province of Quebec", Mr. Lavigne continued, "we have about 1,550 municipalities including 26 cities and 112 towns. But, despite this number, I can safely say that not 500 of our municipalities possess an adequate protective service against fire. This means, therefore, that more than 1,000 of the municipalities are unprotected.

"Is it as hard as all that to obtain protection?

"The Mayors with whom I have co-operated know that such protection certainly costs something but they also know that, once such a system is installed, the population is satisfied.

"Some villages, of course, are better located than others when it comes to protection. The Mayor of any municipality, in order to know what is best to do, should address himself to the Provincial organism known as the Fire Commissioner's Bureau. We have expert engineers who can be consulted. Our province is the only one in Canada possessing such a system.

"Protection against fire is truly a science which requires the help and co-operation of experts. When we have a tooth ache, we go to the dentist and when we have trouble with our eyes, we naturally consult an oculist. What then more natural, when it is a question of fire and fire protection, to get into touch with the Fire Commissioner's organization?

"Here is the way you should proceed to install a fire protection service in your municipality. All the Council has to do is to adopt a resolution, requesting the services of an engineer from the Fire Commissioner's office, and transmit it to the Minister of Public Works. An engineer is sent to the scene and a project is prepared and submitted to the municipal authorities. All this costs nothing and entails no obligation.

"All sorts of works have to be done such as the building of reservoirs, the construction of approach-roads to rivers and the buying of fire pumps and hoses, etc. When there is a question of all these things, however, people tell us that they do not reside in a city and that there is no real necessity for such heavy expenses. And I tell them that, if they mean that 15 houses can burn in another way in a village than in a city, they are right. But this still has not been proved. Fire needs and particularly fire protection needs are needs which must be met. You must not be surprised, therefore, if we insist so much that our recommendations be followed.

"It is precisely because fire protection work costs dear that the law allows the Lieutenant-Governor-in-Council to aid municipalities to protect

It is not only in the rural districts but in the province's larger urban centres too, incidentally, that the multiplication of ordonnances ends by creating legal chaos as a result of which lawyers, and taxpayers all the more so, experience considerable difficulty in discovering where the law actually begins and ends. One of the causes for this is that, very often, laws were enacted without first having consulted the legislation necessary to make sure that the new legal clauses harmonized properly with the prevailing ones.

Let haste be made to prune down and cut out these contradictory and obsolete dispositions which clutter up our Municipal Code and let only be retained those which are really useful. Even then the dispositions left still will be quite numerous and will present quite a consultation for all lawyers and citizens having need to delve into them for any reason whatever.

(La Presse, Montreal, November 13th. 1945).

#### Afternoon Session.

The delegates, shortly after the luncheon terminated, gathered anew in the River View Room to continue their deliberations. A considerable number of resolutions were submitted to the congress which referred them to the resolutions' committee and charged the latter with studying them in detail to see if the Union of County Councils could take any definite action on them. The resolutions' committee was presided over by Mr. Wilfrid Labbé and its members included Mr. Antoine Lacoursière, K. C., Mr. Joseph Richard, N. P., Mr. J. A. Plourde, N. P., Warden of the county of Lake St. John-East, and Mr. E. O. Hudon, with the latter acting as secretary.

Mr. Wilfrid Labbé then invited the assembled delegates to hear a lecture by Mr. Ernest Lavigne, Provincial Fire Commissioner, on fire prevention in our country areas.

#### Talk by Mr. Ernest Lavigne,

#### Provincial Fire Commissioner.

"I want to speak to you today about fire prevention and the best means of protection to take to prevent fires and conflagrations in our villages" declared Mr. Ernest Lavigne, Provincial Fire Commissioner, in addressing the delegates.

"We may ask ourselves, in the first place, why our rural municipalities should protect themselves against fire? Does a fire danger exist? To find the answer to this question you have only to read the newspapers and you will see that, at all times, are continually occurring fires which endanger the lives and properties of citizens. And, if you want more precise details about this situation, you have only to consult any of the pamphlets of the Bureau of Statistics.

"In the province of Quebec for the past 30 years fires have resulted in an average material loss of \$10,000,000 each year which, for the 30 year-

sion, invited Mayors and County Wardens to let the Government have their suggestions and advices. Join your efforts in order to prepare the future in a stable and permanent manner", he said. "It is no time to chew the rag. I ask you to unite, not only from the administrative and municipal points of view, but also Provincially and Federally, because the progress of your municipality follows that of your province, intimately linked to the progress of your country".

The Prime Minister was thanked by Mr. Wilfrid Labbé who presided over the lunch. "Mr. Duplessis has just told you that he was born in a rural centre", Mr. Labbé stated. "In judging him, we judge the heart of the province. You have proved your love for the agricultural classes, Mr. Prime Minister, and we are the witnesses of this proof. I thank you for the services you have rendered us and for the counsels you are giving us. We are here to discuss questions of interest and not those of money. You told us, a few moments ago, about Court proceedings taking place in your county. I must say that we have had a similar experience in our county. We shall, as a result of the good laws you will pass, avoid such legal costs in the future." Mr. Labbé also thanked the Government for its \$1,500 cheque which the Association had received from Hon. Bona Dussault. He then enumerated the names of all those sitting at the head table.

The opportune remarks of the Prime Minister on the necessity for the codification of municipal laws, made when he addressed the inaugural luncheon of the congress of the Union of County Councils, were very favourably commented upon in the Press. We allow ourselves, in this connection, to quote the following editorial article which appeared in "La Presse", of Montreal, on November 13th., 1945.

#### Bringing the Municipal Code up to Date

The simplification and clarification of the various laws or regulations governing the activities of public bodies must certainly count among the steps which should be adopted in order to both facilitate and render more fruitful the carrying out of post-war projects of reconstruction. Certain voids, obscurities and even contradictions, with which we had put up with the best we could up till now, could well become serious obstacles and cause unnecessary loss of both time and money.

The administrators and citizens of rural municipalities, consequently, must have learned with interest from the speech delivered by the Prime Minister of the Province upon the occasion of the last annual congress of the Union of County Councils, that the Government plans to bring Quebec's Municipal Code up to date.

If it is true that "rural life is the foundation stone of all durable progress and prosperity in this province"; as the Prime Minister asserted, it is equally true that we should favour its development. The revision of municipal laws is one of the means which will permit our public administrations in rural areas to operate in a more orderly and especially in a more efficient manner in future.



before the Confederation Act of 1867. Face your responsibilities unflinchingly. You are the depositaries and guardians of our essential rights and prerogatives. A duty thus falls upon you to formulate your demands and make your suggestions. Your role exceeds in importance the frame of municipal life. It attains the levels of social, family and national life. Give the example of a sacred union in your revendications for fundamental liberties. National solidarity today is more necessary than ever. It is for us more than a financial problem but one of national life or death. Do not forget that we constitute the hyphen between yesterday and tomorrow. The life of a man does not count for much but the life of a province and a country counts for a great deal. Let us be logical with ourselves as, if we fail in this task of attaining this sacred union which we have so failed in the past, it is the life and survival of our racial group which will be the price paid, and it may even mean the very survival of Confederation itself".

The Prime Minister recalled that the County Councils were rendering signal services. He related some of his personal souvenirs when, as a young lawyer, he went to plead before a County Council. Mr. Duplessis then expressed the opinion that the Municipal Code needed to be thoroughly revised and that his Government had confided this important codification task to Mr. Yves Prévost, K. C.

"This Code contains obscure or contradictory articles", the Prime Minister declared. "In it are to be found a number of formalities difficult to fill and comply with. It is quite a problem, for instance, to define properly what consists in a county road and what consists in a local road. Jurisprudence is contradictory. Some of the definitions are vague and it is imperative that all this be clarified. The question of water-courses, also very important, is another one which should be made as clear as possible. We have 25 per cent of our arable land which is being cultivated and 75 per cent which is not because the latter should be and are not properly drained off. Proper drainage facilities and methods are essential for the establishment of our farmers' sons on the land. The interests of the whole nation are involved. You benefit from religious, municipal and educational organization in your villages so it is important that farmers' sons be established in the province and as near their families as possible. Here again is involved a question of attachment to the soil. It also must not be forgotten that legal proceedings concerning water-courses are very costly to municipalities and that the clarification of the Municipal Code, inasfar as these questions are concerned, would improve things considerably in this particular domain alone.

"The question of rural electrification in the country is an equally important one. Electricity can furnish the answer to the farmers' high production cost by reducing the latter. It will contribute to help colonization, to keep settlers on the land and to enable farmers to obtain better prices for their agricultural products. We must electrify our countryside whenever and wherever possible and as promptly as we can. There is no question of proceeding with electrification with a view to harming or impeding anybody but rather with the main object of rendering service and of making the country still more attractive. Rural electrification will replace the farmers' manual labour shortage and will be extended to all rural areas likely to benefit by it. Farmers have to be able to meet their obligations and pay their debts and there is no doubt that rural electrification will greatly improve their lot". The Prime Minister, in conclu-



Address by Hon. Maurice Duplessis,

Prime Minister of the Province

Mr. Duplessis, in his opening remarks teased Mr. Dussault about the references he had just made to the effect that he, the speaker, was the father of the municipalities. "I wonder why Mr. Dussault boasts about such a thing before so many 'mayors'", he said. (The words mayor and mother are pronounced exactly the same way in French). The Prime Minister, then turning his attention to the chairman presiding the luncheon and continuing in jocular vein, declared that, as Mr. Labbé was head of the administration of Victoriaville, the latter municipality could not be anything else but a religious organization. (L'Abbé, pronounced exactly like Labbé, means Rev. Father in French). Mr. Duplessis, then assuming a more serious tone, then paid tribute to and eulogized the president of the Union of County Councils and recalled that the latter was Warden of his county and an eminent and well qualified Mayor.

"Your guest of honour was Hon. Dussault who kindly gave me the floor to speak. I was very glad to have been able to accept your kind invitation and it pleases me very much to be here because, fundamentally, I am really a rural resident. I have lived and do live in what is considered a rural region and I have learned to consider the Quebec countryside as the basic foundation stone of our province and the source of Provincial life. It is through the country and on account of the country that we have survived to date and that we will continue to survive in future. You have kept the old traditions, the gratitude, the respect and the memory of the past. Let us avoid routine but let us favour tradition because there can be no possible future based on forgetting the past. To forget the past would be to give up and deny our traditions and it would be to forget our parents. The country has preserved its traditions because they are essential as cardinal points with which to direct human activities. I did not hesitate a moment to appoint, as Minister of Municipal Affairs, a man from the country. Quebec's soul could never prosper without the country and rural life. The heart of the province can not achieve its real destiny if its rural life is not heading towards progress and prosperity. You have a rural man at the head of the Department of Municipal Affairs and another rural man at the head of the province. And I am pleased with and proud of this."

Mr. Duplessis then underlined the presence in the hall of the Mayor of Yamachiche, his cousin, and of several other Mayors included among his personal friends.

"You respect", continued the Prime Minister, "the principle of administrative decentralization in keeping up the existence of your rural municipal councils and of your country councils. You are the manifestation and the living symbol of the necessity for administrative decentralization. Similarly, if the province could not have its rights respected, there would be no Provincial Government. Mayors are closer to the people than County Wardens and the Provincial Government closer than the Federal Government. We are at a particularly difficult turning point in our history and it is you, the representatives of rural life, who should study the problems, lay down acts and make the revocations which are necessary. Nobody will be able to triumph over the French-Canadian race if we understand thoroughly the propositions of a much more serious character than the problems which had to be solved before the Union Act and

"The Union of County Councils was created subsequently and we hope that it will obtain from the Government its other request regarding public charities", said Mr. Labbé who added that the Union today numbers delegates in 63 of the 76 counties of the province and covers therefore, about all existing rural municipalities. He thanked the delegates for the honor they had done Arthabaska County when they elected him president of their Association.

Mr. Labbé then called upon Hon. Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs, to introduce the Prime Minister.

Hon. Mr. Dussault declared that introducing the Prime Minister, Hon. Maurice Duplessis, was a task which was both easy and difficult at the same time.

"The task is easy because we all know the Prime Minister", declared Hon. Mr. Dussault, "but it is also difficult because it is hard to find the words necessary to introduce him properly. I will surmount this obstacle, therefore, by presenting the Union of County Councils to Hon. Mr. Duplessis. You told me, Mr. Prime Minister, when you placed me at the head of the Department of Municipal Affairs, that I was becoming the father of a large family. What you said was quite true and I am pleased today to present to you one of your children who, although only one year old, walks quite well by himself and already has many accomplishments to his credit.

"In my career as a pilot it often happened that I encountered severe storms which lasted several days. The Captain, whenever the wind rose, used to say: watch out for the squalls. We have just passed through five years of high winds. My seafaring experiences have proved quite clearly to me that squalls are worst than high winds. Let me tell you that we are most happy to see that you are exercising a firm hand at the wheel of our ship of Provincial administration in the present difficult period.

"You find, in the Union of County Councils, people of all political colours. It is a movement which is as national as your own. You have here the best patriots, people who are fond of their country and want its advancement. You have here, for instance, His Worship, Mayor Lucien Borne, who yesterday received an honour which spreads itself over all the population." (Mr. Borne at a brilliant manifestation the previous night, had been decorated and singularly honoured by the French Consulate and by the Fighting French.) Hon. Mr. Dussault also stressed the presence of Legislative Councillors, of Federal and Provincial Members and of other prominent persons among the Mayors and County Wardens belonging to the Union. He recalled, towards the end of his remarks, the story of the proud mother, who, seeing her son, James, walking with a group of children in the street, exclaimed with pride to all who would listen that "James is the only one in the whole group who is in step".

"If we consider the age and work to date of the Union of County Councils", Mr. Dussault added, "we see immediately that the Union not only walks well but also is perfectly in step with other organizations in the general parade".

Close to two hundred guests were present in the large ball room of the Château Frontenac for the event. Many distinguished people were present and this was particularly true of the head table. At the latter, in addition to the Prime Minister and two of his Ministers, there were Legislative Councilors, the Mayor of Quebec, several members of the Union of County Councils who are at the same time either members of the Provincial Legislature or the Dominion Parliament, and the representatives of different municipal groups, etc.

Mr. Wilfrid Labbé, who presided at the luncheon, had Hon. Maurice Duplessis on his right and Hon. Bona Dussault sitting to his left. Among others noted at the head table were His Worship, Mayor Lucien Borne; Hon. Patrice Tardif, Minister without Port-folio; Mr. Charles de L. Mignault, K.C., President of the Quebec Municipal Commission; Mr. Lactance Roberge, Provincial President of the M. F. O. A.; Mr. J. R. French, President of the International Association of City Managers; Hon. Felix Messier, M. L. C.; Hon. J. L. Baribeau, M. L. C.; Mr. Emile Morin, Deputy Minister of Municipal Affairs; Mr. Auguste Baribeau, Vice-President of the Union of County Councils and Warden of Champlain County; Mr. A. J. O. Bergeron, N. P., President of the Provincial Association of Secretaries of Municipalities; Mr. J. E. Majeau, Director of the executive of the Union of County Councils and Warden of l'Assomption County; Mr. Philippe Cossette, N. P., M. L. A. for Matapédia; Mr. J. C. Nadon, M. L. A. for Gatineau; Mr. Victor S. Chartrand, M. L. A. for l'Assomption; Mr. Hercule Riendeau, M. L. A. for Napierville-Laprairie; Mr. J. A. Blanchette, M. P. for Compton; Mr. Christian Fontaine, C. A., Director of Municipal Services and Treasurer of the City of Quebec; Mr. Antoine Lacoursière, K. C., Director of the Union of County Councils and Warden of Beauce County; Mr. Albert Rioux, L. A. S., D. S. Sc., member of the Rural Electrification Board; Mr. Ulysse Boulianne, Director of the executive of the Union of County Councils and Warden of Chicoutimi County; Mr. Ernest Lavigne, Provincial Fire Commissioner; Dr. A. B. Clément, Director of the Union of County Councils and Mayor of Les Cèdres; Mr. Antonio Beaudoin, K.C., Secretary of the Provincial Association of Secretaries of Municipalities and Mr. J. A. Langlais, N. P., Secretary of the Union of County Councils.

Mr. Wilfrid Labbé asked the delegates to be indulgent towards him if he did not find words sufficiently suitable to properly introduce the distinguished guests who would speak in the course of the luncheon. He explained that, having been forced to leave school at the age of thirteen, his education and formation had suffered correspondingly. Mr. Labbé first thanked the Prime Minister, Hon. Maurice Duplessis, for having honored the delegates' meeting with his presence. "The Union of County Councils", he said, "owes particular thanks to the Mayors of Frontenac County and to Hon. Patrice Tardif, Minister without Portfolio and Mayor of St. Méthode d'Adstock, who met a number of times to discuss questions of the highest interest to the Association, and mostly those pertaining to such matters as lunatics and public charities. A delegation then went to call upon the Minister of Health and Social Welfare. This work was largely successful as the Government has assumed the complete maintenance costs for lunatics, thus relieving rural municipalities of this burden.

"Hon. Patrice Tardif and Mr. Linière Audet, who was Warden at the time, also merit our most sincere thanks." Mr. Labbé also recalled the creation of a Provisory Committee which gave birth to the Union and paid tribute to the work of the secretary, Mr. J. Alph. Langlais, N.P.



It occurs all too often that, on the eve of an election, those interested discover that the valuation roll is incomplete and that, because of the absence of essential inscriptions, a large and important number of tax-payers find themselves deprived of their franchise.

In the case of proprietors, for example, it is important that the valuation rolls specify whether they are residents or non-residents as the basic requirement of a resident-proprietor is only \$50., to have the right to vote, when required amount is increased to \$200. in the case of non-resident proprietors.

Insofar as tenants are concerned they can only vote in municipal elections if their names appear on the valuation roll as being tenants in a building the annual value of which, as inscribed on the valuation roll, is \$20 or more.

If, as unfortunately, it happens all too often, the appraisers have left the column, entitled "Annual Value", blank, this means that all the tenants of a municipality are deprived of their right to vote and such circumstances almost always result in the elections being contested.

The law allows certain modifications to be made to the valuation roll in the course of the year but these cannot be made legally except in the few specific cases mentioned in the Code. The latter does not permit the adding to a roll, on the eve of an election, the names of voters which should have been inscribed on the roll when the latter was made up or revised but which were omitted at those times either by neglect, by having been forgotten, or for any other reason.

Mr. Morin, in terminating, remitted to the president of the Union of County Councils a cheque for \$1,500., made out to the order of the Union, and representing the grant of the Department of Municipal Affairs for the year 1945.

Mr. Morin also took advantage of the opportunity afforded him to draw the attention of the delegates present to the great interest which Hon. Bona Dussault, the Minister of Municipal Affairs, had in the Union and he added that the Minister had been particularly pleased to authorize the issuing of the cheque in question when he, the speaker, had brought the matter to the Minister's attention to obtain the latter's definite and final approval of the matter.

The meeting was adjourned shortly afterwards in order to allow the delegates to meet their friends and renew old acquaintances before lunch. It was then shortly after noon. The delegates had been asked to go to nearby Dufferin Terrace, to have a group photograph taken there near the famous board walk's band stand, and the great majority of the delegates took the time necessary to go there and have their picture taken.

#### The Luncheon

The guest of honor at the first luncheon of the congress, according to the official programme, was Hon. Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs. The delegates were doubly honored to discover that the Prime Minister, Hon. Maurice Duplessis, not only had accepted a personal invitation to attend the luncheon of the Association but would also give them the pleasure of addressing the meeting along with Mr. Dussault.



"This new article grants to municipal councils the power to conclude agreements to supply water from municipal waterworks to persons located outside the limits of the municipality.

"So far, there was nothing in the law permitting, for example, a village council owning a waterworks system to supply water to persons whose properties were built in a bordering municipality close to the dividing line.

"In future, the councils of municipalities so desirous will have the power to supply these residences even if they are located outside the limits of the municipality.

"Article 8 amends Article 696 so that the annual real estate tax may be imposed by means of a simple resolution.

"I specially call the attention of the secretary-treasurers to the fact that they can impose by resolution the annual real estate tax only if the council has adopted in the first place a by-law authorizing such procedure.

"Evidently, such a by-law needs not be adopted each year. If such was the case, there would be no improvement. It is only necessary to adopt a by-law once; from then onward, and as long as the council does not change its mind and repeals the said by-law, an ordinary resolution will be sufficient to impose the annual real estate tax."

Mr. Morin then dealt with the question of the pro-mayor.

He explained that it was in the interests of the councils always to have a pro-mayor in office so that the administration of the affairs of the municipality could not be paralysed when the mayor, either through illness, on account of absence or for any other reason, is unable to act.

The pro-mayor, furthermore, has the right to sit at the County Council when the mayor is unable to attend a sitting.

There is no inconvenience to naming one of the councillors pro-mayor as such an appointment does not deprive him of his ordinary voting rights as a councillor. Article 123 of the Municipal Code, on the contrary, specifies that a pro-mayor, presiding over a meeting, can vote on any question being decided as a councillor and even is entitled to cast a second ballot in cases of draw votes.

After having briefly discussed the questions of tax collections and of the appointment of auditors, Mr. Morin insisted on the necessity for the mayor to assure himself that the valuation roll is prepared as well as possible and fully according to law.

The speaker stressed the point that the valuation roll, in addition to serving as a base for the repartition among tax-payers of the burden of municipal taxes by establishing the real value of each taxable property, also serves as an electoral list of voters in municipalities governed by the Municipal Code.

"These recommendations by the Association have been acted upon and, from now on, this notice can either be served on the members of the Council as in the past, or sent by mail, by registered letter; but in the latter case, it is compulsory that a Sunday be included in the delay of convocation.

"As you know, under the law, the delay for notice of convocation to special sittings of a local council must be of at least two clear days. This means, in practice, four days as in the calculation of the two clear days neither the day of the serving nor the day of the sitting is to be taken into account.

"For example, in the case of a special sitting convened for a Thursday, the secretary-treasurer must serve the notice of convocation on Monday. On the other hand, if he prefers to send the notices by mail, he will have to mail his letters at the post-office, registered, to the address of each one of the members of the council, at least the preceding Saturday, in order that the delay of convocation may include a Sunday.

"This provision to include a Sunday in the delay of convocation has been imposed by the legislator because, in many rural municipalities, the members of the council only go to the post-office on Sunday, after the mass.

"Article 392a of the Municipal Code has also been amended. This Article 392a is one of the most important of the Municipal Code as it grants to councils the power to enact by-laws governing building and zoning.

"It facilitates the application of the better principles of Town Planning and our councils take more and more interest in this question and many are already planning to adopt by-laws under its authority.

"Until now, the Councils of all the village municipalities could avail themselves of the powers granted by this Article. In the case of rural municipalities, only those which were bordering a national park, a city or a town could equally make use of these powers.

"By the amendment implemented by Article 4 of the Act 9, George VI, Chapter 70, the provisions of this Article 392a will, in future, apply to all the municipalities governed by the Municipal Code.

"Article 5 adds, to the Municipal Code, Article 404a.

"The object of this article is to allow the councils of all the municipalities governed by the Municipal Code to enact by-laws relative to the disposal of garbage.

"This sanitation measure was urgently needed in many municipalities but the Municipal Code did not grant sufficient powers on this point. In future, all the councils will have sufficient powers to remedy the situation when necessary.

"Article 7 adds to the Municipal Code Article 409a, after Article 409.

"The Government, some time ago, appointed a commission charged with making a survey of the whole question of municipal and school valuation in the province and charged it with drawing up recommendations in order to assure a better repartition of municipal and school taxes in the future.

"This Commission, which Mr. de la Bruère Fortier, N. P., heads as President, is called the Board of Inquiry into the Repartition of Municipal and School Taxes.

"Members of this body, obviously, are anxious to get practical suggestions from different sources about this important question and there is no doubt that the Union of County Councils is one of the organizations most favourably placed to co-operate with the commission in its work to realize its previously mentioned aims.

"I know, furthermore, that your Board of Directors realizes the importance of the work this commission is being called upon to do in the interests of our municipalities and that it has already tackled the problem.

"It is evident that each county council will have to co-operate with the Union's directors to facilitate the work of the latter.

"The Legislature made a number of amendments to the Municipal Code in the course of its last Session.

"Almost all of these amendments were adopted to realize wishes expressed on this subject either by the Provincial Association of Secretaries of Municipalities or by your own Union.

"A certain number of these amendments are of a technical nature and are primarily of interest to secretary-treasurers.

"I explained at some length, in the Municipal Review the nature and effect of each of these amendments but I think that I could interest you by repeating some of these explanations here and particularly those which touch most directly the people who really run our municipalities, that is to say, the Mayor and Councillors.

"The amendments made to the Municipal Code at this last Session are found in Act 9, George VI, Chapter 70, 1945.

"The first concerns the convocation of special sittings.

"Until now, except in the case of county councils, the notices of convocation of special sittings had of necessity to be served on the mayor and the councillors.

"This offered very serious drawbacks in certain localities and several secretary-treasurers brought up the question at annual congresses of the Provincial Association of the Secretaries of Municipalities and suggested that the law be amended so as to allow the serving of these notices of convocation to special sittings by mail, by registered letter.

"The Association of Secretaries of Municipalities held its annual general meeting here exactly a month ago.

"This congress, like the preceding ones, for that matter, was very successful and I have no doubt that the municipal councils who delegated their secretary-treasurer to attend derived and will derive considerable benefit from such action.

"The contribution of a secretary-treasurer to his Association is a minimum one as it amounts to only \$2.00 a year.

"The number of secretary-treasurers belonging to this Association is so great today that I wonder if the County Councils could not assume the payment of this annual contribution for the secretary-treasurers of each of the municipalities of the county.

"Moreover, during their last congress, the secretary-treasurers acting upon the request of their Board of Directors have adopted a resolution asking you this advantage.

"A few County Councils already are doing this without it costing the county any more as, in the majority of the cases, the local municipalities already are paying this two dollars for their secretary-treasurer.

"You would be rendering a great service and you would please your secretary-treasurers very much if the County Councils, by resolution, decided to defray the cost of this annual subscription fee of \$2.00 so that the secretary-treasurers of all the local municipalities in each county could be members of the Association.

"You would also save this Association of Secretaries of Municipalities the relatively high cost of collecting this low yearly contribution of \$2. from its 1,200 odd members.

"I mentioned, a few moments ago, the courses in administration of public affairs which we gave in about all sections of the province.

"There are, unfortunately, a still too great number of counties where we have not yet gone.

"I would add, however, that we have been asked to give such courses next spring in the Rivière-du-Loup and Rimouski districts.

"I need hardly add that it would give us much pleasure to go into all other counties too but that we cannot do so unless, in the first place, we have been invited to do so by the interested parties. We wish to terminate this work as quickly as possible because the municipal authorities of a number of the districts where we already have gone to give a first course now are asking us to return there to give them a second and more advanced course.

"We intend, on the occasion of this second course, to invite members of municipal councils and school commissions to attend part of the lectures and meetings. It is hardly necessary to add that we are counting to a great extent on the members of the Union of County Councils to help us make a success of this new initiative.



"Last year, you were making an experiment. Your Union was still in the process of being born and yet the congress, which you held at that time here in Quebec, proved to be a success which exceeded the fondest hopes felt for it.

"Your directors, benefitting by experience acquired, this year thought it better to hold a convention lasting two days. I think they deserve felicitations for having arrived at this decision as now you will have more time at your disposal to study more deeply and thoroughly the numerous and complicated problems with which you are faced.

"The agenda, as you may have noticed, is not too over-loaded. This was done on purpose to allow the delegates present all time possible for thorough discussion.

"I consider that the time allotted for discussion, personally, not only is the most interesting but also the most profitable.

"The different speakers do their best to explain to you as clearly as possible the subjects about which they have been assigned to speak but their work would be incomplete if, when they have finished their addresses, you did not have the time to ask for additional explanations about certain points which interest you particularly.

"I, personally, have the intention to limit my remarks to the strict minimum in order to give you all the time possible to ask me all the questions you want about whatever subjects might happen to hold a particular interest for you.

"Last year I spoke to you at some length about the Association of Secretaries of Municipalities of the Province of Quebec, the Municipal Review, the courses in administration of public affairs which we gave in various districts of the Province for the benefit of the secretary-treasurers of municipal and school corporations, and about certificates of competence.

"I told you, among other things, that I thought that it would assure a better municipal administration if a greater number of Councils took out subscriptions to the Municipal Review, not only for their secretary-treasurer, but also for the Mayor and each of the Councillors.

"Because, as you well know, if the Municipal Review is destined primarily to secretary-treasurers, it is equally true that the various questions about which it concerns itself cannot leave any members of a Council indifferent.

"I am pleased to be able to tell you today that a generous response was made to my appeal as Mr. Roland Bousquet, the Editor of the Municipal Review, told me that, after last year's congress, he had received a number of requests for subscriptions for complete Councils.

"There are still a large number, however, who have not done so. I think that it would be but a wise and sound administrative act if the Mayors of all these municipalities submitted this question to the Councils, at their next meeting, and had adopted a resolution to this effect.

will emerge excellent and constructive ideas which will greatly aid better municipal administration in the future.

It is to be hoped that a larger number of counties submit to the Union's Executive general or particular problems, which they find facing them, and such action could contribute to their solution for the greater common good of all. Your Board of Directors would be doubly happy if your resolutions and suggestions could be received by it as soon as possible after the holding of the different sessions of the County Councils as, in this way, it would be possible to study them sooner.

I wish to extend particular and hearty thanks to Mr. Emile Morin, Deputy Minister of Municipal Affairs, for the wise advice and valued collaboration he gave me in my secretarial duties during the past year.

I also wish to thank most sincerely the President and Directors of our Union for the devotion and enthusiasm they have manifested at all times regarding the maintenance and progress of our Union.

I likewise wish to congratulate the county secretary-treasurers for their frank and cordial collaboration in their relations with me in distributing the circulars I sent them and in sending me with promptitude, very often with very appropriate comment, the resolutions of their respective councils.

I have the certitude that our Union now is established on a solid base. And it will live because it is destined to render real services to our municipal organism. It will get stronger with the acquisition of new members. And it will be able to render still greater services each time its members submit to it their ideas and suggestions with a view to assuring better municipal administration in our province.

The Secretary-Treasurer.

Mr. Emile Morin, Deputy Minister of Municipal Affairs, then dealt with different questions of interest to the rural municipalities of this province. Referring to the suggestion previously made by His Worship, Mayor Borne, regarding the creation of a Superior Council of Municipal Affairs, Mr. Morin declared that Hon. Mr. Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs, was an enthusiastic partizan of municipal autonomy and that he was seeking the best solution enabling him to establish a Superior Council of Municipal Affairs which would be formed of representatives of the different associations interesting themselves in municipal affairs. "The creation of such a Superior Council", Mr. Morin said, "could not help but promote better relations between Mayors and Provincial authorities and bring about a more perfect comprehension of municipal problems". The speaker then continued as follows:

Address by Mr. Emile Morin,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

"I thank your Board of Directors for giving me, once again this year, the opportunity of meeting the members of the Union of County Councils of the Province of Quebec.

The Board of Directors and the Executive held a total of seven meetings in the course of the year, the Directors meeting twice and the Executive five times. There was, in addition, a special meeting called by the Hon. Minister of Municipal Affairs with the object of studying the possibility of forming a Superior Municipal Council.

Your officers have continued their recruiting campaign and I have the pleasure of informing you that ten new counties have joined the Union and which brings the number of active members up to 63. To show you the enthusiastic interest which certain counties have in the Union I will tell you, confidentially, that some twenty counties renewed their membership and sent in their contributions without having been asked to do so. I returned these to them with the necessary explanations. There is every reason to believe that new members will join during the next year and that, in the near future, all the rural counties of the province will belong to the Union.

Your directors have amended the rules of the Union to foresee cases of vacancies on the Executive and on the Board of Directors. These amendments have been incorporated in the section which was distributed to you in the course of the year.

Mr. Ulric Joron, Warden of Jacques-Cartier County, Director of District No. 14, not having been re-elected Mayor of his municipality, was replaced, according to our regulations, by Dr. J. A. T. Coallier, Mayor of the village of Contrecoeur, Verchères County. Mr. Ulric Joron also was a member of the Executive. After written consultation with all the directors, Mr. J. Ed. Majeau, Mayor of l'Epiphanie, Warden of l'Assomption County, was chosen as member of the Executive.

The regulations provide that five directors go out of office, and are to be replaced, in the course of this congress. The following districts were selected, by drawing, to name themselves new directors.

District No. 2,	present director,	Mr. J. E. Brosseau,
" " 5,	" "	" Ulysse Boulianne,
" " 11,	" "	" Linière Audet,
" " 12,	" "	" T. A. Raby,
" " 15,	" "	" A. B. Clément, M. D.

Delegates from each of these districts will be called upon to choose themselves a new director, consequently, as the rules decree that outgoing directors are not eligible for re-election unless a year has elapsed between the time they go out of office and are re-elected.

A number of resolutions, as I said above, were submitted for study by a number of county councils and several local councils. The executive gave them all its most careful attention and, in addition, created a 'resolutions' committee comprised of Mr. Wilfrid Labbé, our president; Mr. Antoine Lacoursière, K.C., and Mr. Joseph Richard, N. P.

All of these resolutions will be submitted to you in the course of the present convention along with the comments of the members of the resolutions' committee. I am sure that, out of the debate which will result, there

<u>Total</u>	\$ 2,155.25
Cash on hand, January 1st. 1945	\$ 88.87
Grand Total	<u>\$ 2,244.12</u>

DISBURSEMENTS

Board of Directors	\$ 326.90
Translation, 1944 Congress	\$ 124.25
<u>Executive</u> February	\$ 150.90
March	\$ 159.30
May	\$ 115.30
July	\$ 126.15
August	\$ 213.50
Publicity	\$ 4.53
	<u>\$ 769.68</u>
Stationery and printing	\$ 33.05
Salary of the secretary-treasurer	<u>\$ 250.00</u>
<u>Total</u>	<u>\$ 1,503.88</u>
Cash on hand, October 31st. 1945	\$ 740.24
Grand Total	<u>\$ 2,244.12</u>

Certificate

I, the undersigned, do hereby certify that this statement is in conformity with the cash book, with the documents consulted and with the information received.

(Signed) E. O. Hudon,  
Auditor.

Immediately after the reading of the Auditor's report, it was regularly moved, seconded and resolved that the report in question be adopted unanimously.

Mr. J. Alphonse Langlais, N. P., secretary of the Union, invited by the president to review the organization's main activities of the year, then submitted the report which follows:

Report of Mr. J. A. Langlais, N. P.,

On the Activities of the Past Year.

The main impression derived from the voluminous correspondence received since the holding of our first Congress is that our Association is greatly appreciated by all those belonging to it and that it arrives at the right time. Many happy suggestions have been made and resolutions on various subjects of municipal interest have been submitted. Your directors have studied them all and you yourselves, in the course of this convention, will be called upon to give your own opinion on these different matters.



DISBURSEMENTS

Organization

Secretariate, treasury, office	325.63	
Provisory Committee	244.45	570.08
Executive meeting, November 1944		97.10

Congress

Publicity	27.50	
Assistant secretary	25.00	
Insignias	25.50	
Programmes	26.99	
Hotel expenses	154.16	
Photographs	22.44	281.59

Salary of the secretary-treasurer		375.00
Stationery and printing		13.52

<u>Total</u>		1,337.29
Cash on hand, December 31st. 1944		88.87
<u>Grand Total</u>		1,426.16

List of accounts payable

St. Laurent Printers	22.26	
Wilfrid Labbé	13.50	
J. A. Langlais	10.50	
<u>Total</u>		46.26

Control of the cash balance

Balance in bank book on October 24th	665.24
Deposit made before Nov. 1st., 1945	75.00
Cash balance on hand, November 1st., 1945	740.24

Certificate

I, the undersigned, do hereby certify that these statements are in conformity with the cashbook, with the documents consulted and with the information received.

(Signed) E. O. Hudon,  
Auditor.

STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS

From January 1st. to October 31st. 1945

RECEIPTS

Fees from members, (6) at \$25.00	\$ 150.00
Grant from the Government	\$ 2,000.00
Remittance, Executive meeting, Feb. 1945	5.25

General Balance Sheet, (Estimated), Dec. 31st., 1945

A S S E T S

Cash on hand, (Oct. 31st., 1945)		\$ 740.24	
<u>Total</u>			\$ 740.24
Estimated deficit, (Dec. 31st.)			\$ 406.02
Grand total.			\$ <u>1,146.26</u>

L I A B I L I T I E S

Accounts payable		\$ 46.26	
Budgetary reserve, (Nov. & Dec.)			
General Convention	\$ 500.00		
Secretariate and Treasury	\$ 250.00		
Meeting of Executive	\$ 250.00		
Administration, divers	\$ 100.00	\$ 1,100.00	
<u>Total</u>			\$ <u>1,146.26</u>

Certificate

I, the undersigned, do hereby certify that this general balance sheet, (estimated), is in conformity with the books of the Union, with the documents consulted and with the information received, and, in my opinion, gives a true picture of the situation as estimated as of December 31st., 1945.

(Signed) E. O. Hudon,

Auditor.

STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS

From June 16th., 1944 to December 31., 1944.

RECEIPTS

Fees from members, (57) at \$25.00		\$ 1,425.00	
Bank interest		\$ 1.16	
<u>Total</u>			\$ <u>1,426.16</u>

EXPENDITURES

<u>Organization, secretariate, office</u>	\$\$	325.63	
provisory committee,	\$\$	<u>244.45</u>	\$ 570.08
secretariate, treasury,			\$ 875.00
Executive, November 1944	\$\$	97.10	
February 1945	\$\$	145.65	
March	\$\$	159.30	
May	\$\$	115.30	
July	\$\$	126.15	
August	\$\$	213.50	
Publicity	\$\$	4.53	
Reserve:			
Nov. and Dec.	\$\$	<u>250.00</u>	\$ 1,111.53
Meeting of Directors			\$ 326.90
<u>General Administration:</u>			
Stationery, printing	\$\$	68.83	
Reserve, Nov.-Dec.	\$\$	<u>100.00</u>	\$ 168.83
<u>1944 Congress: publicity</u>	\$\$	151.75	
Substitute sec.	\$\$	25.00	
Insignias	\$\$	25.50	
Programmes	\$\$	26.99	
Hotel expenses	\$\$	154.16	
Photographs	\$\$	<u>22.44</u>	\$ 405.84
Reserve for the 1945 congress			\$ 500.00
Delegation to the P. A. S. M.			\$ 13.50
Exchange on cheques and stamps			\$ 10.50
<u>Total</u>			<u>\$ 3,982.18</u>
<u>Certificate</u>			

I, the undersigned, do hereby certify that this statement is in conformity with the books of the Union, with the documents consulted and with the information received.

(Signed) E. O. Hudon,  
Auditor.

- c) Statement of Receipts and Disbursements from July 1st., 1944, to December 31st., 1944,
- d) Statement of Receipts and Disbursements from January 1st., 1945, to October 31st., 1945,
- e) Statement of Revenues and Expenditures as of December 31st., 1945,
- f) List of accounts payable,
- g) Controlling Statement of Cash balance.

The general balance-sheet, to be properly understood, must be considered along with the Statement of Revenues and Expenditures which cover the whole period between July 1st., 1944, and December 31st., 1945, and to which recorded expenditures is added a sum of \$1,100.00., consisting in a reserve for expenditures to be made during November and December, 1945.

To the expenses incurred for the calendar year have been added the organization expenditures, (administration and provisory committee) and amounting to \$570.08.

The Statement of Revenues does not take into account the contributions to be received as they are to be inscribed as revenues for the year 1946.

The Budget for the year, with all these expenditures recorded in it, shows a deficit of \$406.02 which deficit also appears on the estimated Balance-Sheet dated December 31st., 1945.

Mr. Langlais, as treasurer, has thus given an account in the manner explained, of the money which has passed through his hands, in the Statement of Receipts and Disbursements. The cash balance on hand, totalling \$740.24, is deposited entirely in the Banque Canadienne Nationale, St. Peter street, in Quebec City.

With this report being humbly submitted, I have the honour of being,

Yours very truly,

(Signed) E. O. Hudon,  
Auditor.

Hébertville, November 5th., 1945.

STATEMENT OF REVENUES AND EXPENDITURES

REVENUES

Fees from members, (63) at \$25.00	\$ 1,575.00	
Grant from the Government,	\$ 2,000.00	
Interest on bank account,	\$ 1.16	
<u>Total</u>		\$ 3,576.16
Deficit on Operations		\$ 406.02
<u>Grand Total</u>		\$ 3,982.18



The prevailing atmosphere of quiet and well being, thanks to the City of Quebec and to its Mayor, cannot help but exercise a beneficial influence on our deliberations for the greater good of our respective municipalities. And this is because a common desire animates us all, a desire founded on the very example today being given us by the Mayor of Quebec himself. Our desire is to direct our people well and to contribute to the improvement and advancement and greatness of each of our hamlets in particular and of our whole province in general."

The chairman of the meeting then introduced to the delegates the new President of the Municipal Commission, Mr. Charles de L. Mignault, K.C., and invited him to say a few words.

Address of Mr. Charles de L. Mignault, K. C.,  
President of the Municipal Commission.

"I am very happy to have this opportunity of becoming acquainted with the members of the Union of County Councils", said Mr. Mignault. "I did not have the pleasure of knowing your organization because, as you know, I have only quite recently been appointed to head the Municipal Commission. Let me say immediately, however, that my most earnest desire is to render myself as useful as possible to the municipalities. If I appear exacting at times, may I point out, I can assure you that it is neither to manifest bad will nor to cause you any embarrassment, but rather to study your problems more thoroughly and to give you better service".

Mr. Wilfrid Labbé then asked Mr. E. O. Hudon, vice-president of the Provincial Association of Secretaries of Municipalities, and official auditor of the Union of County Councils, to submit the Association's financial report.

Auditor's Report,

Mr. E. O. Hudon.

"Mr. President,  
Messrs. the Directors,  
Union of County Councils  
of the Province of Quebec.

Gentlemen.

At the request of Mr. J. Alphonse Langlais, your secretary, I have proceeded to audit your books for the period extending from July 1st., 1944, to October 31st., 1945, allowing for the period between November 1st. and December 31st., to establish the estimated balance-sheet at the end of the present municipal year.

The report, in addition to these commentaries, also includes:

- a) An estimated balance-sheet as of December 31st., 1945,
- b) Statement of Revenues and Expenditures,

Mr. Borne also dealt briefly with the urgent question of the re-adaptation into civil life of returned war veterans. He stated that this matter interested not only the Federal and Provincial authorities but the Municipal ones likewise. His Worship, Mayor Borne, in terminating his remarks, extended best wishes to the delegates, voicing the hope that their deliberations would be profitable to the municipal cause in which they were all so deeply interested, and once again expressed the wish that closer relations should develop between the Union of Municipalities, over the destinies of which he presides, and the Union of County Councils.

Mr. Wilfrid Labbé then called upon Dr. A. B. Clément, Mayor of Les Cèdres, to thank Mayor Borne for his address.

Vote of thanks moved by Dr. A. B. Clément,

Mayor of Les Cèdres.

"Mr. Mayor.

I am the living image of the municipality I represent and it is on these frail shoulders that has been placed the redoubtable but very agreeable duty of expressing our thanks to the City of Quebec and its Chief Magistrate for the cordial welcome which you have just extended us.

Quebec, North America's tower of Babel for a number of weeks, if not by mental confusion, then by the confusion of tongues, today is recovering its normal physionomy which is that of the physionomy and soul of French-Canada.

Has not the very Government of our old but always vigorous Mother Country confirmed, no later than last night, my words by having given you a decoration which you richly earned. My congratulations to you, Mr. Mayor, and long live France. Quebec, as I have said, today welcomes residents from all sections of this province with a goodwill which surmounts all and a spirit of triple collaboration. The latter consists in collaboration with our administrators in the midst of difficulties which mischievous spirits for some time past seem to have taken pleasure in setting up between them and municipal and school corporations; in collaboration with our sister organization with which we are pleased and honoured to work and we congratulate you upon being its president, --- the citizens of Quebec City, we are sure, will not begrudge us the pleasure of telling you that we are taking our large part of the legitimate pride they take in your appointment, and, finally, in collaboration with each and every one to obtain mutual benefit from the experience of each one in his own respective domain, according to the problems he has submitted concerning his own particular case.

We will study and discuss together whatever difficulties which crop us as a result of new living conditions such as the return of war veterans, the transition from war industry to industries of peace, housing, changes to be made in our Municipal Code, our taxation system, municipal or school, and of many other questions as the field of action is a vast one and its subjects are varied.

The number of people present at this second convention, when special guests and lecturers are considered, finally was close to 200. The deliberations were held in the hotel's Riverview dining room on the first day and the large hall was filled when the president of the Union of County Councils, Mr. Wilfrid Labbé, Warden of Arthabaska County and Mayor of Victoriaville, declared the congress to be officially opened. Mr. Labbé thanked the delegates for having come in such large numbers to their second annual convention and extended the most cordial welcome to them while assuring his hearers that he would bend every effort to preside over their deliberations with the greatest impartiality and in such a way as to allow each and every one to express his opinion freely.

Among those noted at the president's sides were His Worship, Mayor Borne, who came to bid welcome to the delegates in the name of the City of Quebec; Hon. Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs; Mr. Charles de L. Mignault, K.C., President of the Municipal Commission; Mr. Emile Morin, Deputy Minister of Municipal Affairs; Dr. A. B. Clément, a member of the board of directors of the Union of County Councils, and Mayor of Les Cèdres, and Mr. J. Alphonse Langlais, N.P., Secretary of the Association. Mr. Wilfrid Labbé first spoke briefly to introduce Mr. Lucien Borne, the Mayor of Quebec.

Address of welcome

by His Worship, the Mayor of Quebec,

Mr. Lucien Borne

His Worship, Mayor Borne welcomed the assembled delegates to the City of Quebec and recalled that the congress marked the second time that the Association was holding its annual convention in the Ancient Capital.

"We are rapidly approaching", Mayor Borne said, "the day when it will be imperative to modify our municipal administration if we want to preserve municipal autonomy. There is question of Federal and Provincial autonomy but, if public affairs are to be well administered, we must not forget Municipal autonomy either".

Mr. Borne stressed the fact that Mayors and Wardens, because they are elected by the people, are closer to the people and thus in a position to know the needs of their electors and to take the best means to render justice to everybody. The Mayor of Quebec then pronounced himself in favour of the creation of a Superior Council for Municipal Affairs, "because such an organism would constitute", he explained, "an authorized voice with which to tell Governments the revendications of both urban and rural municipalities". The Mayor suggested at the same time that the Department of Municipal Affairs co-operate more and more in the solving of the problems which face municipalities throughout the province.

Speaking of the commission charged with revising the present system of municipal and school taxation, better known, perhaps, as the Fortier commission because it is headed by Mr. de la Bruère Fortier, N.P., the Mayor declared that Quebec municipalities expected much from the work of the commissioners and said that this work should produce good results.

## FOREWORD

The Union of County Councils of the Province of Quebec, established in the fall of 1944, held its second annual convention on November 8th. and 9th. 1945, at the Château Frontenac, in Quebec. An elaborate programme had been prepared on this occasion so as to facilitate for the delegates, coming from all parts of the province, the study and discussion of questions closely linked with sound municipal administration.

The various business sessions, lectures, luncheons and deliberations so filled the two days of the convention that it was necessary to postpone to another time the presentation of several important matters inscribed on the programme. One of the main causes was that general discussion, resulting from the resolutions submitted to the congress, took up the time of the delegates much more than had originally been expected. Due to the importance of these questions for the members of the Association, however, we are giving substantial summaries of them in this official report.

Hon. Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs, struck the right note and declared a home truth when, at one of the luncheons, he said that "the Union of County Councils, although founded barely a year ago, already is keeping pace with other similar much older associations". The Minister added that "the Association, despite its comparatively short life, already has achieved durable accomplishments". This tribute deserves not only to be remembered but also to be recorded in the foreword of the official report of the deliberations of the congress on account of its opportune timeliness and of its evident mark of sincerity.

The delegates followed with considerable interest the deliberations which, while most interesting and animated at times, were marked throughout and at all times by perfect courtesy.

The meeting of the Wardens and Mayors was honoured, at certain times, by the presence of the Prime Minister of the Province and of several members of his Cabinet. Presidents of other professional groups, interested in municipal affairs, also accepted the invitation extended them by the Union of County Councils and followed a good part of the deliberations. May we single out and mention, among them: His Worship, Mayor Lucien Borne, President of the Union of Municipalities of the Province of Quebec and Mayor of Quebec; Mr. Lactance Roberge, provincial President of the Municipal Finance Officers' Association and Canadian director of this organization, who is the Director of Finances for the city of Montreal; Mr. J. R. French, President of the International City Managers Association, Manager of the city of Verdun, and Mr. A. J. O. Bergeron, N.P., President of the Provincial Association of Secretaries of Municipalities.

Thursday, November 8th.

Morning Session

The registration of delegates began as early as Wednesday night and, when the congress officially got underway on Thursday morning, 152 delegates already had registered and had been given the convention badges bearing their names.



TABLE of CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Address of welcome by His Worship, The Mayor of Quebec, Mr. Lucien Borne.....	2
Vote of thanks moved by Dr. A. B. Clément, Mayor of Les Cèdres.....	3
Address by Mr. Charles de L. Mignault, K.C., President of the Municipal Commission.....	4
Auditor's Report Mr. E. O. Hudon.....	4
Report of Mr. J. A. Langlais, N.P., on the activities of the past year.....	9
Address by Mr. Emile Morin, Deputy Minister of Municipal Affairs.....	11
Address by Hon. Maurice Duplessis, Prime Minister of the Province.....	20
Talk by Mr. Ernest Lavigne, Provincial Fire Commissioner.....	23
Talk by Mr. Albert Rioux, L.A.S., D.S.Sc., Member of the Rural Electrification Board.....	26
Talk by Mr. Yves Prévost, K.C., charged with the codification of municipal laws.....	35
Talk by Mr. Rénauld Blanchet, Law Officer of the Drainage Office.....	36
Talk by Mr. Ulric Jean, Agronomist.....	42
Address by Hon. Laurent Barré, Minister of Agriculture.....	47
Resolutions submitted to the congress.....	54
Election of directors.....	61
List of the delegates present at the convention.....	63
General by-laws of the Union of County Councils.....	69

THE UNION OF COUNTY COUNCILS  
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Secretary's Office  
RIVIERE-BLEUE,  
Témiscouata County, P.Q.

RIVIERE-BLEUE, June 3, 1946.

Mr. Warden,  
Mr. Mayor,

Circumstances beyond my control prevented me from sending you before now the report of the second Congress of the Union of County Councils. I believe that this report, however, even if it is arriving late, will nevertheless interest you.

This second Congress, in the opinion of all those whom I met, was an unqualified success not only on account of the large attendance at it but particularly due to the great interest manifested in the discussion of the various subjects submitted.

May I draw your attention to the fact, however, that the Union of County Councils will not be able to live unless its members give it the opportunity of exercising the important role which it is destined to play. The Executive and the Board of Directors cannot guess what problems you may have. It is up to each and every one of you first to discuss them when your respective County Councils meet, and then to submit them later on to the Union's Executive either by way of resolutions or questions.

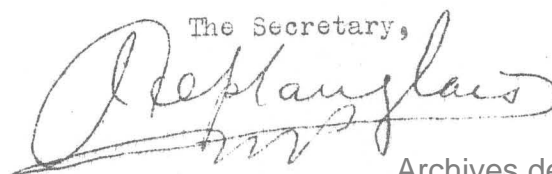
I realize that this will probably result in your imposing extra work upon yourself but such work will be well worth its while as it will contribute to the amelioration of municipal legislation and administration.

I can assure you ahead of time, knowing your secretary-treasurers, of their close collaboration. The third Congress, which probably will be held in Montreal, should also prove to be a most successful event. Your Directors now are busy preparing the programme for this Congress. But, as one says, there must be provided material to work with. Your Directors are counting on you, therefore, to supply them with the subjects and questions of discussion which are to be inscribed on the third Congress' programme.

I particularly wish to thank each and every one of you for the collaboration and interest you have always shown to and in the Union of County Councils ever since it was founded.

Yours very truly,

The Secretary,



OFFICIAL REPORT  
of the second convention of  
The Union of County Councils  
of the Province of Québec

held

November 8 - 9, 1945

at the

Château Frontenac

at Québec

under the chairmanship of

Mr Wilfrid Labbé,  
Warden of Arthabaska County

President of the Association

---

OFFICIAL REPORT  
of the second convention of  
The Union of County Councils  
of the Province of Québec

held

November 8 - 9, 1945

at the

Château Frontenac  
at Québec

under the chairmanship of

Mr Wilfrid Labbé,  
Warden of Arthabaska County

President of the Association





## L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Hébertville, le 26 août 1948.

Monsieur le préfet,  
Messieurs les maires.

Messieurs,

Notre bureau de direction a définitivement fixé les dates du dix-huit et du dix-neuf octobre prochains, pour la tenue du prochain congrès de l'Union des Conseils de Comté de la province de Québec, lequel, comme l'an dernier, aura lieu à Québec en l'hôtel Victoria.

Encore une fois, l'honorable ministre des Affaires municipales sera notre hôte pour la durée du congrès.

Votre bureau de direction s'est réuni dernièrement et il a décidé de tenir une séance du soir, laquelle sera spécialement consacrée à l'étude de: "L'évaluation des immeubles pour fins de taxation". Après un exposé de principes, les délégués prendront part à un forum, lequel donnera suite à des recommandations qui seront soumises, le lendemain, sous forme de résolutions.

En vue de ce congrès, à la prochaine session de votre conseil de comté, vous êtes prié de nommer trois délégués officiels et trois substituts, lesquels auront droit de voter en votre nom. J'inclus une formule de certificat à remplir que votre secrétaire-trésorier devra faire parvenir au secrétariat général avant le premier octobre, de même que votre contribution pour l'année mil neuf cent quarante-huit au montant de \$25.00.

Il est entendu que chaque conseil de comté peut envoyer au congrès autant de délégués qu'il l'entend et les délibérations n'auront le succès désiré que si le plus grand nombre de personnes prennent part aux discussions.

Des arrangements ont été conclus avec la direction de l'hôtel Victoria et nous aurons, pour l'accommodation des délégués, quarante chambres dont six avec lits jumeaux et salle de bain, vingt avec lit double et communiquant avec bain, et quatorze avec lit double et eau courante. Il va sans dire que ce nombre est absolument insuffisant vu que nous ne pourrions accommoder qu'un nombre restreint de délégués. Après l'assignation de ces chambres, les délégués qui n'auront pu être accommodés devront prendre eux-mêmes les mesures nécessaires à leur logement durant le congrès.

Dès le début du congrès, des comités seront formés pour l'étude de certaines questions particulières. Il y aura encore vraisemblablement un comité des chemins d'hiver et nous prierons l'honorable ministre de la Voirie de nous envoyer un représentant.



Au nombre des nouvelles questions proposées à l'étude des délégués, il y aura celle des colonies d'abeilles établies temporairement. En certains comtés, des apiculteurs venus d'autres régions apportent au printemps des quantités considérables d'abeilles, louent des terrains pour y installer leurs colonies et des dommages considérables en résultent bien souvent. Il semble qu'une réglementation serait nécessaire pour bien définir dans quelles conditions l'installation de ces colonies doit se faire.

Afin de ne pas faire perdre au congrès un temps précieux, il est nécessaire que toutes les résolutions qui nous sont transmises soient bien préparées et fassent un exposé complet de la question soumise, chaque sujet devant faire l'objet d'une résolution séparée. De plus, vos résolutions devront me parvenir au plus tard le premier octobre. Le bureau de direction en a décidé ainsi afin d'éviter le désordre qu'amène nécessairement l'étude non préparée de sujets souvent imprévus.

Le prochain congrès sera un succès et les autorités provinciales ou fédérales porteront à nos conclusions l'attention voulue si nous représentons l'opinion de l'ensemble de la province; cette opinion, pour être forte, devra être exprimée par le plus grand nombre de délégués possible.

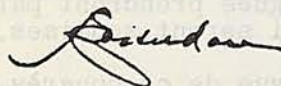
Donc, que ce soit un mot d'ordre: Que chaque conseil de comté envoie au prochain congrès autant de délégués qu'il le peut, paie sa contribution à l'Union et nous fasse parvenir immédiatement après sa session de septembre les résolutions qu'il entend soumettre.

Tous les délégués devront s'inscrire à l'ouverture du congrès, à neuf heures de l'avant-midi, le dix-huit octobre, alors qu'un insigne et un programme-souvenir seront remis à chacun.

Encore une fois, l'Exécutif compte sur une nombreuse délégation de votre conseil de comté.

Votre dévoué serviteur,

Le secrétaire général.



N.B. Prière de faire parvenir toute correspondance relative au congrès à:

E.-O. Hudon, F.A.E.,

Comptable public,

HÉBERTVILLE, Lac-Saint-Jean, P.Q.



## THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

---

Hébertville, August 26th, 1948.

Mr. Warden,  
Messrs. Mayors.

Gentlemen:

The Directors of the Union have definitely fixed upon the dates of October 18th and 19th, next, for the forthcoming Convention of the Union of County Councils of the Province of Québec which, as last year, will be held at the Victoria Hotel in Québec City.

The Honourable Minister of Municipal Affairs will again be our guest of honour at this Convention.

At a recent meeting of your Directors, it was decided to hold an evening session to be devoted especially to the study of "Assessment of immovables for purposes of taxation". Following a summary of the principles, the delegates will take part in a forum which will provide the basis for recommendations to be submitted in the form of resolutions the following day.

For this Convention, would you kindly, at the next meeting of your County Council, appoint three official delegates and three substitutes who are to be empowered to vote in your name. Enclosed is a copy of the form of certificate which, when completed, should be returned by your secretary-treasurer to the General Secretary of the Union before October 1st, together with your 1948 contribution in the amount of \$25.00.

It is understood that each county council may send as many delegates as it desires to the Convention and the deliberations will be a success only if the greatest possible number of persons take part in the discussions.

Arrangements have been made with the management of the Victoria Hotel whereby we will have, for the accommodation of delegates, forty rooms of which six with twin-beds and bath, twenty with double-bed and communicating with bath, and fourteen with double-bed and running water. It is needless to say that this number is absolutely insufficient, as it will allow of accommodating only a restricted number of delegates. After these rooms have been assigned, the delegates who have not been accommodated should take the necessary steps to obtain their own lodging during the Convention.

At the start of the Convention, committees will be formed to study certain particular questions. There will probably again be a committee in respect to winter roads and we shall request the Honourable Minister of Roads to be represented.



Amongst the new questions proposed for study by the delegates is the matter of bee colonies established on a temporary basis. In certain counties, apiarists from other regions bring in large quantities of bees in the spring, rent land and install their colonies thereon. Considerable damage is often caused. It would seem that regulations may be necessary in this regard in order to define clearly under what conditions the installation of such colonies should be made.

In order to avoid loss of time at the Convention, it is necessary that all resolutions forwarded to us be well prepared and give a full exposition of the question submitted, and that each subject be the object of a separate resolution. Moreover, your resolutions should reach me not later than October 1st. Your Directors have made this decision in order to avoid the confusion which necessarily arises when studying subjects which are unprepared and often unforeseen.

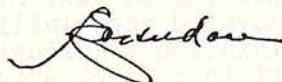
The next Convention will be a success and the Provincial and Federal authorities will give the required attention to our conclusions only if we represent the opinion of the Province as a whole; to be strong, this opinion must be expressed by the greatest possible number of delegates.

Therefore, let us all resolve: That each county council send as many delegates as possible to this next Convention, pay its contribution to the Union and, immediately after its September meeting, forward to us the resolutions which it intends to submit.

All delegates should register at the opening of the Convention, at nine o'clock on the morning of October eighteenth, at which time a badge and a souvenir-programme will be handed to each.

Again, the Executive counts on a numerous delegation from your county.

Yours very truly,



General Secretary.

N.B. Please forward all correspondence relating to the Convention to:

E. O. Hudon, F.A.E.,

Public Accountant,

HÉBERTVILLE, Lake St. John, P.Q.



# L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Province de Québec.

Je, soussigné, J. ARMAND DUGAS, secrétaire-trésorier  
du conseil de comté de Jacques-Cartier certifie par les  
présentes qu'à une session tenue le 8 septembre 1948,  
il a été procédé à la nomination des délégués officiels et de leurs substitu-  
tuts, pour le cinquième congrès de l'Union des Conseils de Comté qui  
sera tenu à Québec les 18 et 19 octobre prochains.

Ont été nommés « délégués » :

<i>Prénom et nom</i>	<i>Fonctions (a)</i>	<i>Adresse</i>
<u>Georges Legault,</u>	<u>Maire</u>	<u>Ste. Geneviève-de-Pierrefonds, Qué.</u>
<u>Armand Dubreuil.</u>	<u>Maire</u>	<u>Paroisse Ste. Anne-de-Bellevue, Ste. Anne-de-Bellevue, Qué.</u>
<u>Jos. Cousineau.</u>	<u>Maire</u>	<u>Ste. Geneviève (Rang St-Jean), Qué.</u>

Ont été nommés « substitués » :

<u>Edmé Brunet</u>	<u>Maire</u>	<u>Pointe-Claire, (Paroisse), Qué.</u>
<u>Camille Legault</u>	<u>Maire</u>	<u>Ste. Geneviève, Qué.</u>
<u>Rémi Gohier.</u>	<u>Maire</u>	<u>Paroisse St-Laurent, Qué.</u>

En foi de quoi j'ai signé à Ste. Geneviève  
le 8 septembre 1948.

Secrétaire-trésorier

(a) *Maire, préfet, etc...*

N.B. Prière de transmettre ce certificat avant le 1<sup>er</sup> octobre 1948.

# THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC



Province of Québec.

I, the undersigned, ....., Secretary-Treasurer of the County Council of ....., hereby certify that, at a meeting held on the ..... day of the month of ..... 1948, nominations were made to appoint Official Delegates and their Substitutes to attend the Fifth Congress of the Union of County Councils, to be held in Québec City on the 18th and 19th days of October, 1948.

Were nominated as Official Delegates :

<i>Christian and family name</i>	<i>Functions (a)</i>	<i>Address</i>
.....		
.....		
.....		

Were nominated as Substitutes :

.....
.....
.....

The above having been duly verified was signed at ..... on ....., 1948.

Secretary-Treasurer

(a) *Mayor, Warden, etc...*

*N.B. Please forward this certificate before October 1st, 1948.*



## L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

---

Hébertville, le 18 août 1949.

Monsieur le préfet,  
Messieurs les maires.

Messieurs,

Vous êtes respectueusement invités à assister au prochain congrès de l'Union des Conseils de Comté qui sera tenu, à Québec, les 17 et 18 octobre prochain, à l'hôtel Victoria. Ce congrès sera sous le haut patronage de l'honorable M. Bona Dussault, ministre des Affaires municipales.

Étant donné l'importance grandissante que prennent ces assises, nous comptons que votre conseil de comté sera représenté par le plus grand nombre de maires possible. Vous voudrez bien, à votre prochaine session, nommer trois délégués officiels qui auront droit de voter en votre nom, de même que trois substituts qui pourront, au besoin, les remplacer.

Je vous inclus, à cette fin, trois formules de certificats que vous voudrez bien remplir, dont deux devront nous être retournées et l'autre remise à vos délégués avant leur départ.

Nous espérons de plus qu'immédiatement après votre prochaine session vous nous ferez parvenir (pour les conseils de comté qui ne l'ont pas déjà fait) votre contribution de vingt-cinq dollars (\$25.00) établie par notre bureau de direction, le vingt-neuf juillet écoulé.

Nous avons conclu, avec la direction de l'hôtel Victoria, des arrangements pour l'accommodation des délégués, et nous disposons dès maintenant de quarante chambres dont six avec lits jumeaux et salle de bain, vingt avec lit double et communiquant avec bain et quatorze avec lit double et eau courante.

Il va sans dire que ce nombre est insuffisant, vu que nous ne pourrions accommoder qu'un nombre restreint de délégués. Après l'assignation de ces chambres, les délégués qui n'auront pas pu être accommodés devront prendre eux-mêmes les mesures nécessaires à leur logement.

Vu les importantes questions qui seront discutées, nous avons invité l'honorable Premier Ministre et l'honorable ministre de la Voirie, à venir rencontrer les congressistes.

Le soir du lundi, 17 octobre, il y aura forum pour la discussion de diverses questions qui devront faire, le lendemain, l'objet de résolutions. L'an dernier, une seule question avait été traitée durant le forum: celle de l'évaluation municipale. Cette année, l'exécutif ne fera pas de choix quant aux questions traitées. Nous formerons un comité de trois membres qui recevra les suggestions, et les sujets traités au forum seront choisis par ce comité. De même, il précisera le temps accordé pour la discussion de chaque sujet. Nous croyons que, de cette façon, messieurs les maires auront plus de satisfaction parce qu'ils auront choisi eux-mêmes les sujets qui les intéressent.

En vue de la préparation du congrès, l'exécutif et le bureau de direction ont bien voulu fixer des règlements quant à la présentation des résolutions et la façon de les rédiger: ainsi, chaque résolution ne devra traiter que d'un seul sujet. Elle devra nous parvenir en trois copies, avant le premier octobre. Les trois copies sont nécessaires pour permettre la classification des sujets et le délai fixé laissera suffisamment de temps pour la transcription des mémoires à l'adresse de l'exécutif et du comité des résolutions.

Il est entendu que les questions non définitivement réglées dans le passé restent au programme, mais il est un certain nombre de sujets nouveaux



que votre bureau de direction désire vous soumettre dès maintenant afin de vous donner le temps de faire une étude approfondie dans chaque cas.

Ainsi, l'article 522 du Code municipal permet la municipalisation des chemins, ponts et cours d'eau, le tout payable à même les deniers généraux, tandis que l'article 524 oblige à faire des répartitions séparées.

Nous croyons qu'il y a lieu de demander au Ministère des Affaires municipales d'étudier ces articles pour les faire coordonner, en tenant compte de l'article 574, et de préparer des amendements en conséquence.

L'article 243 accorde, au locataire, le droit de voter à une élection de maire ou de conseillers du moment que son nom apparaît au rôle d'évaluation. Ceci permet à des gens résidant occasionnellement dans une municipalité de voter, alors qu'ils n'y demeurent pas en fait plus de deux ou trois mois par année. Votre bureau de direction est d'opinion que cet article devrait être amendé afin que le locataire ne puisse voter que s'il a son domicile dans la municipalité depuis 12 mois, ce qui enlèverait le droit de voter aux résidents occasionnels.

Les lois d'assistance publique seront de nouveau à l'ordre du jour. Jusqu'à présent, le gouvernement a refusé de prendre charge de l'assistance publique, parce qu'il considère que de graves abus pourraient se produire, vu la difficulté de faire enquête. Il resterait donc à définir quels sont les cas où le gouvernement doit intervenir.

Votre bureau de direction croit qu'il serait à propos de demander au ministère de la Santé de se charger de l'entretien d'un malade qui se trouve à l'hôpital depuis plus de trois mois. Ce délai nous paraît suffisant pour faire une enquête approfondie; ce sont surtout ces cas de longues maladies qui affectent nos budgets municipaux.

La question des licences municipales a été discutée par le bureau de direction et l'exécutif. Plusieurs corporations voudraient mettre fin à des pratiques abusives et restreindre, dans certains cas, la vente de marchandises dans les rues et chemins publics.

Actuellement, la loi nous permet de charger une licence à toute personne exerçant un métier ou tenant un commerce. Mais elle ne nous permet pas de tenir compte de l'importance de l'établissement ou de l'organisation. Nous croyons nécessaire que les municipalités régies par le Code municipal aient le droit d'imposer une licence prévoyant un paiement accru dans le cas d'un propriétaire de plusieurs établissements de commerce, d'un propriétaire de plusieurs taxis, ou de plusieurs tables de billard.

Nous espérons donc que vous nous ferez connaître vos vues le plus tôt possible et, qu'avant le premier octobre, nous recevrons des résolutions représentant vos décisions.

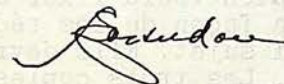
Il faut, qu'au prochain congrès, tous les conseils de comté de cette province soient représentés, afin que les résolutions que nous adopterons soient appuyées par les représentants autorisés de toute notre population.

Tous les délégués devront s'inscrire à l'ouverture du congrès, à neuf heures de l'avant-midi, le dix-sept octobre prochain, alors qu'un insigne et un programme seront remis à chacun.

Encore une fois, nous comptons sur une nombreuse délégation de votre conseil de comté.

Votre dévoué serviteur,

Le secrétaire général,



N.B. Prière de faire parvenir toute correspondance relative au congrès à:

E.-O. Hudon, F.A.E., Comptable public,  
HÉBERTVILLE, Lac-Saint-Jean, P.Q.



## THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

---

Hébertville, August 18th, 1949.

Mr. Warden,  
Messrs. Mayors.

Gentlemen:

You are kindly invited to attend the next Convention of the Union of County Councils which will be held in Quebec City on October 17th and 18th next, at the Victoria Hotel. This Convention will be under the distinguished patronage of the Honourable Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs.

In consideration of the increasing importance of these gatherings, it is hoped that your county council will be represented by the greatest number of mayors possible. Would you therefore kindly, at your next meeting, appoint three official delegates empowered to vote in your name, as well as three substitutes who may replace them if need be.

Enclosed are three copies of the form of certificate to be used for this purpose. When duly completed, two copies of this certificate should be returned to us and the third copy handed to your delegates prior to their departure.

In addition, we trust that you will forward to us, immediately after your next meeting (that is, those county councils which have not already done so) your contribution of \$25.00 as established by our Directors on July 29th last.

We have made arrangements with the management of the Victoria Hotel for the accommodation of the delegates and, for this purpose, we shall have forty rooms available of which six with twin beds and bath, twenty with double-bed and communicating with bath, and fourteen with double-bed and running water.

It is needless to say that this number is insufficient, as it will allow of accommodating only a restricted number of delegates. After these rooms have been assigned, the delegates who have not been accommodated should take the necessary steps to obtain their own lodging.

In view of the important questions to be discussed, we have invited the Honourable Prime Minister and the Honourable Minister of Roads to come and meet the delegates.

On Monday evening, October 17th, there will be a forum for the discussion of various questions which are to come up the next day for resolutions. Last year, a single question was discussed at the forum, that of municipal valuation. This year, the Executive will not designate the questions to be treated. A committee of three members will be formed to receive the suggestions, and the subjects to be discussed at the forum will be chosen by this committee. The latter will also indicate the period of time to be allotted for the discussion of each subject. We believe that, in this way, the Mayors will obtain greater satisfaction because they themselves will have chosen the subjects of interest to them.

To prepare for the Convention, the Executive and the Directors have prepared rules of procedure in respect to the presentation of resolutions and the manner of drafting them. Thus, each resolution should deal with a single subject only and three copies of the resolution should be forwarded to reach us before October 1st. The three copies are necessary in order to enable the subjects to be classified, and the delay fixed will allow sufficient time for the transcription of the memoranda to be addressed to the Executive and the Resolutions Committee.

It is understood that questions not definitely settled in the past will remain on the programme, but there is a certain number of new subjects



which your Directors desire to submit to you immediately in order to allow you time to make a thorough study of each.

Thus, article 522 of the Municipal Code permits the municipalization of roads, bridges and water-courses, the whole payable from the general funds, while article 524 requires separate assessments to be made.

We believe that there is reason to request the Department of Municipal Affairs to study these articles so as to coordinate them, taking article 574 into account, and to prepare amendments accordingly.

Article 243 gives, to the tenant, the right to vote at an election of a mayor or of councillors, as long as his name appears on the valuation roll. This allows persons residing occasionally in a municipality to vote, when they do not really reside there more than two or three months a year. Your Directors are of the opinion that this article should be amended in order to allow a tenant to vote only if he has had his domicile in the municipality since 12 months, which would take away the right to vote from occasional residents.

Laws in respect to public assistance will again be on the agenda. Up to the present, the Government has refused to take charge of public assistance, because it considers that grave abuses might arise, in view of the difficulty of investigation. It therefore remains to be defined which cases are those in which the Government should intervene.

Your Directors believe that the Department of Health should be requested to take care of those cases where a patient is hospitalized for a period of over three months. This delay seems to us sufficient to allow a thorough investigation; these cases of lengthy illness are those which particularly affect our municipal budgets.

The question of municipal licenses was discussed by the Directors and the Executive. Many corporations would like to put an end to abusive practices and to restrict in certain cases the sale of merchandise in the streets and public roads.

At the present time, the law allows us to charge a license to any person plying a trade or carrying on a business. But it does not let us take into account the importance of an establishment or organization. We believe that it is necessary for municipalities governed by the Municipal Code to have the right to impose a license providing for an increased payment in the case of a proprietor of several commercial establishments, of a proprietor of several taxis, or of several billiard tables.


We therefore trust that you will let us know your views as soon as possible and that we shall receive, before October 1st, the resolutions representing your decisions.

It is necessary for all county councils of this Province to be represented at the forthcoming Convention, in order that the resolutions which we shall adopt may be supported by the authorized representatives of our whole population.

All delegates should register at the opening of the Convention, at nine o'clock in the morning, October 17th, next, at which time a badge and a programme will be handed to each.

Again, we count on a numerous delegation from your county council.

Yours very truly,



General Secretary.

N.B. Kindly forward all correspondence relating to the Convention to :

E.-O. Hudon, F.A.E., Public Accountant,  
HÉBERTVILLE, Lake St. John, P.Q.



# L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Province de Québec.

Je, soussigné, J. Armand Dugas, secrétaire-trésorier du conseil de comté de Jacques-Cartier certifie par les présentes qu'à une session tenue le 14 septembre 1949, il a été procédé à la nomination des délégués officiels et de leurs substituts, pour le sixième congrès de l'Union des Conseils de Comté qui sera tenu à Québec les 17 et 18 octobre prochain.

Ont été nommés « délégués » :

<i>Prénom et nom</i>	<i>Fonctions (a)</i>	<i>Adresse</i>
<u>Leduc Hector</u>	<u>Maire, Paroisse St-Laurent (Côte Vertu),</u>	<u>Qué.</u>
<u>Paquin Georges</u>	<u>Maire, Ile Bizard,</u>	<u>Qué.</u>
<u>Dubreuil Armand</u>	<u>Préfet, Ste. Anne-de-Bellevue (Rang Ste. Marie),</u>	<u>Qué.</u>

Ont été nommés « substituts » :

<u>Legault Georges</u>	<u>Maire, Ste. Geneviève-Is-Pierrefonds,</u>	<u>Qué.</u>
<u>Legault Camille</u>	<u>Maire, Ste. Geneviève, Comté J.-Cartier,</u>	<u>Qué.</u>
<u>Brunet Edmé</u>	<u>Maire, Pointe-Claire (Rang St-Charles),</u>	<u>Qué.</u>

En foi de quoi j'ai signé à Ste. Geneviève  
le 26 septembre 1949.

Secrétaire-trésorier

(a) *Maire, préfet, etc. . . .*

N.B. Prière de transmettre ce certificat avant le 1<sup>er</sup> octobre 1949.

# THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Province of Québec.

I, the undersigned,....., Secretary-Treasurer of the County Council of....., hereby certify that, at a meeting held on the..... day of the month of.....1949, nominations were held to appoint Official Delegates and their Substitutes to attend the Sixth Convention of the Union of County Councils, to be held in Québec City on the 17<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup> days of October, 1949.

Were nominated as Official Delegates :

<i>Christian name and family name</i>	<i>Functions (a)</i>	<i>Address</i>
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Were nominated as Substitutes :

.....  
.....  
.....

The above having been duly verified was signed at.....  
on....., 1949.

Secretary-Treasurer

(a) *Mayor, Warden, etc. . . .*

*N.B. Please forward this certificate before October 1<sup>st</sup>, 1949.*



## L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Hébertville, le 17 août 1950.

Monsieur le préfet,  
Messieurs les maires.

Messieurs,

Lors de la dernière réunion de l'exécutif de l'Union des Conseils de Comté, tenue dans le courant du mois de juillet, il a été décidé que le prochain congrès de l'Union aura lieu à Québec, en l'hôtel Victoria, les 23 et 24 octobre.

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales, a bien voulu consentir à ce que ce congrès soit tenu sous son haut patronage.

Une réunion du bureau de direction, qui se tiendra incessamment, décidera de quelle façon seront organisées les séances du congrès.

Il est à prévoir que le lundi soir des groupes seront formés pour l'étude de questions particulières. De plus, il y aura lieu d'organiser une séance spéciale d'étude pour les délégués de langue anglaise.

Selon l'expression de Monsieur le Président, les principales questions à l'étude seront encore:

- a) Assistance publique;
- b) Chemins d'hiver;
- c) Taxation des lignes téléphoniques.

Les membres de l'exécutif croient qu'il serait peut-être à propos de reviser notre attitude dans certains cas.

La refonte du Code municipal doit amener de profonds changements dans les lois actuelles, et, comme ce travail est très avancé, nous avons l'espoir d'avoir comme conférencier celui qui a été chargé de préparer cette refonte.

Le bureau de direction étudiera, d'ailleurs, ces questions, à ses prochaines réunions.

Il reste encore la question des licences et de la Loi des colporteurs, qui demandera de profonds changements.

Il sera probablement nécessaire d'avoir un comité chargé de préparer un rapport, après consultation avec l'Association des Marchands détaillants, avec laquelle nous sommes en relations.

Il est évident que, si des questions sont mises au vote, il n'y aura que les trois délégués officiels ou leurs substituts qui auront le droit de voter.



Je me dois de vous rappeler certaine décision déjà prise par l'exécutif en rapport avec la présentation des résolutions.

Chaque résolution ne devra traiter que d'un seul sujet et je conseille d'indiquer, dans le préambule, toutes les raisons qui militent en faveur de la décision prise.

Afin de rendre plus effectif le travail préliminaire et d'éviter les erreurs, chaque résolution doit nous être transmise en trois copies. Cette façon de procéder permettra d'accorder beaucoup plus de temps pour la discussion et la transcription des mémoires à l'adresse de l'exécutif.

Nous avons conclu des arrangements avec la direction de l'hôtel Victoria pour l'accommodation d'un certain nombre de délégués.

Il importe que les réservations nous parviennent à bonne heure, afin que les délégués ne soient pas pris au dépourvu à la dernière minute.

Vous voudrez bien, après votre prochaine session, me faire parvenir deux copies du certificat nommant vos délégués, tandis que la troisième copie devra être remise aux délégués eux-mêmes.

En même temps, j'espère recevoir votre contribution au montant de \$25.00 pour l'année 1950.

Toutes les résolutions que vous voudrez soumettre au congrès devront nous être transmises avant le premier octobre prochain.

Nous espérons donc que vous nous ferez connaître vos vues le plus tôt possible.

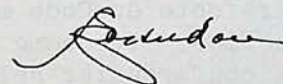
Il est nécessaire qu'au prochain congrès tous les conseils de comté de cette province soient représentés afin que les résolutions que nous adopterons soient appuyées par les représentants autorisés de toute notre population.

Nous vous engageons, vu l'importance que prendront nos prochaines assises annuelles, à vous faire représenter par le plus grand nombre de délégués possible.

Tous les délégués devront s'inscrire, à l'ouverture du congrès, le 23 octobre prochain, avant neuf heures de l'avant-midi, alors qu'un insigne-souvenir et un programme seront remis à chacun.

Votre dévoué serviteur,

Le secrétaire général,



N.B. Prière de faire parvenir toute correspondance relative au congrès à:

E.-O. Hudon, F.A.E., Comptable public,  
HÉBERTVILLE, Lac-Saint-Jean, P.Q.



## THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Hébertville, August 17th, 1950.

Mr. Warden,  
Messrs. Mayors.

Gentlemen:

At the last meeting of the Executive of the Union of County Councils, held in July, it was decided that the next Convention of the Union will take place in Quebec City, at the Victoria Hotel, on October 23rd and 24th.

The Honourable Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs, has consented to this Convention being held under his distinguished patronage.

The manner in which the sessions of the Convention are to be held will be decided at a Directors' meeting to take place shortly.

It is to be foreseen that groups will be formed, on Monday evening, for the study of particular questions. Moreover, a special study session for the English-speaking delegates should be arranged.

As indicated by the President, the principal questions on the agenda will again be:

- a) Public charities;
- b) Winter roads;
- c) Taxation of telephone lines.

The members of the Executive believe that it might be appropriate to revise our attitude in certain cases.

The revision of the Municipal Code is to bring about extended changes in the laws and, as this work is far advanced, we hope to have as speaker the person who has been entrusted with the preparation of this revision.

The Directors will discuss these matters at their next meetings.

There still remains the question of licenses and of the Peddlers Act, which will require great changes.

It will likely be necessary to name a committee to prepare a report, after consulting the Retail Merchants' Association, with whom we are now in contact.

It is evident that, if a vote is to be taken on certain matters, only the three official delegates, or their substitutes, shall have the right to vote.



I should like to remind you of a certain decision already reached by the Executive as regards the presentation of resolutions.

Each resolution should deal with only one subject and I would advise you to mention, in the preamble, all the reasons in favour of the decision reached.

In order to make the preliminary work more effective and to avoid errors, three copies of each resolution must be forwarded to us. This procedure will allow greater time for discussion and for the transcription of the memoranda to the Executive.

We have made arrangements with the management of the Victoria Hotel for the accommodation of a certain number of delegates.

It is essential that reservations reach us at an early date, in order that the delegates may not be disappointed at the last minute.

Would you kindly send me, after your next meeting, two copies of the certificate appointing your delegates; the third copy of this certificate should be handed to the delegates themselves.

I should like to receive, at the same time, your contribution of \$25.00 for the year 1950.

All the resolutions that you wish to submit to the Convention should be forwarded to us before October 1st.

We trust, therefore, that you will let us know your views as soon as possible.

It is necessary that all the county councils of this Province be represented at the next Convention, in order that the resolutions that we will pass may be supported by the authorized representatives of our whole population.

Considering the importance of our forthcoming annual gathering, we urge you to be represented by as many delegates as possible.

All the delegates are to register, at the opening of the Convention, before 9.00 A.M., on October 23rd next, when a souvenir badge will be handed to each.

Yours very truly,



General Secretary.

N.B. Kindly forward all correspondence relating to the Convention to:

E.-O. Hudon, F.A.E., Public Accountant,  
HÉBERTVILLE, Lake St. John, P.Q.



COROLLAIRE A LA CIRCULAIRE DU 17 AOUT 1950.

AUX CONSEILS DE COMTE DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Messieurs,

Depuis l'impression de la circulaire ci-jointe, il y a eu la grève des chemins de fer qui nous a empêchés de prendre livraison de l'impression, et, de plus, d'autres questions doivent vous être soumises.

Le Bureau de Direction s'est réuni, le 22 août dernier, et, nous avons l'avantage d'avoir avec nous son sous-ministre, le secrétaire de la Commission Municipale et deux officiers en lois. Ces messieurs étaient venus nous rencontrer dans le but d'étudier certains amendements au Code.

Je vous soumettrai ces questions de façon brève:

Article 227:

La création en municipalités de villes des endroits de villégiature crée, depuis des années, un problème difficile, parce que, à un certain moment donné, durant l'année, ces municipalités n'ont pas la population nécessaire pour s'administrer suivant les données actuelles du Code Municipal.

C'est pourquoi l'Exécutif a adopté la résolution suivante:

Afin de permettre l'administration sous l'empire du Code Municipal de certaines municipalités, n'ayant pas le chiffre requis de population à certaines époques de l'année il serait à propos de remplacer dans le paragraphe 10, le mot "résidence" pour le mot "Domicile" et ajouter le paragraphe suivant: Il sera toutefois permis aux personnes ayant un domicile de trois mois dans la municipalité, de siéger au conseil municipal après qu'un règlement à cet effet aura été adopté par le conseil puis approuvé par une majorité des deux tiers des électeurs propriétaires, avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales.

Article 110.

Dans le même ordre d'idée, il y aurait lieu d'amender l'article 110, pour y enlever les mots "Voisine et contigue". Par un autre paragraphe, il faudrait autoriser l'adoption d'un règlement voté par les électeurs propriétaires et approuvé par le Ministre des Affaires Municipales, pour siéger ailleurs que dans la municipalité. L'article 75 devra concorder.

Confection du rôle d'évaluation:

Une nouvelle codification a été préparée en ce qui regarde le titre 22 du Code Municipal, c'est-à-dire, tout le chapitre ayant trait à la confection des rôles d'évaluation.

Le texte nous en a été soumis, et, l'Exécutif tiendra, dans le courant du mois de septembre, une réunion spéciale pour étudier ces nouvelles dispositions.

Il s'agit d'une refonte complète à être incluse



dans le nouveau code pour en faire partie.

Le soir du 23 octobre, il sera donné aux congressistes de discuter le nouveau texte à fond, alors que nous tiendrons une séance spéciale d'étude destinée à renseigner les délégués de toutes les parties de la Province.

L'Exécutif dirigera le débat.

Toutefois, après l'étude qui en sera faite par l'Exécutif, et avant le Congrès, nous rencontrerons de nouveau les officiers du ministère pour les mettre au courant du résultat obtenu et de nos remarques.

Etant donné l'importance particulière de cette question, nous comptons que tous les conseils de comté se feront un devoir de recommander à leurs délégués d'être présents.

Nous sommes, par ailleurs, assurés de la présence à cette séance du Ministre des Affaires Municipales, de son sous-ministre et de celui qui a été chargé de la refonte du Code.

Les conférenciers au Congrès seront: Messieurs Louis Dussault, avocat au barreau de Québec, président de la commission de refonte du Code Municipal; Maurice Turgeon, Chef du Service des Recherches Economiques à la Commission Municipale de Québec, qui traitera des emprunts nouveaux.

Il va sans dire que, pour la séance d'ouverture, Monsieur Jean-Louis Ducet, sous-ministre, nous fera part de ses observations, de la même façon que Monsieur Morin, son prédécesseur, le faisait, les années passées.

Vous voyez l'importance nouvelle que prend ce Congrès. Il importe que tous se fassent un devoir d'être présents et de participer à la discussion.

Votre tout dévoué,

E.-O. HUDON.

Hébertville, le 1er septembre 1950.



# L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

---

Province de Québec.

Je, soussigné,.....**J. Armand Dugas**....., secrétaire-trésorier  
 du conseil de comté de.....**Jacques-Cartier**..... certifie par les  
 présentes qu'à une session tenue le.....**13 septembre**.....1950,  
 il a été procédé à la nomination des délégués officiels et de leurs substitu-  
 tuts, pour le septième congrès de l'Union des Conseils de Comté qui  
 sera tenu à Québec les 23 et 24 octobre prochain.

Ont été nommés « délégués » :

<i>Prénom et nom</i>	<i>Fonctions (a)</i>	<i>Adresse</i>
..... <b>Paquin Georges</b> .....	..... <b>Maire</b> .....	..... <b>Ile. Bizard, Qué.</b> .....
..... <b>Legault Georges</b> .....	..... <b>Maire</b> .....	..... <b>Village Ste. Geneviève.</b>
..... <b>Legault Camille</b> .....	..... <b>Maire</b> .....	..... <b>Paroisse Ste. Geneviève.</b>

Ont été nommés « substitués » :

..... <b>Lavigne Anselme</b> .....	..... <b>Maire</b> .....	..... <b>Dollard des Ormeaux</b> .....
..... <b>Leduc Hector</b> .....	..... <b>Maire</b> .....	..... <b>St-Laurent, Qué.</b> .....
..... <b>Brunet Edmé</b> .....	..... <b>Maire</b> .....	..... <b>Pointe-Clair, Qué.</b> .....

Je vous transmets notre chèque pour \$25.00 en paiement de la contribution de l'année 1950.

En foi de quoi j'ai signé à.....**Ste. Geneviève**.....  
 le.....**30 septembre**.....1950.

Secrétaire-trésorier

(a) *Maire, préfet, etc. . . .*

*N.B. Prière de transmettre ce certificat avant le 1<sup>er</sup> octobre 1950.*

Hébertville,.....1950.

Reçu du Conseil de Comté de.....

.....  
 la somme de \$25.00 en paiement de la contribution à l'Union des Conseils de Comté pour  
 1950, par.....

.....  
 Secrétaire général



THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Province of Québec.

I, the undersigned,....., Secretary-Treasurer of the County Council of....., hereby certify that, at a meeting held on the..... day of the month of.....1950, nominations were held to appoint Official Delegates and their Substitutes to attend the Seventh Convention of the Union of County Councils, to be held in Quebec City on the 23<sup>rd</sup> and 24<sup>th</sup> days of October, 1950.

Were nominated as Official Delegates :

<i>Christian name and family name</i>	<i>Functions (a)</i>	<i>Address</i>
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Were nominated as Substitutes :

.....
.....
.....

Enclosed is our cheque for \$25.00 in payment of the contribution for the year 1950.

The above, having been duly verified, was signed at..... on....., 1950.

Secretary-Treasurer

(a) *Mayor, Warden, etc. . . .*

*N.B. Please forward this certificate before October 1<sup>st</sup>, 1950.*

Hébertville,.....1950.

Received from the County Council of..... the sum of \$25.00 in payment of the 1950 contribution to the Union of County Councils, by .....

*General Secretary*



## L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

---

Hébertville, le 29 août 1952.

Monsieur le Préfet,  
Messieurs les maires,

Messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous convoquer au neuvième congrès de l'Union des Conseils de Comté de la Province de Québec, lequel sera tenu à Saint-Jean, (Québec), les treize et quatorze octobre prochain.

Ces assises seront tenues sous le haut patronage de l'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales, qui, comme d'habitude, sera notre invité pour toute la durée du congrès.

Pour la première fois dans notre histoire, notre réunion annuelle d'automne aura lieu en dehors de Québec et Montréal et l'Exécutif a pensé que tous les délégués seraient heureux de se réunir à Saint-Jean, ville magnifique et progressive située sur la rive gauche du Richelieu, dans l'une des régions les plus prospères de la Province de Québec.

Nos réunions se tiendront à la CENTRALE CATHOLIQUE, immeuble moderne où nous trouverons toutes les accommodations nécessaires pour recevoir les trois cents délégués que nous attendons de toutes les parties de la province. À titre d'information, je vous fournis ci-après la liste des principaux hôtels, situés à proximité de la Centrale Catholique et en mesure de recevoir les délégués. Ce sont les hôtels: Windsor, Saint-Jean, National, Richelieu et Normandie. Pour ceux qui nous le demanderont, nous verrons nous-mêmes à retenir des chambres. Dès dimanche soir, le soussigné sera lui-même à l'hôtel Windsor en vue de recevoir les délégués et de voir à leur logement.

Donc, soyez le bienvenu au congrès à Saint-Jean!

Le dimanche, douze octobre, il y aura réunion de l'Exécutif pour l'étude des résolutions soumises au congrès et pour la préparation des documents à soumettre au différents comités.

Il est absolument nécessaire, pour la bonne marche des délibérations, que toutes vos résolutions nous parviennent au plus tard le trente septembre et en TROIS COPIES. Nous insistons encore une fois pour que tous les conseils de comté se conforment à cette demande, afin d'éviter des erreurs parfois regrettables.

Déjà certaines observations nous ont été faites en rapport avec les sujets à étudier au prochain congrès. Par exemple, plusieurs conseils de comté sollicitent, pour les municipalités de village, le droit de réglementer la vitesse et le pouvoir d'installer des lumières de circulation. On voudrait aussi pouvoir réglementer les emplacements des cours à bois, où il y a toujours danger de feu. Ces cours à bois ont été, dans le passé, la cause de conflagrations. La répartition de la taxe d'amusements sur une nouvelle base, entre le conseil municipal et le gouvernement, est aussi demandée, afin de créer de nouveaux revenus aux municipalités.



Dès le congrès de mil neuf cent cinquante et un, les délégués avaient formé un comité pour étudier la refonte de la loi des colporteurs. Au cours du printemps dernier, une réunion avec l'Association des Marchands Détaillants avait lieu à Montréal. Votre président et le soussigné ont participé aux délibérations; un mémoire fut préparé. Ce mémoire sera soumis au prochain congrès et, de nouveau, un comité s'occupera de cette question.

Une résolution sera encore soumise au congrès qui demandera de soustraire aux décrets du Ministère du Travail, pour les salaires payés aux ouvriers en construction, les municipalités ayant une population inférieure à 3,500 âmes.

Il va sans dire que toutes les questions que vous voudrez soumettre au congrès seront bien accueillies par l'Exécutif, pourvu que vous soumettiez vos résolutions de la façon indiquée et à la date précitée. Il est important que ces résolutions soient bien motivées et comportent le plus de considérations possible.

L'organisation d'un congrès de ce genre exige une somme de travail énorme et comporte de grandes responsabilités. C'est pourquoi nous comptons sur la collaboration de tous les conseils de comté.

J'inclus, avec la présente lettre circulaire, trois copies d'un certificat à être émis par le secrétaire-trésorier de votre conseil de comté, concernant la nomination des délégués et de leurs substituts. Cela ne veut pas dire que vous ne pouvez envoyer que trois délégués (nous espérons que vous en enverrez le plus possible) mais bien que, en cas de vote, seuls trois délégués auront droit de représenter votre conseil de comté.

Comme l'an dernier, la contribution annuelle à l'Union des Conseils de Comté a été fixée à \$40.00 et votre chèque doit nous être transmis en même temps que le certificat de nomination de vos délégués.

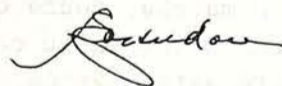
Enfin, nous comptons qu'un grand nombre de délégués seront accompagnés. Un programme spécial sera préparé pour les épouses des délégués.

Nous anticipons, pour le congrès de Saint-Jean, la participation la plus complète possible de toutes les parties de la province. Le succès de ces assises dépend de votre fidélité à assister aux réunions d'étude.

Au revoir, aux 13 et 14 octobre prochain.

Votre dévoué serviteur,

Le secrétaire-général,



N.B. Prière de faire parvenir toute correspondance relative au congrès à:

E.-O. Hudon, F.A.E., Comptable public,  
HÉBERTVILLE, Lac-Saint-Jean, P.Q.



## THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

---

Hébertville, August 29th, 1952.

Mr. Warden,  
Messrs. Mayors,

Gentlemen:

I take pleasure in inviting you to the Ninth Convention of the Union of County Councils, which will be held in the City of St. Jean (Québec), on October 13th and 14th next.

The gathering will be under the distinguished patronage of the Honourable Bona Dussault, Minister of Municipal Affairs, who will be, as usual, our guest during the whole convention.

Our annual Fall meeting will take place outside the cities of Québec and Montréal for the first time in the history of the Union. And the Executive felt that all delegates would be happy to meet in St. Jean, a pretty and thriving city located on the left bank of the Richelieu River, in one of the most prosperous districts of the Province of Québec.

Our sittings will be held at the CENTRALE CATHOLIQUE, a modern building where the three hundred odd delegates expected from all parts of the Province can find the necessary accommodation.

For your information, I give you, hereafter, a list of the larger hotels, located close to the Centrale Catholique and in a position to lodge the delegates. These are: Windsor, Saint-Jean, National, Richelieu and Normandie hotels. We will reserve rooms ourselves for those who will make such a request. The undersigned will be at the Windsor hotel as early as Sunday evening in order to greet the delegates and see that they be accommodated.

So, welcome to the Convention in St. Jean!

The Executive will meet on Sunday, October 12th, to study resolutions submitted to the Convention and to prepare the documents to be referred to the various committees.

It is entirely necessary to the smooth progress of the gathering that all your resolutions reach us not later than September 30th, and in THREE COPIES. Once again, we urge on the county councils the necessity of complying with this request, in order to avoid unfortunate mistakes.

The attention of the Executive has already been drawn to some questions to be studied during the forthcoming Convention. For example, several county councils request earnestly that villages have the right to regulate speed and install traffic lights. Others believe that they should have the power to regulate the location of wood yards, where the danger of fire is always present. In the past, such wood yards have caused conflagrations. With a view to creating new revenues for the municipalities, some members are requesting a new basis for the distribution of the amusement tax, between the municipal council and the government.



At the close of the 1951 Convention, the delegates had set up a committee to study the revision of the Peddlers Act. A meeting with the Association of Retail Merchants took place in Montreal, last Spring. Your president and the undersigned participated in the discussion and a report was prepared. This report will be presented at the next Convention and again a committee will tackle the problem.

Again this year, the delegates will be asked to express their views on a resolution requesting that the decrees of the Department of Labour relating to wages paid to building trade workers do not apply to the municipalities with a population of less than 3,500 souls.

The Executive will be very glad to look into all matters that you would like to be placed before the Convention. But your resolutions will have to be submitted in the manner already set forth and prior to the above-mentioned date. It is essential that these resolutions be well motivated. And they should include as many considerations as possible.

The preparation of such a convention requires a great amount of work and implies heavy responsibilities. That is why we rely upon the cooperation of all county councils.

You will find enclosed with this circular three copies of a certificate to be issued by the secretary-treasurer of your county council and which deals with the appointment of delegates and their substitutes. That does not mean that you cannot send more than three delegates. In fact, we hope that you will send as many delegates as possible. But only three delegates shall be allowed to represent your county council, if and when a vote is called for.

As was the case last year, the annual contribution to the Union of County Councils has been fixed to \$40.00. Your cheque should be sent to us together with the certificate appointing your delegates.

Finally, we expect that a great number of delegates will come with their wives. A special programme has been arranged for the entertainment of the ladies.

We anticipate that all parts of the Province will be well represented at the St. Jean Convention. The success of the Convention is bound to your diligence in attending the various sittings.

We will be glad to see you on October 13th and 14th next.

Yours truly,

General Secretary.



N.B. Kindly forward all correspondence relative to the Convention to:

E. O. Hudon, F.A.E., Public Accountant,  
HÉBERTVILLE, Lake St. John, P.Q.



L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Congrès de mil neuf cent cinquante-deux.  
CERTIFICAT DE NOMINATION DES DÉLÉGUÉS

Province de Québec.

Je, soussigné, J. Armand Dugas, secrétaire-trésorier  
du conseil de comté de Jacques-Cartier, certifie par les  
présentes qu'à une session tenue le 10 septembre 1952,  
il a été procédé à la nomination des délégués officiels et de leurs subs-  
tituts, pour le neuvième congrès de l'Union des Conseils de Comté de la  
province de Québec, qui sera tenu dans la cité de Saint-Jean (Québec)  
les 13 et 14 octobre prochain.

Ont été nommés « délégués » :

Prénom et nom	Fonctions (a)	Adresse
<u>Legault Camille</u>	<u>Préfet.</u>	<u>Sts. Geneviève, Comté Jacques-Cartier.</u>
<u>Dubreuil Armand</u>	<u>Maire,</u>	<u>Paroisse Ste. Anne de Bellevue, Qué.</u>
<u>Leduc Hector</u>	<u>Maire,</u>	<u>Paroisse St-Laurent, Qué.</u>

Ont été nommés « substituts » :

MM. les Maires, Michel Jasmin, Georges Paquin et Edmé Brunet.

Je vous transmets notre chèque pour \$40.00 en paiement de la contribution de l'année 1952.

En foi de quoi j'ai signé à Sts. Geneviève

le 12 septembre 1952.

Secrétaire-trésorier.

(a) *Préfet, maire, etc. . .*

*N.-B. Prière de transmettre ce certificat avant le 1<sup>er</sup> octobre 1952.*

Hébertville, ..... 1952.

Reçu du Conseil de Comté de.....

la somme de \$40.00 en paiement de la contribution à l'Union des Conseils de Comté pour  
1952, par.....

Secrétaire général



THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Convention of nineteen hundred and fifty-two.  
CERTIFICATE OF APPOINTMENT OF DELEGATES

Province of Québec.

I, the undersigned,....., Secretary-Treasurer of the County Council of....., hereby certify that, at a meeting held on the..... day of the month of..... 1952, nominations were held to appoint Official Delegates and their Substitutes to attend the Ninth Convention of the Union of County Councils, of the Province of Québec, to be held in the City of St. Jean (Québec), on the 13<sup>th</sup> and 14<sup>th</sup> days of October, 1952.

Were nominated as Official Delegates :

<i>Christian name and family name</i>	<i>Functions (a)</i>	<i>Address</i>
.....		
.....		
.....		

Were nominated as Substitutes :

.....
.....
.....

Enclosed is our cheque for \$40.00 in payment of the contribution for the year 1952.

The above, having been duly verified, was signed at..... on....., 1952.

(a) *Warden, Mayor, etc. . .* Secretary-Treasurer

*N.B. Please forward this certificate before October 1<sup>st</sup>, 1952.*

Hébertville,....., 1952.

Received from the County Council of..... the sum of \$40.00 in payment of the 1952 contribution to the Union of County Councils, by .....

*General Secretary*





## L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Hébertville, le 29 août 1953.

Monsieur le préfet,  
Messieurs les maires,

Messieurs,

Pour faire suite à une décision de l'Exécutif de l'Union des Conseils de Comté de la province de Québec, en date du 17 août 1953, il me fait plaisir de vous inviter à assister à notre prochain congrès provincial, lequel se tiendra à Rivière-du-Loup, les 12 et 13 octobre prochain.

L'Honorable Yves Prévost, C.R., ministre des Affaires municipales, a bien voulu nous accorder le privilège de placer le congrès sous son haut patronage.

La cité de Rivière-du-Loup est admirablement située sur la rive sud du Saint-Laurent, à environ 120 milles de Québec.

Toutes les réunions du congrès auront lieu en l'Hôtel de Ville, où son Honneur le maire Gérard Lapointe viendra saluer les délégués et leur souhaiter la bienvenue.

Outre les affaires de routine, soit étude de la situation financière de l'Union, élections du Bureau de direction et de l'Exécutif, rapports des activités de l'année, vous aurez à étudier des problèmes nouveaux.

L'article 312 du Code municipal décrète que la décision du président d'élection est finale concernant l'admission ou le rejet d'un bulletin de vote et cette décision ne peut être annulée que sur contestation de l'élection. Il semble que cette disposition ne donne pas satisfaction et que le candidat qui se croit lésé par l'attitude du président devrait avoir le droit de demander le recomptage judiciaire devant un magistrat de district, sans avoir à contester l'élection elle-même, ce qui est très coûteux.

Vu les nombreux changements qui surviennent chaque année dans les rôles d'évaluation, il s'ensuit que, lors d'une élection, un certain nombre d'électeurs ne sont pas inscrits au rôle et, par conséquent, ne peuvent voter. Il serait peut-être bon de changer le mode actuel, de telle façon que, durant la période qui précède la présentation des candidats, une liste électorale puisse être dressée de manière à ne léser personne.

La taxation des lignes téléphoniques est toujours à l'ordre du jour et de nombreuses questions soumise dans notre dernier mémoire au Premier Ministre seront, de nouveau, discutées.

La refonte du Code municipal, la loi des colporteurs et celle des licences de commerce seront, également, à l'étude.

Notre Exécutif a pris les dispositions nécessaires pour présenter à la Commission royale d'enquête, formée en vertu de la Loi 1-2, Elizabeth II, chap. IV,



un mémoire donnant les vues des municipalités rurales de la province sur les problèmes constitutionnels et la répartition du revenu provenant des taxes.

Lors de la tenue du congrès, une partie des renseignements que nous avons requis seront à notre disposition et le forum du lundi soir sera entièrement consacré à cette question.

Comme toujours, vous êtes priés de nous communiquer vos points de vue par des résolutions qui devront nous parvenir, en trois copies, avant le 1er octobre prochain.

Comme il s'agit du dixième congrès annuel, nous espérons qu'à cette occasion les Conseils de Comté seront représentés par le plus grand nombre possible de délégués officiels ou non.

Chaque Conseil de Comté qui aura payé sa cotisation annuelle de \$40.00 aura le droit d'être représenté par trois délégués officiels, qui bénéficieront du droit de voter en son nom. Je vous inclus, en conséquence, un projet de certificat qui devra m'être retourné le plus vite possible, en duplicata.

Une copie rééditée des statuts et règlements accompagne aussi la présente.

Comme toujours, lors de la première séance, il y aura formation des comités, dont le président est désigné par l'Exécutif.

Un programme spécial sera préparé pour offrir aux dames des divertissements intéressants.

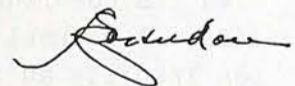
En ce qui concerne l'organisation du Congrès, nos quartiers-généraux seront établis au "Château Grandville", où nous recevrons les délégués pour les diriger, ensuite, vers leurs hôtels respectifs.

Rivière-du-Loup compte de nombreux et confortables hôtels, entre autres: "Le Manoir", "Saint-Louis", "Victoria", "Orphir", "Plaza", "Windsor", "Royal", "Auberge La Fresnay", "Croissant d'Or", "Auberge de la Pointe", "Lasalle", etc... Nous avons conclu des ententes, afin d'obtenir des chambres en nombre suffisant, et nous serons heureux de vous assurer les facilités de logement, durant votre séjour, si vous nous le demandez.

Au revoir, donc, et soyez nombreux à Rivière-du-Loup.

Votre tout dévoué,

Le secrétaire général.



N.B. Prière de faire parvenir toute correspondance relative au congrès à:

E.-O. Hudon, F.A.E., comptable public,  
HÉBERTVILLE, Lac-Saint-Jean, P. Q.





THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE  
PROVINCE OF QUÉBEC

Hébertville, August 29th, 1953.

Mr. Warden,  
Messrs. Mayors,

Gentlemen:

Following a decision reached by the Executive of the Union of County Councils of the Province of Québec, on August 17th, 1953, I take pleasure in inviting you to participate in the forthcoming Convention which will take place in the City of Rivière-du-Loup, on October 12th and 13th next.

The Honourable Yves Prévost, Q.C., Minister of Municipal Affairs, has kindly agreed to have the Convention held under his distinguished patronage.

The City of Rivière-du-Loup is wonderfully located on the south shore of the St. Lawrence River, some 120 miles from the City of Québec. All sessions of the Convention will be held at the City Hall, where His Worship Mayor Gérard Lapointe will come and greet the delegates.

Besides routine affairs such as the financial situation of the Union, the election of directors and members of the Executive, reports of the past year's activities, new problems are to be discussed by the delegates.

Article 312 of the Municipal Code stipulates that the decision of the presiding-officer with respect to the admission or rejection of a ballot is final, and can only be reversed upon contestation of the election. It appears that this provision is not satisfactory and that the candidate who believes that the attitude of the presiding-officer injures himself should have the right to request a judicial recount of the votes made before a District Magistrate, without being obliged to contest the election itself, which is a very expensive procedure.

Considering that numerous changes are made on the valuation rolls each year, it follows that, when an election occurs, a certain number of electors are not registered on the roll and may not vote. Thus, it may be found advisable to modify the present procedure so that, during the period preceding the nomination of candidates, an electoral list may be prepared in a way that will not deprive anybody of the right to vote.

The taxation of telephone lines is still on the agenda as well as many other matters submitted to the Prime Minister in our last memorandum. The revision of the Municipal Code, the Peddlers Act and the License Act will also be discussed.

The Executive has taken steps to submit to the Royal Commission of Inquiry set up under the authority of Act 1-2, Elizabeth II, ch. IV, a memorandum expressing the views of the rural municipalities of the Province on constitutional problems relating to the sharing of revenues issuing out of taxes. At the time of our Convention, part of the information that we have requested will have been obtained and the Monday evening Forum will be devoted to discussing this matter.



As usual, you are requested to forward your views in the form of resolutions that should be sent to us, in THREE COPIES, prior to October 1st next.

As this is our tenth Convention, we hope that the county councils will send as many delegates as possible, whether they be official delegates or not. Every county council whose annual contribution of \$40.00 will have been paid shall have the right to be represented by three official delegates; the latter shall be entitled to vote on its behalf. Consequently, you will find enclosed a certificate of appointment that should be returned to me in duplicate as soon as possible. A revised copy of the laws and by-laws is also enclosed.

Committees, whose presidents are appointed by the Executive, will be formed in the course of the first session. A special programme has been arranged for entertaining the ladies.

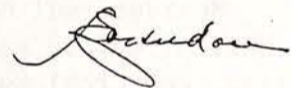
The Convention headquarters will be set up at the Château Grandville, where the delegates will be registered and given the necessary hotel accommodation.

Rivière-du-Loup numbers several comfortable hotels: Le Manoir, St-Louis, Victoria, Orphir, Plaza, Windsor, Royal, Auberge de La Fresnay, Croissant d'Or, Auberge de la Pointe, Lasalle, etc. Arrangements have been made so that a sufficient number of rooms be available. We will be glad to have you properly lodged, during your stay, if you ask us to reserve rooms.

We will be happy to see you in large numbers in Rivière-du-Loup.

Yours truly,

General Secretary,



N.B. Kindly forward all correspondence relative to the Convention to

E. O. Hudon, F.A.E., Public Accountant,  
HÉBERTVILLE, Lake St. John, Qué.



L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

10<sup>e</sup> Congrès, 12 et 13 octobre 1953  
 CERTIFICAT DE NOMINATION DES DÉLÉGUÉS

Province de Québec.

Je, soussigné, J. Armand Dugas, secrétaire-trésorier  
 du conseil de comté de Jacques-Carrier, certifie par les  
 présentes qu'à une session tenue le 9 septembre 1953,  
 il a été procédé à la nomination des délégués officiels et de leurs substitu-  
 tifs, pour le dixième congrès de l'Union des Conseils de Comté de la  
 province de Québec qui sera tenu dans la cité de Rivière-du-Loup les  
 12 et 13 octobre prochain.

Ont été nommés « délégués » :

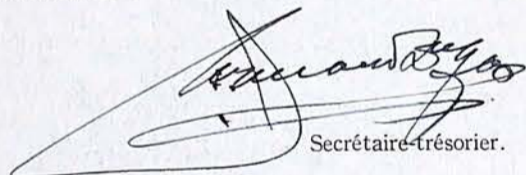
Prénom et nom	Fonctions (a)	Adresse
<u>Brunet André</u>	<u>Préfet</u>	<u>Pointe-Claire (Bang Ste. Marie), Qué.</u>
<u>Georges Legault</u>	<u>Maire</u>	<u>Ste. Geneviève de Pierrefonds, Qué.</u>
<u>Hector Ledus</u>	<u>Maire</u>	<u>Paroisse St-Laurent (Côte Vertu), Qué.</u>

Ont été nommés « substitués » :

MM. les Maires Armand Lacombe, Michel Jasmin et Anselme Lavigne

Je vous transmets notre chèque pour \$40.00 en paiement de la contribution de l'année 1953.

En foi de quoi j'ai signé à Ste. Geneviève  
 le 28 septembre 1953.

  
 Secrétaire-trésorier.

(a) *Préfet, maire, etc. . .*

N. B. *Prière de transmettre ce certificat avant le 1<sup>er</sup> octobre 1953.*

Hébertville, .....1953.

Reçu du Conseil de Comté de.....  
 .....  
 la somme de \$40.00 en paiement de la contribution à l'Union des Conseils de Comté pour  
 1953, par.....  
 .....

.....  
 Secrétaire général



THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Tenth Convention, October 12<sup>th</sup> and 13<sup>th</sup>, 1953  
CERTIFICATE OF APPOINTMENT OF DELEGATES

Province of Québec.

I, the undersigned, \_\_\_\_\_, Secretary-Treasurer of the County Council of \_\_\_\_\_ hereby certify that, at a meeting held on the \_\_\_\_\_ day of the month of \_\_\_\_\_ 1953, nominations were held to appoint Official Delegates and their Substitutes to attend the Tenth Convention of the Union of County Councils, of the Province of Québec, to be held in the City of Rivière-du-Loup, on the 12<sup>th</sup> and 13<sup>th</sup> days of October, 1953.

Were nominated as Official Delegates :

<i>Christian name and family name</i>	<i>Functions (a)</i>	<i>Address</i>
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Were nominated as Substitutes :

.....
.....
.....

Enclosed is our cheque for \$40.00 in payment of the contribution for the year 1953.

The above, having been duly verified, was signed at \_\_\_\_\_ on \_\_\_\_\_, 1953.

Secretary-Treasurer

(a) *Warden, Mayor, etc. . .*

*N. B. Please forward this certificate before October 1<sup>st</sup>, 1953.*

Hébertville, \_\_\_\_\_, 1953.

Received from the County Council of \_\_\_\_\_

the sum of \$40.00 in payment of the 1953 contribution to the Union of County Councils, by \_\_\_\_\_

General Secretary





## L'UNION DES CONSEILS DE COMTÉ DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Alma, le 26 août 1956

Aux Conseils de Comtés  
de la Province de Québec.

Monsieur le Préfet,  
Messieurs les Maires,

Lors de la dernière réunion des membres de l'Exécutif de l'Union des Conseils de Comtés de la Province de Québec, il a été décidé que le prochain Congrès aurait lieu à Sherbrooke, les 15 et 16 octobre 1956.

### INVITES

Comme par le passé, l'Honorable Ministre des Affaires municipales a bien voulu consentir à tenir ce congrès sous son bienveillant patronage. Il sera conférencier au banquet du lundi, 15 octobre.

Nous espérons que l'Honorable Premier Ministre de la Province sera parmi nous et acceptera d'être notre hôte aux banquets.

L'Honorable J.-S. Bourque, Ministre des Terres et Forêts, assistera aux délibérations du Congrès et adressera la parole, aux délégués, au banquet du mardi, 16 octobre.

Nous avons, aussi, la promesse, de l'Honorable Ministre de la Santé, d'être des nôtres.

### DELEGUES

Trois délégués officiels et trois substituts devront être nommés, par chaque conseil de comté, pour le représenter. Toutefois, les substituts n'auront le droit de vote qu'en l'absence des délégués officiels.

D'autre part, on peut déléguer autant de maires qu'on le désire.

Vous trouverez, ci-joint, une formule, en duplicata, relative à la nomination des délégués. Il faudra m'en retourner une copie, en même temps que votre contribution de \$40.00.

Si un conseil de comté n'a pas payé sa cotisation, il peut participer aux délibérations mais n'a pas droit de vote.

### RESOLUTIONS

Malgré les demandes réitérées, des résolutions nous parviennent, trop souvent, mal rédigées, en une seule copie, et traitant, parfois, de quatre ou cinq questions différentes.

Nous insistons, auprès des Conseils de Comtés, afin qu'ils nous expédient leurs résolutions, en triplicata, tout en soumettant un seul sujet.

En adoptant chaque résolution, il faut mentionner tous les considérants qui la motivent.

Chaque résolution, soumise au Congrès, doit avoir été, régulièrement, adoptée par un Conseil de Comté. En outre, elle devra porter la date d'adoption et être certifiée par le secrétaire-trésorier.

Toutes les résolutions devront nous parvenir avant le 1er octobre 1956.

### INSCRIPTION

Lundi avant-midi, 15 octobre, à partir de 8 h. 30, l'inscription des délégués se fera à la Salle du Christ-Roi.

Toutes les délibérations auront lieu dans cette même salle.

### CONFERENCES

Deux excellents conférenciers nous ont promis leur concours, durant nos assises, et parleront de :

- 1) différents aspects de l'administration municipale;
- 2) deux formes de crédit dans le cadre municipal: crédit agricole et habitation.

Tel que dit, précédemment, l'Honorable Yves Prévost et l'Honorable J.-S. Bourque adresseront la parole, aux congressistes, au cours des banquets.



## COMMITTEES

We are often asked at the beginning of a Convention if a committee may be formed in view of studying a particular question. The delegates may ask for such a committee when committees are being drawn up on Monday a.m.

## BANQUETS

It is important to note that this year the banquet on Monday, October 15th will be served at 6.30 p.m.; on Tuesday, as is customary at 12.30; both at the Christ-Roi Hall.

## RECEPTIONS

- 1) Monday P.M., for the ladies, visit of Sherbrooke and outlying district;
- 2) Monday evening, Reception by Sherbrooke Council;
- 3) Tuesday evening, Reception by Sherbrooke County Council and presided by the Prefect.

## RESERVATIONS

Hotel accommodation is adequate. Fill in blank, forward to Mr. Sarto Roy, Hotel New-Sherbrooke, Sherbrooke, P.Q.

On arrival, delegates will meet Mr. Roy at above address and be directed by him to their hotel.

Most hotels are centrally located and of easy access. The most important are:

- Hotel New-Sherbrooke
- Hotel Wellington
- Hotel La Salle
- Hotel Normandie
- Hotel Union
- Hotel du Parc
- Hotel King George

There are moreover very comfortable heated motels, with bath. Mention if a motel is preferred.

The beautiful and prosperous city of Sherbrooke has splendid trees, numerous well tended parks and is crossed by the St. Francois river. The title of Queen of Eastern Townships is fully justified. There is a population of 60,000. It is an archbishopric, has a magnificent university, specialized schools, etc... Among the many important industries, the "Carnation Milk", "Kayser", "Dominion", etc.... Companies have contributed to the economical development of the city.

You may rest assured that nothing has been spared to make the 1956 Convention very interesting. We trust that you will attend in large numbers.

Yours, truly,

Mrs H. NOLIN

sec.-treas. Pro tempore

N.-B. — All correspondence relative to the convention should be sent to Box 560, Ville d'Alma, Lake St. John Cty, P.Q. May I ask for your co operation. Mr. E.-O. Hudon, died very suddenly and is hard to replace. Thank you.





## THE UNION OF COUNTY COUNCILS OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Alma, August 26th 1956

To the County Councils  
of the Province of Quebec.

To the Warden,  
and Mayors,

At the last Executive meeting of the Union of the County Councils of the Province of Quebec, it was decided that the next convention would take place at Sherbrooke, on October 15th and 16th, 1956.

### GUESTS

As in the past this convention is under the patronage of the Honorable Minister of Municipal Affairs, who will be the guest speaker at the banquet on Monday. It is hoped that the Honorable Prime Minister of the Province will accept to be our guest at the banquet.

The Honorable J.-S. Bourque, Minister of Lands and Forests will attend the meetings and address the delegates at the banquet on Tuesday October 16th. The presence of the Honorable Minister of Public Health is expected.

### DELEGATES

Three official delegates and three substitute delegates should be chosen by each county council. However the substitute delegates have the right to vote only in the absence of the official delegates.

As many mayors as desired may be delegated.

You will find enclosed a duplicate blank, re: The nomination of delegates. Kindly, return one copy with your \$40.000 fee.

A council may attend the meetings but can not vote unless the fees are paid.

### RESOLUTIONS

We insist that all resolutions be sent in triplicate and consist of one item only. Too often we receive copies of resolutions badly worded, in single copy, and pertaining to four or five different items.

Each resolution submitted to the Convention must have been adopted by a county council and bear the date of adoption and be certified by the Sec.-Treas.

All resolutions must be received before October 1st 1956.

### REGISTRATION

At the "Salle Christ-Roi," registration will begin at 8.30 a.m. Monday October 15th.

All meetings will be held at this hall.

### SPEAKERS

Two excellent speakers have agreed to attend and will speak on the following:

- 1) The different aspects of Municipal Administration;
- 2) Two forms of credit in the municipal field: Farm and housing.

As stated previously the Honorable Yves Provost and the Honorable J.S. Bourque will address the congressists at the banquets.



## COMITES

Il nous est assez souvent demandé, au début du Congrès, si un comité peut être formé dans le but d'étudier une question particulière. Lors de la formation des comités, prévus au programme, le lundi avant-midi, il est loisible, aux délégués, de demander celle de comités particuliers.

## BANQUETS

Il est important de noter que, cette année, le banquet du lundi, 15 octobre, aura lieu à 6 h. 30 p.m. Celui du mardi sera servi, comme d'habitude, à midi et demi. Ces repas se donneront à la Salle du Christ-Roi.

## RECEPTIONS

Voici, en bref, ce qui a été prévu entre les séances du congrès :

- 1) Lundi après-midi: pour les dames, visite de la ville de Sherbrooke et des environs;
- 2) Lundi soir: vin d'honneur, offert par le conseil de ville de Sherbrooke, sous la présidence de Son Honneur le Maire.
- 3) Mardi soir: réception par la Conseil de Comté de Sherbrooke, sous la présidence du Préfet.

## RESERVATIONS

Le service des hôtels est très bien organisé. Il n'y aura qu'à remplir la formule, ci-jointe, et à l'envoyer à l'adresse suivante: M. Sarto Roy, Hôtel New-Sherbrooke, Sherbrooke.

Dès leur arrivée, les délégués n'auront qu'à se rendre à l'Hôtel précité et M. Roy se fera un plaisir de les diriger vers leurs hôtels respectifs.

La plupart des hôtels sont agglomérés et situés dans le centre de la ville. Il est, par conséquent, facile de s'y rendre. Les principaux sont:

- Hôtel New-Sherbrooke
- Hôtel Wellington
- Hôtel La Salle
- Hôtel Normandie
- Hôtel Union
- Hôtel du Parc
- Hôtel King George

Il y a, de plus, des motels très confortables, avec chauffage et salle de bain.

Ceux qui préféreraient un motel n'auront qu'à le mentionner.

La Cité de Sherbrooke, coquette et prospère, est parée d'arbres splendides. Ses parcs sont nombreux et bien entretenus. Traversée par la rivière St-François, il est indéniable que le titre de "Reine des Cantons de l'Est", qui lui a été décerné, est, entièrement justifié. La ville compte près de 60,000 habitants et la population y est fort accueillante. Sherbrooke est le siège d'un archevêché, possède une magnifique université et des écoles spécialisées. Des industries importantes, telles que: "Carnation Milk", "Kayser", "Dominion", etc... ont contribué au développement économique de la cité.

D'après tout ce qui précède, vous avez pu vous rendre compte que rien n'a été négligé pour rendre le Congrès de 1956 très intéressant. Nous comptons donc que vous y viendrez nombreux et animés d'un sérieux esprit de travail.

Votre bien dévouée,

**Mme H. NOLIN**

sec.-trés. pro tempore

N.-B.— Toute correspondance, relative au congrès, devra être adressée à: C. P. 560, Alma, Comté Lac-St-Jean, P.Q. Je me permets de solliciter votre coopération, au congrès de 1956, M. E.-O. Hudson, presque soudainement décédé, étant difficilement remplaçable. Je vous en remercie.



# L'Union des Conseils de Comtés de la Province de Québec

13e Congrès, 15 et 16 octobre 1956  
CERTIFICAT DE NOMINATION DES DELEGUES

Province de Québec

Je, soussigné, J. Armand Dugas, secrétaire-trésorier  
du conseil de comté de Jacques-Cartier, certifie par les  
présentes qu'à une session tenue le 12 septembre 1956  
il a été procédé à la nomination des délégués officiels et de leurs substituts,  
pour le treizième congrès de l'Union des Conseils de Comtés de la province  
de Québec qui sera tenu dans la Cité de Sherbrooke les 15 et 16 octobre pro-  
chain.

Ont été nommés "délégués" :

Prénom et nom	Fonctions (a)	Adresse
<u>Williamson Peter</u>	<u>Préfet, Ste. Anne de Bellevue (Rang Ste. Marie), Co. J. Cartier</u>	
<u>Anselme Lavigne, Maire, Ste. Geneviève (Rang St-Rémi), Co. J. Cartier, Qué.</u>		
<u>Michel Jasmin, Maire, Dorval Station (Côte de Masse), Qué.</u>		

Ont été nommés "substituts" :

J. Alfred Laniel, Maire, Village Ste. Geneviève de Pierrefonds, Qué.  
Armand Lacombe, Maire, Ste. Geneviève de Pierrefonds, Qué.  
André Brunet, Maire, Pointe-Claire (Rang Ste. Marie), Qué.

Je vous transmets notre chèque pour \$40.00 en paiement de la contribution de l'année 1956.

En foi de quoi j'ai signé à Ste. Geneviève  
le 18 septembre 1956.

Secrétaire-Trésorier

(a) Préfet, maire, etc...

N. B. — Prière de transmettre ce certificat avant le 1er octobre 1956.

Alma, le..... 1956

Reçu du Conseil de Comté de .....

la somme de \$40.00 en paiement de la contribution à l'Union des Conseils de Comtés pour  
1956, par .....

sec.-trés. pro-temporé



# The Union of County Councils of the Province of Quebec

Thirteen Convention, October 15th and 16th 1956  
CERTIFICATE OF APPOINTMENT OF DELEGATES

Province of Quebec.

I, the undersigned, ....., Secretary-Treasurer of the County Council of ..... hereby certify that, at a meeting held on the ..... day of the month of ..... 1956 nominations were held to appoint Official Delegates and their Substitutes to attend the thirteen Convention of the Union of County Councils of the Province of Quebec, to be held in the City of Sherbrooke, on the 15th and 16th days of October, 1956.

Were nominated as Official Delegates :

Christian name and family name	Functions (a)	Address
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Were nominated as Substitutes :

.....  
.....  
.....

Enclosed is our cheque for \$40.00 in payment of the contribution for the year 1956.

The above, having been duly verified, was signed at .....  
on ....., 1956.

Secretary-Treasurer

(a) Warden, Mayor, etc . . . .

N. B. — Please forward this certificate before October 1st 1956.

Alma, ....., 1956

Received from the County Council of .....

the sum of \$40.00 in payment of the 1956 contribution to the Union of County Councils,  
by .....

.....  
sec.-treas. pro-tempore





*L'Union des Conseils de Comte de la Province de Quebec*

*Union of County Councils of the Province of Quebec*

A l'Honorable Maurice-L. Duplessis, c.r., m.p.p.,  
Premier Ministre de la Province de Québec,  
QUEBEC.

Monsieur le Premier Ministre,

Comme suite aux décisions prises au Congrès de l'Union des Conseils de Comté, tenu à Sherbrooke, les 15 et 16 octobre 1956, nous avons l'honneur de vous en communiquer les recommandations suivantes.

Nous avons l'espoir de voir nos réclamations reçues avec bienveillance et comptons que le Gouvernement de la Province y donnera suite, dans la mesure du possible.

Même si vous n'avez pu assister à nos assises, nous vous remercions de nous avoir délégué les Honorables J.-S. Bourque, Ministre des Terres et Forests, et Paul Dozois, Ministre des Affaires municipales.

A la suite de notre mémoire de l'année dernière, nous avons pu constater des améliorations au Code municipal. Nous vous en sommes reconnaissants.

Taxe de Vente

La taxe de vente étant imposée, de plus en plus, dans les municipalités, nous croyons que la Législature pourrait permettre, aux conseils municipaux, d'imposer cette taxe sans referendum mais, toujours, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil. *bill*

Election municipale

Considérant que les conseils municipaux imposent leurs taxes, de préférence au début de l'année, parce qu'il y a moins d'arriérés de taxes;

Considérant, qu'en général, il est préférable que les nouveaux élus imposent les taxes qui serviront à leur administration;

En conséquence, il est recommandé que le mois de novembre soit ajouté aux mois de janvier, mai et juillet pour la tenue des élections municipales.

/...



/...

### Emprunt municipal

En vertu des derniers amendements, apportés à la Loi des Cités et Villes, on soumet un règlement d'emprunt, à l'approbation des contribuables réunis en assemblée publique.

Si un certain nombre de contribuables ne demande pas la votation du règlement, sous certaines conditions, celui-ci est adopté, automatiquement, sans referendum.

Nous croyons, sincèrement, que ce procédé est moins onéreux et que cette disposition devrait s'appliquer dans le cas des municipalités rurales.

### Coupe du Bois

Nous estimons que l'article 407 du Code municipal pourrait être amendé aux fins d'autoriser, spécifiquement, un conseil municipal à nommer un ou des gardes-feux pour la protection de la forêt.

Nous suggérons, aussi, que le Ministre des Terres et Forests nomme, dans chaque comté où il y a de l'exploitation forestière, un ingénieur forestier pour conseiller les propriétaires de terrains boisés.

### Lignes téléphoniques

Les maires, présents à nos Congrès, sont unanimes à solliciter le privilège de taxer les lignes de téléphone, au même titre que les lignes électriques.

Nous estimons qu'il s'agit là d'une propriété immobilière, comme toute autre, et que les compagnies de téléphone ont bénéficié d'un régime de faveur extraordinaire, auquel il est temps de mettre fin.

Nous ne nous objectons, cependant, pas à ce que des réserves suffisantes soient incluses dans la Loi, afin de ne pas causer de préjudice à des organisations, destinées à fonctionner sans aucun profit, tout en maintenant un service coûteux en faveur des abonnés.

/...



/...

### Lignes électriques

Depuis quelques années, des efforts considérables ont été faits, par les autorités municipales, pour une meilleure interprétation de la valeur réelle des propriétés, portées au rôle d'évaluation. Les rôles ont été augmentés, considérablement, de sorte que, par rapport aux autres propriétés, les lignes de transmission d'énergie électrique se trouvent, actuellement, sous-évaluées.

C'est pourquoi, nous vous prions de faire amender le Code municipal (article 656-b) pour fixer, comme suit, la valeur à porter au rôle d'évaluation des lignes de transmission d'énergie électrique:

- a) \$ 35.00 pour chaque poteau de bois;
- b) \$ 125.00 pour chaque poteau, autre qu'en bois;
- c) \$ 500.00 pour chaque pylône, dont la base couvre une superficie de 25 pieds carrés ou moins;
- d) \$ 1,600.00 pour chaque pylône, dont la base couvre une superficie de 100 pieds carrés, au maximum, et plus de 25 pieds carrés;
- e) \$ 2,000.00 pour chaque pylône, dont la base couvre une superficie de 100 pieds carrés ou plus mais n'atteint pas 200 pieds carrés;
- f) \$ 2,500.00 pour chaque pylône, dont la base couvre une superficie de 200 pieds carrés ou plus.

### Hydro-Québec

Nous soumettons que les immeubles de l'Hydro-Québec devraient être soumis aux taxations, de la même façon que ceux appartenant à des particuliers, et que l'article 656-b du Code municipal devrait s'appliquer aux lignes de l'Hydro-Québec.

### Rôle d'Evaluation

Nous estimons que les rôles d'évaluation, dans la Province, devraient être uniformisés.

Il est vrai que le Département des Affaires municipales donne des cours, qui ont rendu de grands services, quant à l'estimation des biens-fonds.

/...



/...

Toutefois, nous sommes d'opinion que le Gouvernement provincial devrait instaurer un service d'estimation consultatif au Département des Affaires municipales.

#### Bien-Etre social

Nous croyons que les écoles de protection de la jeunesse, dans les territoires non organisés en municipalités et qui ne sont pas dans la situation de pouvoir s'organiser d'après les articles 35 et suivants du Code municipal, devraient être, complètement, à la charge du Gouvernement.

#### Unité sanitaire

Le paiement de la somme, à verser pour le maintien de l'unité sanitaire, doit être fait, par la corporation municipale de comté, au Trésorier de la Province, à la date fixée par le Ministre de la Santé et du Bien-Etre social, S.R. 1925, c. 186-A, a. 4; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Considérant qu'il est bien spécifié, au premier paragraphe de l'article 4 du chapitre 184, S.R. cf. 1941, que la part contributive de chacune des municipalités d'un comté doit être calculée selon l'évaluation imposable, apparaissant "au rôle d'évaluation en vigueur, à l'époque fixée pour ce paiement dans chacune des municipalités";

Considérant qu'il y a lieu de répartir les dépenses des conseils de comté sur les rôles d'évaluation des municipalités, tels que révisés sous l'autorité de l'article 667 du Code municipal;

Considérant que les dispositions de l'article précité ont pour effet de corriger les évaluations proportionnellement trop basses en comparaison d'autres municipalités;

Nous suggérons d'amender l'article 4 de la Loi plus haut citée, afin que les dépenses, pour le maintien de l'unité sanitaire dans le comté, soient justement réparties, d'après les rôles d'évaluation, révisés par le conseil de comté, sous l'autorité de l'article 667 du Code municipal.

#### Assistance publique

Considérant que les dépenses d'assistance publique obèrent, fortement, le budget des conseils locaux;

/...



/...

Nous croyons devoir recommander que la part, à payer pour ce service par les corporations rurales, devrait être diminuée à 10 %.

De plus, les personnes malades, considérées comme incurables, devraient être, entièrement, à la charge du Gouvernement.

#### Loups

Considérant les dommages désastreux que font les loups, dans certaines parties de la Province, aux animaux domestiques;

Nous suggérons que la prime, payée pour l'abattage des loups, soit augmentée, dans le but d'en faire tuer le plus possible.

#### Ponts et Ponceaux

De nombreuses représentations ont été faites concernant la construction, l'entretien et la reconstruction des ponts et ponceaux, situés sur des routes numérotées.

Comme ces chemins doivent supporter une circulation très lourde et qu'un grand nombre de ponts et ponceaux sont avariés, bien plus par des véhicules venant de l'extérieur que par ceux de la municipalité;

Nous croyons que tous les ponts et ponceaux, situés sur les chemins acceptés et entretenus par le Ministère de la Voirie, devraient, à l'avenir, être construits, entretenus et reconstruits par le Gouvernement.

#### Licence d'Automobile

Considérant l'autorité que le Code municipal donne aux maires comme chefs de municipalités;

Considérant, aussi, qu'il est de l'intérêt général que ces chefs de municipalités soient reconnus;

Nous suggérons que le Ministre des Finances émette des plaques spéciales, dans la Province de Québec, pour les voitures des maires.

/...



/...

Chemins d'Hiver

Considérant le manque d'uniformité dans le coût de l'entretien des chemins d'hiver et que, de ce fait, certaines municipalités sont défavorisées en devant payer jusqu'à sept fois plus que d'autres municipalités de la Province;

Considérant qu'il faudrait tenir compte de la topographie du terrain, des sites, des obstacles, dans certaines régions, et de la précipitation, qui n'est pas la même dans toute la Province;

Nous croyons qu'une législation serait nécessaire dans le sens de <sup>fixer</sup> le montant des octrois pour l'entretien des chemins d'hiver à un ~~minimum de \$ 100.00 du mille~~ <sup>aux minima actuels</sup> mais ne comportant jamais moins de 50 % du coût total d'entretien. Ce serait facile à déterminer, d'après l'expérience des ingénieurs du Ministère de la Voirie qui sont au courant du coût, de cet entretien, dans chacun des comtés. Cet octroi pourrait être uniforme pour les municipalités de tout un comté.

SIGNE: Raymond O'Hurley, président

Mme. H. Nolin, sec.-trés.  
pro tempore.

Alma,  
le 27 décembre 1956.



## Union des Conseils de Comté de la Province de Québec

### Circulaire aux Conseils de Comté

Monsieur le préfet,

Messieurs les maires,

Le but de la présente circulaire est de vous informer que le **prochain congrès annuel** de l'Union des Conseils de Comté aura lieu, **les 18 et 19 septembre de l'année courante**, à l'**Hôtel Mont-Royal**, 1451, rue Peel, **Montréal**, un établissement qui convient éminemment pour le logement et la tenue des réunions d'un groupe comme le nôtre.

Lors de notre dernier congrès, des délégués exprimèrent l'opinion que diverses localités, en sus de Québec et Montréal, seraient en mesure de recevoir notre groupe. Conséquemment, nous avons exploré avec grand soin les facilités de logement offertes par ces localités, et, tout bien pesé, nous avons cru, cette année, devoir arrêter notre choix sur Montréal, tout en espérant que notre décision, prise après mûre réflexion, sera bien accueillie par tous les conseils de comté de la province.

Le président et ses collègues du bureau de direction vous invitent à assister nombreux au prochain congrès de notre organisme, dont le thème central, d'un haut intérêt pour les administrateurs municipaux, sera, comme vous le savez, le projet de refonte du code municipal.

Vous êtes également priés de prendre part au banquet qui couronnera la première journée du congrès et dont l'hôte d'honneur sera, nous en avons l'espoir, l'honorable Jean Lesage, C.P., premier ministre.

Veuillez agréer, monsieur le préfet et messieurs les maires, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le président,

HENRI TURCOT,  
1170, avenue SEYMOUR,  
Montréal 25.

Mars 1961.

## Union of County Councils of the Province of Quebec

### Circular to County Councils

Mr. Warden, and Mayors:

The purpose of this Circular is to inform you that this year's **Annual Convention** of the Union of County Councils will be held **on September 18 and 19**, at the **Sheraton Mount-Royal Hotel**, 1451 Peel Street, **Montreal** — an establishment eminently suited for the accommodation of our delegates and for the meetings of our organization.

The President and members of your Board of Directors will be happy to welcome you to our Annual Convention. In addition, we have great pleasure in requesting you to be present at the Union's Banquet, on September 18.

It is our hope that the Honourable the Prime Minister of the province of Quebec will be the guest of honour at our Banquet.

Looking forward to seeing you, and thanking you in anticipation,

I am

Yours sincerely,

HENRI TURCOT, President,  
1170, SEYMOUR AVENUE,  
Montreal 25.

March. 1961.



Le 15 septembre 1961.

Union des Conseils de Comté.  
A/S. André Nadeau, Sec.-G'n.  
St-Patrice de Beaurivage.  
Cté. Lotbinière.

Cher Monsieur,

Sous pli le certificat de nomination des délégués pour le congrès du mois de septembre courant , avec ensemble la contribution de \$50.00 de notre Conseil pour aussi l'année courante.

Etant donné que les représentants de notre Conseil demeurent tous dans les environs de Montréal, il n'y aura pas lieu de réserver des chambres d'hôtel mais bien d'assister au banquet du 18 , et ils seront au nombre de quatre.

Votre tout dévoué,

J.ARMAND DUGAS.NOTAIRE  
SEC./TRES. C.M.C.J.C.

Le 18 juillet 1962.

M. André Nadeau.  
Secrétaire de l'Union des Conseils,  
de Comté de la Province.  
St-Patrice Beaurivage.  
Cté. Lotbinière.

Cher Monsieur,

Vous trouverez sous pli le chèque du Conseil de Comté de Jacques-Cartier au montant de \$50.00 pour la contribution à l'Union année courante (1962).

Aussi sous pli, un chèque de \$300.00 du Conseil de Comté à l'ordre de l'Union en paiement de deux cabines pour MM. Jean-Paul Quintal et son épouse et Dr. J.L.P. Paquin accompagné.

Le tout pour le prochain congrès d'automne de l'Union en septembre prochain (1962) à Chicoutimi.

Votre tout dévoué,

J. ARMAND DUGAS.  
Sec. - Trés. C.M.C.J.C.





Union des Conseils de Comté  
de la Province de Québec

19<sup>e</sup> CONGRES SEPTEMBRE 4-5-6 1962

CERTIFICAT DE NOMINATION DES DELEGUES

Province de Québec

Je, soussigné, J. ARMAND DUGAS, secrétaire-trésorier  
du conseil de comté de JACQUES CARTIER certifié par les  
présentes qu'à une session tenue le 13 juin 1962 19.....

il a été procédé à la nomination des délégués officiels et de leurs substituts, pour le 19  
ième congrès de l'Union des Conseils de Comtés de la Province de Québec qui sera tenu  
les 4-5-6 septembre 1962.

Ont été nommés "délégués":

Prénom et nom	Fonctions (a)	Adresse
<u>Jean Paul Quintal.</u>	<u>Pro-Maire</u>	<u>12 rue du Ruisseau, Village Saraguay</u>
<u>Dr. Jean Louis Paquin.</u>	<u>Maire &amp; Préfet</u>	<u>764 rue Cherrier, Ile Bizard</u>

Ont été nommés "substituts":

Je vous transmets notre chèque pour \$50.00 en paiement de la contribution de l'année 1962.

En foi de quoi j'ai signé à Ville Ste Genevieve  
le ..... 19.....

Secrétaire-Trésorier.

(a) Préfet, maire, etc.

N. B. — Prière de transmettre ce certificat avant le 1er août 1962.





Union of County Councils  
of the Province of Quebec

NINETEENTH CONVENTION SEPTEMBER 4 to 6th 1962

CERTIFICATE OF APPOINTMENT OF DELEGATES

Province of Quebec

I, the undersigned, \_\_\_\_\_, Secretary-  
Treasurer of the County Council of \_\_\_\_\_ hereby  
certify that, at a meeting held on the \_\_\_\_\_ day  
of the month of \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_ nominations were held to appoint Official Dele-  
gates and their Substitutes to attend the 19th Convention of the Union of County  
Councils of the Province of Quebec, to be held from the 4th to 6th september 1962.

Were nominated as Official Delegates:

Christian name and family name	Functions (a)	Address
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Were nominated as Substitutes:

.....
.....
.....

Enclosed is our cheque for \$50.00 in payment of the contribution for the year 1962.

The above, having been duly verified, was signed at \_\_\_\_\_  
on \_\_\_\_\_, 19.....

Secretary-Treasurer.

(a) Warden, Mayor, etc...

N. B. — Please forward this certificate before August 1st 1962.



St-Patrice, 3 Décembre, 1962.

A. M. Le Préfet  
A. M.M. Les maires  
A. M. Le Secrétaire-trésorier.

Messieurs,

L'Union des Conseils de comté de la province de Québec désire vous informer que NOTRE VINGTIÈME CONGRES ANNU-EL, se tiendra à "PERCE" les 28, 29 et 30 août 1963.

Ces dates tombent les jeudi, vendredi et samedi, journées de la clôture du Congrès. Les congressistes auront le dimanche et le lundi fête du travail pour revenir au foyer. Nous n'avons pu obtenir de meilleures dates, car il faut attendre que les touristes se retirent pour obtenir les accommodations nécessaires.

Vous recevrez à temps toutes les instructions pour réservations de chambres, motels etc. NOUS COMPTONS SUR LA BONNE COLLABORATION DES SECRETAIRES, et je vous remercie à l'avance.

#### COMPTE RENDU DU XLX CONGRES.

Nous prions les secrétaires de donner lecture de ce résumé des diverses résolutions soumises et adoptées lors de notre dernier congrès à bord du "Tadoussac" les 4-5-6 septembre 1962.

#### UNITE SANITAIRE.

Plusieurs résolutions demandaient tout simplement de faire disparaître la charge que doit payer les conseils de comté.

Il a été résolu de demander que la loi des Unités sanitaires soit modifiée afin que la charge imposée le soit en se basant sur le "rôle d'évaluation modifié aux fins du conseil de comté" afin d'éviter les injustices actuelles, car les conseils de comté doivent imposer sur les rôle existant sans les modifier.

#### ROLE D'EVALUATION.

Notre organisme recommande que soit constitué dans chaque comté qui le désire un service d'évaluation de comté, avec juridiction sur tout le territoire du comté. A ce service pourrait être adjoints, à titre consultatif, deux estimateurs, dans chaque municipalité locale, nommés par le conseil Local. Pour instituer un tel régime, il va de soi que l'aide financière du Gouvernement serait nécessaire.

Cette décision serait prise par le vote affirmatif des 2-3 des maires et pour un durée minimum de 5 ans.

Demande est faite afin que la confection du rôle se fasse tous les cinq ans, au lieu de 3 années.

#### CIMETIERE D'AUTO ET DE REBUTS.

Demande est faite afin de modifier le code municipal dans le but de permettre aux conseils de comté de passer un règlement de comté sur le sujet. Ce règlement serait adopté par le vote de la majorité absolue des maires.



INDEMNITE AUX MAIRES ET CONSEILLERS.

Il a été décidé de demander que le code soit modifié dans le sens de la loi des cités et villes, article 64

CHEMINS D'HIVER.

Nous reviendrons à la charge dans notre mémoire en demandant au gouvernement une nouvelle classification des routes, une augmentation des subventions aux municipalités, et d'octroyer le cas échéant, tous contrats à des résidents qualifiés de la municipalité, que le gouvernement subventionne l'enlèvement de la neige dans les rues des villages où le chemin est entretenu aux frais du gouvernement, etc. Subvention de 50% du coût du contrat.

TRAVAUX D'HIVER.

Diverses résolutions concernant le changement des dates, le paiement des matériaux etc... ont été soumises, mais l'assemblée n'a pas voulu intervenir dans ce domaine et a recommandé le statu-quo.

SUBVENTION POUR AQUEDUC ET EGOUTS.

L'Assemblée prie le gouvernement de défrayer 50% du coût de construction et d'augmenter en autant que possible les subventions qui devraient être statutaires.

CENTRALISATION DE LA POLICE PROVINCIALE.

L'assemblée demande au procureur général de rendre plus effectif si possible le service de la police provinciale, sans pour cela demander la centralisation.

ENTRETIEN DES TRAVERSES A NIVEAU.

Des démarches seront faites auprès des autorités compétentes dans le but de soustraire les corporations municipales aux frais d'entretien des traverses à niveau faites après la construction des chemins de fer.

UNIFORMISATION DES TAUX D'ELECTRICITE.

Cette résolution devrait trouver une solution dans un avenir prochain; vu les derniers événements politiques imprévus lors du congrès.

ASSURANCE CHOMAGE.

Cette résolution voulant faire bénéficier les ouvriers canadiens qui travaillent dans les Etats du Maine, Iowa et N. v. Hampshire a reçu l'approbation de l'assemblée et les démarches commencées seront continuées.



Que demande soit faite au gouvernement provincial afin que les employés de voirie puisse bénéficier comme les autres des avantages de l'assurance chômage.

ARTICLE 412 du code municipal.

On suggère l'amendement suivant à l'article 412 par. 3 en y ajoutant: " soit en raison de l'étendue en front des lots, soit suivant la superficie des terrains, ou soit d'après leur évaluation ou de l'évaluation des terrains et des bâtisses, à la discrétion du conseil.

LES COLPORTEURS.

Question toujours débattue sans jamais y trouver de solution pratique. Il a été suggéré de référer cette question au Conseil économique de la province qui se chargerait de faire une étude approfondie de la question.

ENTRETIEN DES RUES EN ASPHALTE.

La résolution du conseil de comté de Lévis a été adoptée et elle prie le gouvernement de la province, principalement le ministère de la voirie de revenir sur sa décision et de continuer à entretenir à ses propres frais les routes et les rues qui sillonnent les municipalités de la province

ORGANISME LEGAL.

Que le code soit amendé de façon à permettre aux représentants des cités et des villes en collaboration avec les municipalités de se grouper pour étudier et légiférer sur des problèmes communs.

HOMOLOGATION DE CERTAINS TERREAINS.

Cette demande d'homologation des terrains, en modifiant le code municipal, sera faite, mais sans espoir de succès.

QUALIFICATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL.

Cette résolution demande qu'un épiciers possédant une licence de vente de bière ne soit pas disqualifié et que le code soit amendé dans le sens de la loi des cités et villes, a été acceptée.

PÉREQUATION.

L'assemblée a insisté pour que dans notre prochain mémoire des pressions soient faites pour obtenir un système de péréquation au niveau des municipalités.

GENERALISATION DE LA TEXE DE VENTE.

L'assemblée a adoptée une résolution demandant la généralisation de la taxe de vente pour fins municipales.

LISTE DES JURÉS.

Une résolution demandant que le coût de la confection de la liste des jurés soit payé par le Gouvernement et non par les Municipalités a été adoptée.

ARTICLE 166 du C.M.

L'assemblée a accepté que cet article soit modifié afin de permettre une dépense de \$50.00 au lieu de \$10.00



DEPOT AUX CANDIDATS.

Résolution demandant qu'un dépôt soit exigé aux candidats aux postes de maire et de conseiller, a été étudiée. Tant que les charges seront obligatoires il sera difficile de faire amender le code pour y insérer cette demande. Il a été suggéré qu'un dépôt soit exigé lorsque le maire ou les conseillers sont rémunérés, ce qui sera inclus dans le mémoire.

DURES DU MANDAT à 3 ans.

Cette question de la durée du mandat à 3 ans a été discutée et le statu-quo a été décidé.

ENFANTS INDIGENTS.

L'assemblée a accepté la résolution demandant que le gouvernement provincial prenne entièrement à sa charge les frais d'entretien des enfants indigents placés dans les écoles.

EXEMPTION DE TAXES POUR DEUX MUNICIPALITES.

Cette résolution demandant que le code municipal soit amendé afin de permettre à deux municipalités voisines de s'exempter de taxes a été adoptée.

SIGNAUX LUMINEUX.

Une résolution priant les chemins de fer en collaborations avec les autres pouvoirs publics fassent l'installation de signaux lumineux à toutes les traversées à niveau, a été acceptée.

INTERDICTION DU STILBESTROL.

Considérant que le Stilbestrol est interdit aux Etats Unis, l'assemblée a accepté cette résolution en demandant l'interdiction au Canada.

JUGES DE LA COUR SUPERIEURE.

Une résolution priant le gouvernement de la province d'augmenter le nombre des juges de la Cour supérieure a été approuvée.

HOPITALS RURAUX.

Demande d'une législation dans le but de favoriser la multiplication des petits hopitaux ruraux afin d'empêcher l'exode des médecins de campagne vers les centres urbains et la spécialisation.

SYSTEME DE TAXATION SCOLAIRE.

L'assemblée a donné son appui à la résolution de la conférence des maires du comté de Québec demandant que le système de taxation touche toutes les personnes qui retirent un revenu, afin de soulager le propriétaire.

TAXATION DES LIGNES ELECTRIQUES.

Avec les événements des derniers mois, les recommandations du congrès seront modifiées en conséquences. Quant au problème de la taxation des lignes téléphoniques le mémoire fera les demandes nécessaires.

Voilà en bref la substance des résolutions qui seront incorporées dans le mémoire annuel dont vous recevrez un exemplaire.

Votre tout dévoué

*Armande D'Almeida*



St-Patrice, 4 juin 1964.

Monsieur le Préfet  
Messieurs les maires  
Monsieur le secrétaire,

Notre congrès se tiendra à Amos tel qu'annoncé, les  
13-14-15 aout 1964.

L'inscription commencera le JEUDI MIDI le 13 aout  
à 2.00 P.M. ON DEMANDE AUX CONGRESSISTES DE BIEN VOULOIR S'INSCRIRE LE JEU  
DI AUTANT QUE POSSIBLE.

Les frais d'inscription seront de \$10.00 pour un  
homme et \$5.00 pour son épouse. Ces frais comprendront le prix de la carte  
du Banquet et donnera droit à deux réceptions pour les dames soit par la  
ville d'Amos pour tous les congressistes et une réception pour les dames  
dans l'après midi du vendredi le 14.

Qu'on utilise les cartes déjà envoyées pour les  
réservations, que les secrétaires veuillent bien faire parvenir les certi-  
ficat de nomination des délégués et la contribution pour 1964 qui est de  
\$50.00.

Je remercie tous ceux qui ont déjà fait ce tra-  
vail.

Votre tout dévoué.

*André Nadeau*  
André Nadeau secrétaire.

St-Patrice de Beaurivage Tel-40



Le 8 juin 1964.

M. André Nadeau, Sec.  
Conseil des Comtés.  
St-Patrice de Beaurivage.  
P.Q.

Re: Congrès à Amos en août 1964.

Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre circulaire du 4 juin courant (1964), je dois vous dire que notre Conseil de Comté a été aboli en décembre dernier (1963), et que la Corporation Municipale de Québec en a été avisé.

Votre tout dévoué,

J. ARMAND DUGAS, Sec.-Trés.  
Conseil de Comté de  
Jacques-Cartier